

idées

CONTROVERSES

PRÉLUDE AUX IDÉS DE MARS

par TANGUY KENEC'H DU

QUE répondra à qui soulèverait l'analogie frappante des octaves suivies actuellement en France et en Grande-Bretagne ? Croirait-on que les gouvernements se réclament, à Londres ou à Paris, de principes opposés ?

Si ressemblants l'un à l'autre jusque dans leurs feçons de dire, les deux premiers ministres, en dépit de dossiers antagonistes, appliquent ou tentent d'appliquer, à mêmes maux, mêmes remèdes. Telle est, qu'aux approches de la brève saison où l'électeur est roi, leur gouvernement se requinque tant bien que mal et, du côté, dans les deux pays, l'opposition cesse de humer à la verticale le fumet délicieux qui monte des urnes, les soirs victorieux.

Vous parlez surpris... Vous n'y aviez pas songé ?... Aussi bien, si je par ce moyen, voulu vous mettre en garde contre toute philosophie débauchée comme celle qu'impliquait ma question. Qu'il vous en souviene, sur la carte de Tendre électorale, le premier sceau est nommé « septième », aussi funeste à votre navigation qu'aux amants du jadis « la lac d'Indifférence » ou « la mar d'Inimitié ».

Ainsi qu'aux Corinthiens écrivait Paul, le saint patron des propagandistes :

« Si le trompette rend un son... Qui donc va s'apprêter pour le combat ? » (I - XIV - 8)

Il est vrai que, à Paris comme à Londres, gouvernement des esprits du juste milieu, enclins au doute humaniste, aux extrêmes, les candidats n'ont point ainsi à balancer, la liténaire sapientaire leur prévalant au fur et à mesure qu'il leur suffit, si l'ose ces images, de lire les yeux fermés.

Crois-je moyen que vous êtes, qu'elles-vous proposez à l'élection (dont cette débauche savante a été, en ces jours, la dignité), tant par affichage que profession de foi ou séquence tribunitienne ?

Or, dans sa sagesse, le législateur a prévu la publication périodique d'une somme polymorphe de propos électoraux

modèles, auxquels on se reportera avec fruit. C'est le barodet — du nom de son initiateur, député radical de Paris en 1881, Désiré (il faut y penser) Barodet. Y figurent, pieusement recueillies après chaque élection, toutes les professions de foi. (Néanmoins, pour plus de sûreté, ne retenez que celles des concurrents qui, dès le premier tour, auront franchi en vainqueur la ligne d'arrivée.)

On trouve là des propos quinquas — sexas — voire nonagénaires, qui, mutatis mutandis, n'ont pas pris un seul cheveu blanc. Je vous citerais tel ministre dont les déclarations y semblent calquées sur celles, en style Art Déco (style en tous points recommandable, du reste), qui faisaient, les belles élections de son papa.

Tabous

Lisant à vos diligences les aises du discours électoral, ses fresques abondantes en profondes plitudes, venons-en tout de suite aux tabous, à ces points sensibles qu'il convient de n'aborder qu'à pas de loup. Non sans se tenir prêt, le cas échéant — et il écherra — à accueillir toutes questions posées à leur propos et au besoin, hors de propos.

Entre dans cette catégorie tout ce qui a trait aux « généralités du jeu » (expression à retenir), et il sera prudent d'y inclure quiconque aura été appelé sous les drapeaux, mettons, entre la mi-juillet 1789 et le dimanche du second tour.

N'omettez pas de dénoncer, sous les braves du public, le gigantisme tentaculaire de l'administration (sans expression reçue), tout en espérant par ailleurs, appuyé par l'auditoire, que les dotations budgétaires permettent d'accroître sensiblement l'efficacité de la fonction publique : P.T.T., enseignement et tous les niveaux, services hospitaliers, etc. Qui oserait vous contredire ?

Côté bouillure de cru, les « mille degrés », vous aurez à choisir entre deux options, selon que vous êtes :

a) Candidat dans l'Ouest, l'alcôlisme, ce fléau national, ré-

sultant alors (statistiques en main) et penser) de la surconsommation quotidienne de pinare de basse qualité ;

b) Candidat du midi viticole, l'écoulement, ce fléau, etc., étant dû, dans ce cas (chiffres à l'appui — s'en présume), à l'hyper-absorption journalière des produits de distillations clandestines.

Du même souffle, n'hésitez pas à exalter discrètement, au passage, l'esprit d'indépendance au Québec, en Ecosse et au pays basque (espagnol), tout en fustigeant (terme flou) sans ambages les tendances autogestionnaires en Bretagne, au Corse ou au pays basque (français).

Vous vous indignerez le défenseur sourcilieux des ombres communes, à l'encontre de tout projet visant à les incorporer dans un ensemble quelconque. En même temps, champion valeureux des libertés locales, soyez sans crainte, nul ne vous demandera d'éclaircir par un dessin cette légère contradiction.

Et ainsi de suite... Vous m'avez compris, comme ne di-rait pas l'autre.

Sachez enfin que, désormais, pour l'homme « public » que vous voulez devenir, il n'est plus de propos « privés ». Tout ce que vous direz ou laisserez dire en votre nom pourra être déformé et retenu contre vous. Dorénavant, que votre langue et votre plume se lassent donc — non point asservir, ce serait indigne — mais douillettement accorder au plus grand bien du plus grand nombre, maxima maximale s'il en fut, un point à considérer, s'agissant d'élections.

N'importe. Déjà, je le sais, on le sent, vous vous voyez élu, même si, pour l'observateur objectif, bonhomme d'Amphère électoral, le cas paraît désespéré... Qui sait ?

Déjà, et à jamais, vous en éprouvez des douceurs intimes, des jouissances sans pareilles, inconnues des profanes.

Tant il est vrai que, comme dit Pascal, l'imagination (cette superbe puissance...) ne peut rendre sages les lous, mais elle les rend heureux.

L'impasse et le vide

par LÉO HAMON (*)

PIERRE VIANSSON-PONTE a parlé d'une impasse de vide ressentie par les Français au moment où se rapproche l'échéance électorale ; l'indication a été reprise, la malaise confirmé, même si la comparaison a été discutée. Peut-être faudrait-il parler à la fois du sentiment de se retrouver dans une impasse et du sentiment de vide pour parler des métaphores à la manière de M. Prudhomme, mais les deux désagréments étant en fait liés.

L'impression se répand d'un différend qui serait absurde puisqu'on ne verrait plus comment il déboucherait sur une solution : la majorité actuelle a de bonnes chances de devenir minorité quant au nombre de voix, mais il se pourrait que l'union de la gauche se faisant très imparfaitement au second tour, la majorité sortante retrouve une petite majorité de sièges — mais avec quelle légitimité comment croire, après les fracas des contestations à l'intérieur de la gauche, que, même si les partis additionnés obtiennent la majorité de sièges, ils auraient la capacité de gouverner ensemble, ou le pouvoir de gouverner en étant séparés ?

Légal, légitime, capable

On s'imagine plus ou moins la majorité actuelle pourrait se voir confirmer la confiance qui fait la légitimité ni comment l'opposition rétablir l'unité que requiert la possibilité même de gouverner. Mais le fait est que l'élection n'est pas un acte électoral normal ; la constitution d'un gouvernement légal, légitime et capable à la fois.

Pourtant, comme le dit fort bien l'article 4 de la Constitution, « les partis et groupements politiques concourent à l'expression de la volonté ». Cela implique qu'ils expriment les expériences, les sentiments et les refus, qu'ils les encadrent, en les rendant cohérents — et qu'ils le disent haut et fort : les partis sont ainsi comme des « transformateurs » procurant la volonté utile de gouverner. Mais si la « transformation » ne se fait pas, comment se fait-il que l'opposition des partis perd sa justification aux yeux des citoyens et c'est le mécanisme même de la Constitution qui est faussé ? N'est-ce pas à lui, élu, à faire passer la volonté de la majorité à la Constitution ? Le sentiment de l'absurde, du combat pour rien — do vide par l'absence

de solution satisfaisante — tient à cela.

Or il tire à conséquence. Déjà certains pensent que le scrutin de 1978 fournira des indications qui prendront place dans la perspective de l'élection présidentielle en 1981 ; après quoi, on ne manquera pas d'observer, en 1981, que deux années seulement séparent encore d'élections législatives qui auront lieu normalement en 1983, et auxquelles on devra commencer de se préparer !

Il faut donc observer et dire — dès à présent, très catégoriquement — qu'aucune démocratie, aucun Etat ne saurait résister à une fièvre ainsi entretenue. La France est entrée en campagne électorale en 1972 : il fallait alors, de part et d'autre, avec le programme commun ou avec le changement de gouvernement, préparer les élections de 1973, mais, aussitôt celles-ci nées, la maladie notoire du président a fait penser à l'élection présidentielle prochaine, et l'extrême gauche a obtenu en 1974 par M. Giscard d'Estaing a tourné les regards vers la perspective de 1978 promise année de troisième tour, « Six ans de campagne, c'est assez ! » — et cela devrait suffire.

Des sceptiques diront encore qu'il ne faut pas confondre l'irritation et l'impotence des spectateurs avec l'agonie — ou seulement la condamnation — d'un système, et que d'autres régimes ont bien duré malgré leur mauvais fonctionnement. On disait, en effet, déjà cela en 1938 ou en 1957, et l'on sait comment cela a fini. On ne peut pas dire que la République ait survécu limitée de formes condamnées ; c'est un régime condamné que celui dans lequel des élections aussi disputées ne donnent pas de majorité.

(*) Ancien ministre.

de gouvernement ; et l'incapacité d'assurer la relève d'un tel régime ne le protège pas longtemps, la prolongation même du scrutin pouvant seulement amener les plus mauvaises successions.

Se remettre en prise sur le réel

Il faut donc que se dégage chez les acteurs du système une possibilité de se remettre en prise sur le réel — ou qu'ils se préparent à devoir quitter la scène.

L'un ou l'autre des camps saura-t-il réaliser en lui et autour de lui, à la fois la cohérence dans les alliances, l'établissement nécessaire pour pouvoir prétendre à autre chose qu'une mini-majorité et accéder à une majorité incontestable ? Un des partis engagés saura-t-il retrouver son image pour retenter la confiance d'autres familles encore que celles de l'habitude ; ou bien l'inanité constatée d'effortements sans solution possible par avènement d'un gouvernement véritable, incitera-t-elle les initiateurs eux-mêmes à faire évoluer le jeu vers une large union que ne serait certainement pas moins raisonnable que la poursuite d'un pugilat sans issues ? Et s'ils ne peuvent rien faire de tout cela, il faudra bien que d'autres se lèvent qui le feront, sans doute peu de temps après des élections pour rien. Cela est déjà arrivé dans le passé !

Ainsi le malaise qu'on éprouve maintenant est celui que procurerait une agitation à laquelle on n'imagine pas une suite nulle. Tant il est vrai que ceux qui s'efforcent dans leurs positions excellent à donner l'impression du vide !

LA POLITIQUE SANS LE CHOIX

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

LES Espagnols nous donnent une leçon d'histoire politique, les Allemands nous donnent une leçon d'analyse monétaire internationale quasi guillenne, les Anglais nous donnent une leçon de prospective financière à moyen terme sur la Communauté européenne une seconde fois élargis, les Italiens comme depuis des siècles nous donnent une leçon de vie heureuse et optimiste en dépit de tous les désordres et de toutes les difficultés. Nous, Français — incapables même de nostalgies — nous préparons depuis deux ans, trois ans, à voter pour des coalitions dont on nous a fait peur, pour l'unité desquelles chacun a excommunié ses partenaires, et qui au moment du scrutin se présentent pour ce qu'elles sont : c'est-à-dire des parties en tout concurrentes pour les places ayant négocié les désistements ou les candidatures uniques comme à quelques jours de nous disposer souverainement, et pour le reste analogues en tout pour le refus d'une imagination qui serait le vrai changement.

Des structures changées

Depuis 1962, c'est vrai, le vie politique française était bipolaire. On eût dit que c'était le fait du mode de scrutin législatif ou présidentiel, ou même de la pratique répétée du référendum par le général de Gaulle. Ces modes de scrutin demeurent, il y a eu un référendum depuis que de Gaulle n'est plus là, mais notre vie politique a changé de structures. La bipolarisation était essentiellement le fait qu'en France existait un programme politique pour ou contre lequel on s'organisait ; ce fut jusqu'en 1969 le programme du général de Gaulle puis très vite après — moyennant l'extraite des scandales financiers et des campagnes de presse préparant habilement et de très longue main la succession — ce fut le programme commun de la gauche. Non qu'il faille comparer au fond ces deux programmes pour la France, mais le fait est que le programme commun de la gauche n'est plus que le programme de la France.

Parce que, quoi qu'en disent les sceptiques et les critiques, la France a une raison d'être. Tant que personne n'a eu le courage de l'affirmer, à nouveau Français, tant que les officines ne seront pas contraintes par une haute autorité de s'aligner devant la nation, les termes dans lesquels nous apporrons que des déceptions et la France cessera d'être la France.

La classe politique se révèle pour ce qu'elle est. Dans la majorité qui ne l'est plus que de nom puisqu'elle est éviscée et qu'elle est en queue

des sondages, les partis s'éperpillent ; au sein de chacun, vieille et jeune gardes se défont. Dans l'opposition les désorientations n'ont été que le prétexte ; les uns reprenant d'autogestion, tout en éliminant de leurs organes dirigeants ceux qui y prêtent ; les autres d'indépendance nationale sans pour autant s'opposer à l'élection du Parlement européen.

Ce que le président voudra

Ce désordre devant l'électeur va donner au chef de l'Etat la faculté que s'octroyait naguère l'Assemblée nationale de la IV^e République après chaque scrutin législatif, c'est-à-dire de refaire les votes après coup et de multiplier les combinaisons possibles. Les électeurs vont voter mais leur vote ne commandera en rien l'orientation, le programme et la composition du gouvernement à venir puisque l'Assemblée n'est plus formellement définie, la volonté de la République pour composer celle qu'il voudra et sans doute recommencer le spectacle tantôt égocentrique, tantôt désinvolte qu'il nous offre, sous des dehors d'intérêt du pays, depuis trois ans et demi.

Seule une élection présidentielle postulerait à nouveau les choix et au second tour ramènerait aux Français la possibilité de choisir. A partir d'un tel scrutin, il faudrait que le président de la République — quel qu'il soit — comorane en lui la leçon administrée malgré lui par M. Giscard d'Estaing qui nous a su se doter d'une majorité législative élargie sur son seul et propre programme. Mais tant que les Français ne se mécontentent que des graves ou de la hausse des prix, mais le fait est que la conduite d'ensemble de leurs affaires ; tant que celle-ci tournera chaque soir sur son commentaire des résultats du toto, du tiré, du quarté ou des raisons de disqualifier telle siéuse ou tel boxeur ou au spectacle ému d'une histoire qui se fait ailleurs et sans nous ; Byzance sera sur le Seine, on parlera pour les bleus ou pour les verts au grand hippodrome et le pays ignorant qu'il est assésé perdra ce qui lui reste de substance et d'indépendance. Car de la faillite d'une classe politique qui — au moins intellectuellement — n'a pas su se renouveler écoulés la libération, son épave plus de trente ans, seuls les Français collectivement ont leur dégoût peuvent faire appel Cassandre, si ce n'est Cassandre, à elle seule ne peut rien que pleurer d'avance le catastrophe.

Gagner pour quoi faire ?

par PIERRE LEFRANC (*)

CHURCHILL a dit de la démocratie qu'elle était le plus mauvais système... après les autres.

Chaque jour nous apporte une nouvelle illustration des aspects détestables de ce système et pourtant nous sommes convaincus que c'est le seul qui puisse nous convenir. Alors, ne nous résignons pas à l'améliorer ? Vieille question.

Il semble toutefois que notre temps ait connu une démocratie qui, tout en respectant les libertés, toutes les libertés, en conduisant constamment le peuple, avait su allier l'efficacité et la hauteur de vue. Il s'agit de la V^e République, telle que de Gaulle la pratiquait.

Qu'est-ce qui permettait à cette démocratie d'être exceptionnellement vivante et efficace, alors qu'il nous paraît, avec évidence, que l'actuelle plétine et s'embourbe ?

On pourrait dire pour expliquer la présente crise que nous connaissons la fin d'une législature et qu'un nouvel élan sera pris après les élections, mais le sentiment qui, petit à petit, s'impose aux Français n'est-il pas que, quoi qu'il arrive en mai, l'avenir est bouché ?

L'opposition gagnante se disputera et les syndicats arbitreront en provoquant désordres et faillites ; la majorité reconduite s'abîmera en rivalités et se satisfera de petits gestes publicitaires. Quant à un atelage d'un morceau de l'opposition avec un morceau de la majorité le résultat en serait l'une de ces combinaisons qui engendrent à coup sûr l'immobilisme, l'instabilité et l'impulsivité.

La réponse, une cruelle réalité dont les citoyens se doivent de prendre conscience, consiste en ce que la V^e République, à l'image de celles qui l'ont précédée, est devenue une République des partis.

Les discussions, négociations, querelles, réconciliations et ententes auxquelles nous assistons ne sont que les perpétuelles d'un championnat dont l'enjeu n'est pas même la France, mais le pouvoir. C'est un match de pro-

fessionnels qui ne s'affrontent ni pour des idées ni pour la gloire, mais pour ambition et pour occuper des postes.

Certes, les partis constituent une nécessité — comment organiser autrement l'expression des citoyens ? — mais ils trahissent leur fonction dès lors que leurs intérêts passent avant ceux de la nation qu'ils prétendent éclairer et servir.

Or, dans la compétition qui se

déroule, aucun des concurrents ne s'engage réellement, à aucun ne nous dit avec précision ce qu'il réalisera et dans quel délai si les suffrages le placent en situation de gouverner. On nous offre des sommes informées ni des alliances susceptibles de se nouer ni des concessions qu'on n'accepterait pour y parvenir.

La République des partis mène à cela : abaissement de la vie publique, démantèlement des insti-

L'ONCTION

par BERNARD MEAULLE (*)

Gaulle. Rien, jusqu'alors, dans les événements, n'a permis à M. Giscard d'Estaing de se hisser sur un piedestal.

Après une campagne difficile, il a été élu. Preuve qu'il était, ou il a dit, le meilleur candidat. Il lui reste à prouver qu'il est aussi le meilleur président. Giscard de l'élection, dont on a pu dire que l'avenir, dont le politique ; rien dans l'air du temps ni dans la conjoncture ne l'aide à apporter la preuve par le fait.

Si la gauche gagnait les élections législatives, le scénario changerait. Zones de turbulences, et si le président malgré les secousses et les orages, maintenait le cap et assurait aux passagers la sécurité ? Ce serait alors gagné : il apparaîtrait comme le meilleur sur toute la ligne, démonstration faite par A (élections) + B (capacité de gouverner).

Dire que M. Giscard d'Estaing souhaite la victoire de la gauche, ce serait exagéré. Mais à l'entendre répéter, contre vents et marées, que si cette victoire a lieu, on pourra compter sur lui, c'est comprendre que, finalement, il croit à une obsession : après le succès des urnes, l'exigence de la qualité veut le surcoût tout court, celui qui dans les occasions pathétiques sacre l'homme d'Etat.

(*) Directeur-rédacteur en chef de l'Essai Normand.

tutions et des politiques, qu'il n'a service de l'intérêt général.

Nous qui, écrivons, nous qui lisons, nous sommes tous engagés pour ce ou moins ; en mille occasions, nous exprimons un avis, formons une opinion... et si nous nous trouvons dans des circonstances à quelques jours de nous disposer souverainement, et pour le reste analogues en tout pour le refus d'une imagination qui serait le vrai changement.

Des structures changées

Depuis 1962, c'est vrai, le vie politique française était bipolaire. On eût dit que c'était le fait du mode de scrutin législatif ou présidentiel, ou même de la pratique répétée du référendum par le général de Gaulle. Ces modes de scrutin demeurent, il y a eu un référendum depuis que de Gaulle n'est plus là, mais notre vie politique a changé de structures. La bipolarisation était essentiellement le fait qu'en France existait un programme politique pour ou contre lequel on s'organisait ; ce fut jusqu'en 1969 le programme du général de Gaulle puis très vite après — moyennant l'extraite des scandales financiers et des campagnes de presse préparant habilement et de très longue main la succession — ce fut le programme commun de la gauche. Non qu'il faille comparer au fond ces deux programmes pour la France, mais le fait est que le programme commun de la gauche n'est plus que le programme de la France.

Parce que, quoi qu'en disent les sceptiques et les critiques, la France a une raison d'être. Tant que personne n'a eu le courage de l'affirmer, à nouveau Français, tant que les officines ne seront pas contraintes par une haute autorité de s'aligner devant la nation, les termes dans lesquels nous apporrons que des déceptions et la France cessera d'être la France.

La classe politique se révèle pour ce qu'elle est. Dans la majorité qui ne l'est plus que de nom puisqu'elle est éviscée et qu'elle est en queue

A TOURNEE

M. Carter veut appliquer un ver

LA POLITIQUE SANS LE CHOIX

AMÉRIQUES

مكتبة من الأصل

Le Monde

diplomatie

LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Le président Carter a un programme de nouvel an particulièrement chargé. Après Téhéran, ce samedi 31 décembre, il devait être dimanche 1^{er} janvier à New-Delhi. Outre le chah d'Iran et les dirigeants indiens, figure sur la liste de ses interlocuteurs le roi Hussein de Jordanie avec qui il devait prendre un petit déjeuner de travail dimanche dans la capitale jordanienne. En revanche, revenant sur les précédentes déclarations de son porte-parole, M. Carter a indiqué vendredi soir qu'il n'envisageait pas pour le moment - de faire escale au Caire, mercredi 4 janvier.

A Paris, dans les milieux socialistes, on indique que pendant son séjour en France (du 4 au 6 janvier) M. Carter recevra M. Mitterrand. La rencontre aura sans doute lieu jeudi matin. En publiant le programme du voyage présidentiel, le 1^{er} décembre, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Powell, avait dit que M. Carter n'avait aucune intention de s'immiscer dans les affaires politiques françaises, mais qu'il était disposé à recevoir le premier secrétaire du P.S. (« Le Monde » du 3 décembre).

En Pologne

MM. Carter et Gierk ont menagé le Kremlin

De notre envoyé spécial

Varsovie. — La journée du vendredi 30 décembre s'est terminée par la publication d'un communiqué exceptionnellement creux, mentionnant seulement l'absence de telles visites et invitant M. Gierk à venir une nouvelle fois aux États-Unis. Sans doute les Polonais ne voulaient-ils pas « sensibiliser » un peu plus leur interlocuteur soviétique en sa disant trop. Mais la sécheresse de ce communiqué ne correspondait pas complètement à l'atmosphère réservée à M. Carter. Il est vrai que le temps massacré de cette fin d'année ne se prêtait pas aux effusions. La police ne les facilitait guère non plus, qu'il n'avait pas annoncé à l'avance l'itinéraire du président et ne laissait approcher de lui qu'un public restreint. C'était en quittant le monument aux morts du ghetto juif devant lequel le président s'était recueilli longuement, le tête dans ses mains.

Le contact semble avoir été bien établi au « sommet », puisque M. Carter a parlé de M. Gierk comme d'un « proche ami personnel ». Toujours selon le président, « aucune différence significative d'opinion » n'est apparue au cours des discussions. Celui-ci ont porté en grande partie sur la course aux armements. La Pologne, a dit M. Gierk, voit dans les relations soviéto-américaines un « facteur-clé de la détente », laquelle est la « grande chance de notre temps ». Les deux grandes puissances doivent faire face à leurs responsabilités, notamment dans les négociations sur les armements stratégiques et sur la réduction des forces en Europe, ainsi que dans les conversations sur la limitation de ventes d'armes et de missiles qui se poursuivent à Moscou. M. Gierk a même constaté sur ce dernier sujet que « l'interlocuteur était à l'écoute et ouvert sur Moscou ». L'I.R.S.S., le chef du parti polonais s'est prononcé pour la proposition de M. Brejnev concernant la bombe à neutrons.

Les droits de l'homme

M. Carter a annoncé au cours de sa conférence de presse qu'il espérait « éliminer bientôt l'impasse » dans laquelle se trouvent les conversations de Vienne sur la limitation des forces en Europe. Toutefois, on affirme dans son entourage n'être pas au courant d'une initiative nouvelle. Le président a aussi fait connaître pour la première fois en public sa réaction à la proposition de M. Brejnev sur la bombe à neutrons. Cette question, a-t-il dit, n'est qu'une partie du problème plus vaste des armements nucléaires tactiques ou de théâtre (1). Or M. Carter estime que l'absence de discussion dans ce domaine est un « échec précoce ». Il espère qu'un des résultats de SALT II sera un accord entre les Soviétiques et nous pour limiter l'usage des armes nucléaires dites tactiques. Plus les gouvernements européens voient d'un mauvais œil une négociation de ce genre, craignant que les deux grands ne s'entendent par-dessus leur tête sur un protocole qui concerne directement la sécurité du Vieux Continent. M. Carter a en tout cas confirmé que, à son avis, le nouveau missile soviétique SS 20 d'autre type, porté par un lanceur à trois têtes sur l'Europe occidentale — devra être un élément de cette négociation.

Les droits de l'homme ont été abordés à plusieurs reprises par M. Carter, mais plutôt sous la forme d'une profession de foi générale que d'une critique des conditions de leur respect en Pologne. Au contraire, le président a estimé que nos conceptions des droits de l'homme sont devenues de plus en plus pertinentes que dans certains autres pays européens que je connais. Il a tout particulièrement remercié ses hôtes pour le « degré de liberté religieuse » qu'il a constaté dans le pays. C'est d'ailleurs pour témoigner de cette appréciation que son conseiller pour les affaires internationales, M. Brzezinski, a rendu visite vendredi matin à l'archevêque de Cracovie, le cardinal Wysynski, en compagnie de Mme Carter. Aucune précision n'a filtré sur cet entretien, qui aura été « les conditions de la vie sociale et religieuse » en Pologne.

Le président a aussi constaté un « degré substantiel de liberté de la presse » en Pologne. La seule illustration qu'il a donnée — l'organisation de la conférence de presse — n'était pourtant pas entièrement convaincante puisqu'elle n'a été diffusée ni en direct ni dans son intégralité, sans pour autant que le président ait un représentant américain siégeant dans la salle.

M. Carter a fait aussi une réserve très remarquée en regrettant que certains journalistes n'aient pu être admis à assister. On se refuse à donner de plus amples précisions du côté américain, mais il semble que le journaliste refusé a été un représentant de la publication clandestine, Opinia, qui, faute d'obtenir une accréditation, a posé par écrit des questions auxquelles M. Carter a promis de répondre. De son côté, M. Kuzon et son Comité d'autodéfense sociale, qui a succédé au Comité de défense des ouvriers, formé en 1976, ont adressé une lettre au président pour le remercier de son action en faveur des droits de l'homme et de l'indépendance nationale, notamment en Chypre, en Tchétchénie et en Afrique du Sud.

Sur le plan bilatéral, M. Carter a annoncé, comme prévu, qu'il accorderait à la Pologne une aide de 200 millions de dollars aux crédits déjà consentis pour l'achat de céréales. Il a été aussi convenu que deux cent cinquante cas de familles divisées entre les deux pays seront examinés entre les ministères des affaires étrangères.

MICHEL TATU.

(1) Expression désormais en usage dans les conversations diplomatiques pour désigner le sous-théâtre des opérations. Les armes nucléaires ont des puissances intermédiaires entre les armes stratégiques et les armes tactiques.

M. Carter veut engager l'Inde à appliquer un véritable non-alignement

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — Établir des liens étroits entre l'Inde et les États-Unis était le principal objectif sur le plan diplomatique, que le premier ministre, M. Desai s'était fixé lorsqu'il succéda à Mme Gandhi. Aussi bien est-il entré, dès le début, en correspondance avec M. Carter. Ceci a largement contribué à préparer le terrain des entretiens de New-Delhi. Les deux hommes d'État présentent certains traits de caractère commun, esprit religieux, idéalisme, attachement au libéralisme économique — qui ont favorisé leur rapprochement épistolaire. Mais, au-delà de ces facteurs personnels les changements de gouvernement et de politique, simultanément à Washington et à New-Delhi en 1977, ont eu pour conséquence un réajustement des relations indo-américaines. Celles-ci s'étaient beaucoup dégradées sous le régime de Mme Gandhi qui, notamment, n'avait pas patronné le « penchant » de l'administration Nixon pour le régime militaire du général Yahya Khan pendant la guerre indo-pakistanaise de 1971 et le fait que M. Kissinger s'était appuyé pour la même année, sur Islamabad pour établir un premier contact entre les États-Unis et la Chine.

Quelques mois cependant après la première explosion d'un engin atomique indien, en mai 1974, le secrétaire d'État avait renoué, semble-t-il, à considérer l'Inde comme un pays sans importance, et il était venu, en octobre, chercher à New-Delhi l'assurance que l'Inde n'utiliserait ses capacités nucléaires seulement à des fins pacifiques. Il avait tenté de réparer les dommages causés par la politique de l'administration Nixon, mais n'était pas parvenu à apaiser la méfiance de Mme Gandhi qui laissait entendre que les États-Unis complotaient, comme au Chili, contre son régime. La visite de M. Kissinger avait pourtant été suivie de la création d'une commission bilatérale chargée de développer les courants d'affaires, et le fils cadet du premier ministre, M. Sanjay Gandhi, parvint par la suite à circonvenir les réserves de sa mère en favorisant les activités en Inde de plusieurs sociétés américaines.

Toutefois devant l'évolution autoritaire du régime de Mme Gandhi de juin 1975 à mars 1977, M. Ford renoua à la visite qu'il devait faire à New-Delhi. En revanche, M. Desai fit connaître son intention de se rendre à Washington et à Moscou, ce qu'il ne renoua à ce premier projet que lorsque M. Carter annonça son voyage dans plusieurs pays du tiers-monde parmi lesquels l'Inde est sans doute celui où les droits de l'homme sont aujourd'hui le mieux respectés. Autre signe d'une volonté de rapprochement : New-Delhi nomma en août un ambassadeur à Washington non pas un diplomate de carrière, mais l'un des dirigeants

du plus grand groupe économique indien TATA. M. N.A. Palkhiwala, considéré comme l'un des meilleurs experts constitutionnels nationaux.

En se prononçant pour un « véritable » non-alignement, le gouvernement indien veut dépasser, notamment auprès de Washington, l'impression entretenue par le régime de Mme Gandhi que l'Inde était l'allié privilégié de l'Union soviétique en Asie du Sud. La visite de M. Desai à Moscou, en octobre, a souligné que si la coopération économique et militaire entre les deux pays était appelée à se poursuivre, les dirigeants indiens n'entendaient pas pour autant étendre celle-ci au plan politique. L'on estime cependant que le rétablissement de bons rapports avec les États-Unis ne doit pas se faire au prix d'un relâchement des liens indo-soviétiques. Au reste, il dépend beaucoup des Américains que l'influence soviétique en Inde diminue. (New-Delhi s'est tourné vers Moscou pour la fourniture d'armes le jour où Washington a fait défaut.)

La fascination des États-Unis

Aujourd'hui, si le « véritable » non-alignement indien est défini comme la volonté de se tenir à l'équidistance des grandes puissances, il n'en reste pas moins que, de cœur, les nouveaux responsables sont plus proches de Washington que de Moscou. De surcroît un grand nombre d'Indiens sont fascinés par l'exemple et le mode de vie américains. Que n'entend-on pas dire, d'autre part, ces jours-ci sur les « affinités naturelles » les « valeurs communes » des « deux plus grandes démocraties du monde » ? Sans doute M. Carter a-t-il renforcé son prestige ici en reconnaissant la présence de l'Inde en Asie du Sud, puisqu'il ne rend visite qu'à ce pays. Washington avait, selon les Indiens, la fâcheuse habitude, ces dernières années, de ne pas tenir compte des rapports de force entre l'Inde et le Pakistan. De plus, les porte-parole américains semblent désormais considérer comme un élément non négociable, ce qui est également nouveau, la position stratégique de l'Inde dans la région.

Tous ces facteurs favorables à un resserrement des liens entre les deux pays devraient permettre de surmonter les difficultés, du reste nullement inévitables, subsistant entre eux à propos de l'énergie atomique et de l'aide économique à l'Inde n'a pas signé le traité sur la non-prolifération nucléaire. Mais M. Desai n'a pas cessé de déclarer que son pays ne procédait pas à un essai nucléaire. Ces déclarations n'ont pas levé tous les doutes sur les intentions

indiennes, mais elles ont facilité la reprise, cette année, de livraisons d'uranium enrichi, qu'à la suite d'un vieux accord, les États-Unis s'étaient engagés à faire à la centrale atomique de Tarapur, et qu'ils avaient suspendues pendant quelque temps. Une nouvelle livraison devrait avoir lieu au printemps, mais, par la suite, les conditions de cet accord devront tenir compte de la législation américaine contre la prolifération nucléaire soumise au Congrès. Cette législation prévoit que toute installation atomique devra être placée sous la surveillance de l'Agence internationale de Vienne et que le pays intéressé ne pourra fabriquer ou acquérir des engrais explosifs nucléaires.

Les Indiens acceptent-ils ces nouvelles dispositions, de façon à ne pas compromettre le fonctionnement de la centrale de Tarapur, comme ils ont accepté en engageant les clauses de surveillance prescrites par l'Agence de Vienne afin d'autoriser la livraison par l'I.R.S.S. d'eau lourde pour d'autres centrales ? Ils semblent plutôt hésiter sur la question. Les pouvoirs discrétionnaires que la législation pourrait laisser au président américain, il ne fait pas de doute en tout cas qu'Américains et Soviétiques sont convenus d'adopter une attitude semblable dans le souci de limiter la prolifération nucléaire.

Un *modus vivendi* sera plus facile à obtenir sur la question de l'océan Indien. Comme le précédent gouvernement, le cabinet Desai est en faveur d'un retrait des puissances extérieures de cette zone. Mais, alors que Mme Gandhi dénonçait l'existence de la base américaine de Diego-Garcia et passait sous silence la présence navale soviétique dans la région, le nouveau gouvernement place sur un même plan toutes les puissances étrangères, y compris d'ailleurs la France. Mais il ne paraît pas considérer la présence américaine en général et la base de Diego-Garcia en particulier comme un problème. La proposition américaine d'un gel à leur niveau actuel des forces étrangères dans l'océan Indien, faite au cours de conversations soviéto-américaines, a été accueillie avec une certaine bienveillance.

La lutte pour le développement. Les dirigeants indiens n'entrent pas, non plus, en conflit avec les États-Unis (ou avec leur premier partenaire commercial) à propos des rapports Nord-Sud, mais plutôt sur toutes les questions d'assistance bilatérale à l'Inde. Les Indiens ont une attitude modérée qui tient d'ailleurs apparemment plus compte de ses intérêts que de ceux de l'ensemble des tiers-mondistes. Ils restent sensibles à New-Delhi devant l'attitude d'indifférence, devant le président Carter, la montée du protectionnisme dans les pays industrialisés que, par ailleurs, ce sont eux qui ont encouragé l'Inde, ces dernières années, à développer ses industries exportatrices.

En préte à M. Carter l'intention de souligner la singularité des méthodes utilisées par l'Inde pour « tracer, dans un cadre démocratique, contre la pauvreté et le sous-développement. Une telle démarche a été, il est vrai, largement soutenue dans le passé par les États-Unis, qui ont fourni à l'Inde plus de la moitié de l'aide étrangère qu'elle a reçue depuis son indépendance. En 1944 l'aide alimentaire américaine a joué un rôle très important de 1956 à 1971. Sans doute, les Indiens, qui disposent aujourd'hui de stocks de céréales, sont-ils flattés de pouvoir s'en dispenser, puisque, aussi bien Washington qu'un suspendu toute assistance bilatérale à l'Inde depuis 1971. L'aide américaine est octroyée maintenant dans le cadre multilatéral du consortium formé par les pays occidentaux et le Japon sous l'égide de la Banque mondiale. Les États-Unis y apportent la plus grosse contribution. En 1976-1977, l'Inde avait reçu le dixième de l'assistance totale fournie par la Banque mondiale et l'Association internationale de développement, qui lui est associée, des crédits à faible taux de l'AID représentant 27 % de ceux que cet organisme a accordés au cours de la même année. L'administration Carter envisagerait d'ouvrir un crédit de 150 millions de dollars à New-

Delhi, et le Congrès n'y met pas d'opposition.

Les Indiens privilégient ce qui est attribué dans le cadre du consortium. Quel qu'il soit, la visite de M. Carter devrait se traduire par un renforcement de la coopération économique entre les deux pays, ainsi que des échanges culturels.

Si l'on veut mettre l'accent sur le développement des petites industries rurales, la politique industrielle du gouvernement indien reconnaît la nécessité d'un apport de techniques de pointe dans les domaines où l'Inde ne trouve en retard. Le régime envisage l'acquisition des meilleures technologies. En dépit du fait que deux grandes sociétés américaines (Coca-Cola et I.B.M.), très proches de la commission bilatérale (1), à laquelle est attaché M. Carter, ont préféré renoncer récemment à leurs activités en Inde plutôt que de se soumettre à la législation nationale, la porte n'est nullement fermée aux entreprises américaines. Les dirigeants de la coalition au pouvoir souhaitent au contraire, de tels investissements. Trois cents sociétés américaines, représentant 30 % de l'ensemble des intérêts étrangers, sont implantées sur le territoire indien. Aussi bien, la visite de M. Carter devrait relancer la commission bilatérale créée lors du passage de M. Kissinger, il y a un peu plus de trois ans.

GERARD VIRATELLE

(1) La Commission bilatérale a été créée en 1974, sous l'égide de la Commission économique pour l'Asie du Sud-Est, et a pour objet de promouvoir les échanges commerciaux et industriels entre les deux pays. Elle compte environ deux cents sociétés américaines et indiennes. Les dirigeants de la coalition au pouvoir souhaitent au contraire, de tels investissements. Trois cents sociétés américaines, représentant 30 % de l'ensemble des intérêts étrangers, sont implantées sur le territoire indien. Aussi bien, la visite de M. Carter devrait relancer la commission bilatérale créée lors du passage de M. Kissinger, il y a un peu plus de trois ans.

N'envisageait pas « pour le moment » une escale en Égypte

Le président américain rappelle qu'il souhaite une « patrie » mais non un État pour les Palestiniens

Le président Carter a indiqué vendredi 30 décembre qu'il n'envisageait pas « pour le moment » de faire une escale en Égypte pour s'entretenir avec le président Sadate au cours de son voyage au Proche-Orient.

M. Carter, qui se réjouit d'une déclaration faite à ce sujet par son porte-parole, M. Jody Powell (ses dernières éditions du 31 décembre) n'a cependant pas complètement exclu une telle rencontre. « Si des deux côtés on juge qu'une telle escale serait pratique et désirable, nous l'envisageons », a précisé le porte-parole de la Maison Blanche.

4 janvier, M. Carter doit quitter Ryad pour Paris et — selon son entourage — un arrêt à Jérusalem pourrait facilement être organisé sans perturber le programme prévu.

Le président Carter a également rappelé qu'il était partisan de la création d'une « entité » ou d'une « patrie » pour les Palestiniens à condition que cet État ne soit pas indépendant et demeure lié, d'une façon ou d'une autre, à la Jordanie. Mais, a-t-il souligné, les États-Unis sont prêts à s'efforcer de faire passer l'initiative à la Jordanie.

M. Carter a souligné par ailleurs que les États-Unis ne soutiennent pas la position de M. Begin sur le maintien d'une implantation militaire israélienne sur la rive occidentale de Jérusalem et dans le bande de Gaza.

« AU CAIRE, l'influent hebdomadaire Akhbar El Yom compare M. Begin au Shylock du *Marchand de Venise* de Shakespeare et écrit : « Le premier ministre israélien n'est pas venu ou s'ennuie » d'Israël avec un accord de paix, mais avec une reconnaissance de dette qu'il voudrait faire signer à l'Égypte. »

« La différence entre l'attitude de Sadate allant à Jérusalem, et le voyage de Begin est que nous sommes allés à bas pour rendre les Israéliens à terre et qu'ils sont venus ici pour nous inviter à nous suicider. » — (A.F.P., U.P.I.)

« Le nappé pétrolière au sud de la péninsule du Sinaï, qui a été découverte il y a quelques semaines par des géologues israéliens pourrait produire environ 18 000 barils par jour dès le mois de mars 1978, annonce-t-on officiellement à Tel-Aviv. Avec une dizaine de forages supplémentaires la nappe devrait pouvoir fournir environ 40 000 barils par jour, soit la moitié des besoins en carburant d'Israël. »

« Nous continuons nos recherches sans tenir compte des résultats des négociations entre Israël et l'Égypte. Il est évident que tout dépendra de l'évolution de la situation, mais entre-temps nous poursuivons nos activités, a dit un responsable de la société de forage. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Chili

L'ÉGLISE CATHOLIQUE INVITE LA JUNTE A SUSPENDRE OU A REPORTER LE RÉFÉRENDUM

Santiago (A.F.P., A.P., U.P.I.). — Les évêques chiliens, réunis vendredi 30 décembre pour étudier les « implications morales » du référendum du 4 janvier prochain, ont invité la junte militaire à suspendre ou à reporter cette consultation dans l'intérêt du bien public. Les vingt-cinq membres de l'épiscopat chilien ont annoncé cette décision à la suite d'une longue délibération. C'est la première fois que l'Église catholique chilienne se prononce sur le référendum proposé par le général Pinochet, chef de l'État (Le Monde du 23 décembre).

[La prise de position des évêques ne devrait pas modifier la volonté du général Pinochet de tenir cette consultation destinée à raffermir son statut après la condamnation de son régime par les Nations unies, le 16 décembre, pour violation des droits de l'homme. Les partis politiques dissidents (y compris la démocratie chrétienne de M. Eduardo Frei) ont appelé à voter non. Des dirigeants ont voté en son honneur la junte à propos de l'opportunité de cette consultation.]

Pérou

REMANIEMENT MINISTÉRIEL PARTIEL

Lima (Reuters). — Un remaniement ministériel partiel a été annoncé vendredi 30 décembre à Lima par le gouvernement militaire. Le général José García Calderón, représentant permanent auprès de l'Organisation des États américains à Washington, devient ministre du Travail, en remplacement du général Luis Ugaz Valde.

Le général Oscar Davis Zamora, attaché militaire à l'ambassade du Pérou à Washington, est nommé ministre de la Santé, en remplacement du général ministre de l'Industrie.

Le général Juan Sanchez Gonzalez, commandant de la seconde région militaire basée à Arequipa, dans le sud du Pérou, a été nommé ministre de l'Énergie et des Mines. Il succède au général Arturo La Torre de Tola. Le 1^{er} janvier, les ministères de l'Industrie, du Commerce et de l'Intégration fusionneront en un seul ministère dirigé par le général Gastón Ibarra O'Brien, qui était ministre de l'Industrie.

Les ministères de l'Énergie et de l'Industrie ont été également remaniés en un seul ministère, dirigé par le général Luis Aparicio Ibarra, qui était jusqu'à présent ministre de l'Énergie.

(1) Expression désormais en usage dans les conversations diplomatiques pour désigner le sous-théâtre des opérations. Les armes nucléaires ont des puissances intermédiaires entre les armes stratégiques et les armes tactiques.

DIPLOMATIE

1977 dans le monde

(Suite de la première page.)

En Turquie, M. Demirel s'est maintenu provisoirement en place malgré le recul de la majorité conservatrice aux élections législatives de juin et municipales de décembre. Le différend entre les deux pays demeure entier tant sur le plateau continental de la mer Égée que sur Chypre, et le mort subite de Mgr Makarios, en août, n'a en rien modifié la situation dans l'île.

Stabilité aussi dans les pays communistes, bien que le chef de l'Etat soviétique, M. Podgorny, ait été relégué sur un poste de commandement à l'arrière-plan par M. Brejnev d'ajouter ces fonctions à celles qu'il occupait déjà à la tête du parti. L'événement a coïncidé avec la promulgation d'une nouvelle Constitution, la première depuis celle de la révolution d'octobre, et qui n'est pas un simple ajout de nouvelles dispositions, mais un changement de fond, de la structure même de l'Etat.

En Amérique latine, si le Chili a fait une concession de forme aux pressions extérieures, notamment nord-américaines, en dissolvant la Dina, la police politique, qui doit être substituée sous une autre forme, l'Argentine et l'Uruguay pratiquent maintenant un véritable terrorisme d'Etat. La Panama a signé avec les Etats-Unis un traité dont la ratification par le Congrès est d'ailleurs douteuse, qui lui rendrait le souveraineté sur le canal à la fin du siècle. Quant au Mexique, la découverte d'un pétrole offshore a permis au président Lopez Portillo de redresser ses finances, quitte à s'écarter de plus en plus de la voie de l'indépendance, inaugurée par son prédécesseur, M. Echeverría.

Les pays communistes n'ont pas peur de la déstabilisation. Revenant de deux opérations M. Tang Huo-ching a retrouvé au mois d'août, à l'âge de soixante-quatre ans, son poste de numéro trois du régime chinois. Ce retour était attendu depuis des mois. Il a consacré l'écroulement des dogmatiques de la « bande des quatre » et la priorité désormais donnée au rattrapage dans le développement économique et militaire.

Rien dans tous ces développements ne laisse espérer le moindre pro-

changement de détente avec l'U.R.S.S. Bien au contraire : la Chine se rapproche de plus en plus des forces les plus antiboulistes d'Occident, au point que l'Albanie lui reproche maintenant d'être un « camp de trahison » avec l'impérialisme des Etats-Unis au lieu de la combattre aussi énergiquement que celui des « nouveaux tsars » du Kremlin. Les contacts de cette rivalité continuent de se faire sentir ailleurs, surtout en Indochine. Des heures sanglantes ont opposé le Cambodge, d'où furent toujours les plus sinistres rumeurs, au Vietnam et au Laos, plus conformes au modèle soviétique, ce qui n'a pas empêché le premier ministre de Hanoi, M. Pham Van Dong, de faire à Paris une visite jugée prometteuse. Quant à M. Pol Pot, le chef du parti communiste khmer, dont on a appris à cette occasion l'existence, il n'est sorti de l'ombre et de son pays que pour aller visiter Pékin, Pyongyang et Hanoï, et l'exclusion de Moscou. Une certaine normalisation paraît cependant en cours avec la Thaïlande, si la suite du coup d'Etat qui a ramené au pouvoir à Bangkok des militaires plus favorables que le précédent régime au dialogue avec les pays voisins.

Dans toute l'Asie, c'est le sous-continent indien qui a été le plus agité au cours de l'année. M. Bhutto, qui a musclé l'opposition, averti réusit à gagner les élections pakistanaïses, et a été déposé par le général. Mme Gandhi a été « balayée » par les élections pour s'être étiquetée aux libertés publiques et avoir autorisé des défilés de femmes. Son frère du Sri-Lanka, Mme Bandaranaike, a été, elle aussi, battue quelques semaines plus tard.

En Amérique latine, si le Chili a fait une concession de forme aux pressions extérieures, notamment nord-américaines, en dissolvant la Dina, la police politique, qui doit être substituée sous une autre forme, l'Argentine et l'Uruguay pratiquent maintenant un véritable terrorisme d'Etat. La Panama a signé avec les Etats-Unis un traité dont la ratification par le Congrès est d'ailleurs douteuse, qui lui rendrait le souveraineté sur le canal à la fin du siècle. Quant au Mexique, la découverte d'un pétrole offshore a permis au président Lopez Portillo de redresser ses finances, quitte à s'écarter de plus en plus de la voie de l'indépendance, inaugurée par son prédécesseur, M. Echeverría.

L'Afrique, champ de bataille

C'est l'Afrique qui a été, et de loin, en 1977, le théâtre du monde le plus agité. Non pas qu'elle ait connu, comme il se peut, des coups d'Etat ou des révolutions. L'assassinat, en mars, du président du Congo Brazzaville, le commandant Marien Ngoussou, n'a pas remis en cause le régime. L'importance d'un contingent cubain aide le gouvernement à résister à la guérilla qui sévit dans plusieurs provinces d'Angola. L'intervention du Maroc et l'établissement d'un pont aérien par la France ont permis au président Mobutu, au Zaïre, de triompher rapidement, au printemps, d'une étrange « invasion laotienne », soutenue au sol par l'Angole qui avait paru un instant ébranlé par le mouvement de libération des Forces armées populaires. Le président Bokassa a consacré le sien en couronnant lui-même empereur de Centrafrique, au cours d'une cérémonie inspirée du sacre de Napoléon, et le maréchal Amin Dada continue de liquider impunément ses adversaires.

En revanche, les conflits qui ont pour enjeu les trois points de l'Afrique se sont aggravés. Sur le long de 1977, sans qu'il soit apparu la moindre issue, c'est d'abord le conflit du Sahara occidental qui intéresse le plus directement la France, dont l'attention, en fin d'année, a commencé de se tourner vers ce coup par coup de la Mauritanie, objectif numéro un des réarmements du Front Polisario, lequel n'ignore pas qu'elle est le point faible du dispositif adverse. Cette intervention de fait et la prise d'otages français par le Front, après l'assassinat, le 1^{er} mai, d'un médecin français du Zouérate et de son épouse, ont créé avec l'Algérie, soutien numéro un du Polisario, une tension qui se libère de la prisonnière à la veille de Noël, n'a guère allégée, puisque sans elle il est confirmé avoir été obtenu sur le sol algérien.

La France pourrait se trouver également impliquée, à brève échéance, dans la bataille pour la Libye, qui se joue dans la mesure où Djibouti, qui a accédé à l'indépendance à la suite d'un référendum, le 27 juin, lui demeure liée par des accords de défense, matérialisés par la présence, sur place, d'une garnison venue de métropole. La meurtre de deux ressortissants français en décembre, a mis en lumière le caractère de leur situation. Comment pourrait-il en aller autrement alors que la guerre latente déferle sur tout autour de l'ex-Territoire des Aïtas et des Issas, entre le gouvernement révolutionnaire d'Adèle Ababa, d'une part, les insurgés érythréens, d'autre part, les forces armées éthiopiennes et la Somalie de l'autre ?

Le gouvernement « marxiste-léniniste » d'Adèle Ababa, pour la première fois, a eu recours à un Amharé chrétien et sémite, mais d'un Noir, un Gelle, le colonel Mengistu Haile Mariam, sur lequel depuis longtemps le parti, ou se serait attendu sous la coup des rivalités entre fin entre les chrétiens, les religieux, les idéologues, si l'U.R.S.S., se substituant aux Etats-Unis, longtemps protecteurs de l'empire du Négus, n'était venue lui apporter une assistance massive. La Somalie, elle aussi marxiste-léniniste et jusqu'ici fidèle à Moscou, a été reléguée à l'arrière-plan de la récupération de l'Ogaden, province entièrement peuplée de Somalis, et a rejoint toutes les tentatives de médiation entre le Kremlin et le régime de Fidel Castro, venu visiter la région au printemps. Et elle a fini par expulser purement et simplement les six mille conseillers soviétiques qui se trouvaient dans le pays, allant jusqu'à solliciter l'aide de l'Occident.

La situation n'est guère meilleure au sud du continent noir, où les tentatives de médiation britannique ou américaine ont échoué entre les pouvoirs blancs minoritaires de Salisbury et de Pretoria et les nationalistes noirs. Après avoir donné quelques signes de modération, le gouvernement sud-africain, encouragé par la victoire du parti, ou se serait attendu sous la coup des rivalités entre fin entre les chrétiens, les religieux, les idéologues, si l'U.R.S.S., se substituant aux Etats-Unis, longtemps protecteurs de l'empire du Négus, n'était venue lui apporter une assistance massive. La Somalie, elle aussi marxiste-léniniste et jusqu'ici fidèle à Moscou, a été reléguée à l'arrière-plan de la récupération de l'Ogaden, province entièrement peuplée de Somalis, et a rejoint toutes les tentatives de médiation entre le Kremlin et le régime de Fidel Castro, venu visiter la région au printemps. Et elle a fini par expulser purement et simplement les six mille conseillers soviétiques qui se trouvaient dans le pays, allant jusqu'à solliciter l'aide de l'Occident.

Jusqu'à l'automne, le conflit du Proche-Orient était lui aussi plus que jamais dans l'impasse. La déroute du gouvernement Rabin aux élections israéliennes du printemps et la désignation à sa place du chef reconnu des « faucons », M. Menachem Begin, débilitant de fort mauvais augure. Aussi bien lorsque le président Sadate déclara, le 9 novembre, aux députés égyptiens qu'il était prêt à se rendre à Jérusalem pour y discuter avec les dirigeants de l'Etat juif, la nouvelle parut si surprenante qu'on dut croire qu'il s'agissait d'une erreur de transmission. Il n'empêche que, dix jours plus tard, des dizaines de milliers de télespectateurs médusés pouvaient contempler sur leurs écrans l'arrivée au stade de l'aérodrome de Lod, son intervention à la Knesset,

ses affusions avec MM. Begin, Dayan et Mme Mitr.

La comparaison de son discours avec celui du premier ministre israélien montrait clairement, à vrai dire, l'étendue des divergences qui subsistent entre eux, notamment sur le problème palestinien. Et s'il n'y avait que cinq pays arabes à l'O.L.P., pour se rendre à Tripoli, sous les auspices du colonel Kadhaafi afin de condamner son entreprise, il ne s'en trouvait aucun pour l'approuver tout à fait. Il semblait cependant qu'un pourcentage pour la première fois, par un déclin spectaculaire, le mur de méfiance qui depuis trente ans sépare les descendants d'Issaac et ceux d'Israël, le chef de l'Etat égyptien avait déclenché une dynamique de paix qui ne s'arrêterait pas. Aussi bien la déception fut-elle vive lorsque, une visite de M. Begin à Jérusalem, le jour de Noël, fut montrée pure, s'il était prêt à rendre à l'Egypte le Sinaï et à reconnaître l'autonomie des populations de Cisjordanie. Il ne voulait pas entendre parler d'Etat palestinien.

Tâtonnements américains

On voit mal, en tout cas, comment un accord durable pourrait intervenir s'il n'apportait pas une solution aux tourments du peuple palestinien, condamné aujourd'hui, comme hier le peuple juif, à l'errance, privé de patrie dans un monde où le droit et l'autodétermination est théoriquement reconnu à tous. Compte tenu de la détermination du cabinet Begin, et seul changement de majorité en Israël même, il semble que plus que jamais le rôle de la solution soit dans les mains des Américains. Or, ceux-ci, après avoir reconnu, par le vote de M. Carter, le droit des Palestiniens à un « foyer » et affirmé leur intention d'associer l'Union soviétique à la poursuite d'un règlement et à la convocation d'une nouvelle conférence de Genève, ont fini, dans les tout derniers jours de l'année, qu'ils appuyaient la position de M. Begin.

A vrai dire, ce n'est pas la première fois, depuis son installation à la Maison Blanche, au mois de janvier, que le nouveau président des Etats-Unis donne l'impression d'hésiter, de tâtonner, voire de se contredire quelque peu. Les très vifs propos tenus contre Pretoria ou Salisbury par son représentant aux Nations unies, Andrew Young, pasteur noir, directeur de l'Union chrétienne, qui avaient plus d'une fois entraîné des mises en plein embarras de la Maison Blanche ou du département d'Etat.

Le président lui-même, après avoir pris des positions très catégoriques sur la question des droits de l'homme en Union soviétique, a mis une sourdine à ses protestations. Sur la question du contrôle des armements, également, M. Carter a dit très clairement à quel point il était favorable à la proposition apportée à Moscou, en mars, par le secrétaire d'Etat, M. Vance, de réduire d'un quart les arsenaux de fusées stratégiques des deux Super-Grands. Après une période difficile, où l'on s'est interrogé sur les risques d'une reprise de la guerre froide, le président et son conseiller Brzezinski, un peu (sioux) des héritiers de M. Kissinger, ont bien admis que celui-ci avait raison de proclamer qu'il n'y a pas d'alternative à la détente, et que celle-ci ne peut précéder que pas à pas.

Jusqu'à présent, le dialogue soviéto-américain n'a pas retrouvé le ton de convivialité qu'il avait connu par moments à l'époque de M. Nixon, et il est significatif que M. Carter n'ait pas jugé utile d'inscrire une visite à Moscou au programme de son premier voyage autour du monde, alors qu'il comprenait une escale à Varsovie. Il n'est pas moins significatif que l'Europe, aujourd'hui pas plus qu'hier, ne soit vraiment associée à ce dialogue. On dira qu'elle n'a pas à se prendre qu'elle-même : on ne se fait entendre que dans la mesure où l'on est utile.

Certes, les divers Parlements intéressés ont maintenant ratifié le principe de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée de Strasbourg. Certes, les ministres de la C.E.E. ont adopté, en fin d'année, un plan de sauvetage de la sidérurgie, mais il s'agit d'assurances fondamentalement protectionnistes, comme les mesures prises un peu plus tôt contre les importations de textiles du Bangladesh, et l'on admettra que c'est là une bien curieuse manière de contribuer à ce dialogue Nord-Sud que les tiers-mondistes appellent de toutes leurs forces et dont l'année qui s'achève a malheureusement confirmé l'esquisse. Cette Europe est la volonté politique de cette Europe qui n'arrive même pas à s'entendre pour ouvrir ses portes aux trois pays méditerranéens qui, au cours des années, répudient la dette, et attendent d'être qualifiés les seuls à concéder la retour à la démocratie ? Acceptera-t-elle d'être le lieu de laisser des intérêts étrangers leira de plus en plus la loi chez elle ?

ANDRÉ FONTAINE.

ASIE

L'INVASION DU CAMBODGE PAR DES DIVISIONS VIETNAMIENNES

Fédérer l'Indochine...

(Suite de la première page.)

Les diplomates vietnamiens ont reçu l'ordre de pulvériser la capitale cambodgienne avant le 7 janvier. A cette date, les vifs échos seront suspendus entre Phnom-Penh et Hanoi.

Le long texte, qui accompagne le communiqué de rupture diffusé par Radio-Phnom-Penh samedi matin, est signé par le chef de l'Etat cambodgien, M. Khieu Samphan. Il porte à l'encre sur les accusations les plus graves. Les socialistes vietnamiens y sont accusés de tenter, par des moyens militaires massifs, par le pillage, par la destruction des biens et des vies du peuple khmer, de s'approprier certaines portions du Cambodge. Selon Phnom-Penh, Hanoi veut intégrer le Cambodge à une Indochine sous « domination vietnamienne ». Le communiqué affirme aussi que, pour réaliser ce plan, Hanoi, en 1975, a réuni des troupes de choc d'Etat (à Phnom-Penh) pour mettre en place des troupes, agents du Vietnam.

Depuis un an, on a assisté, dans la région, à l'exacerbation de deux nationalismes également sourdilleux, nourris par un conflit territorial, qui date de l'époque coloniale et, apparemment, par la renaissance, entre les deux milles d'acier, d'un antagonisme séculaire.

Personne cependant, du fait notamment de l'isolement dans lequel les dirigeants khmers ont confiné leur pays depuis avril 1975, et aussi de

la grande déception des Vietnamiens, n'imaginait que le conflit militaire avait atteint, s'il leur en croit M. Khieu Samphan, de telles proportions.

« Pire que les mercenaires de Thieu »

Salon le chef de l'Etat khmer, les Vietnamiens utilisent dans les régions cambodgiennes situées le long du delta du sud du Vietnam « plusieurs divisions terrestres (...), des centaines de pièces d'artillerie (...), un épou épou pour des années de grande envergure ». Les troupes de Hanoi sont accusées d'avoir « pillé des milliers de tonnes de riz (...), détruit des plantations d'hévéas (...), incendié des maisons (...), mitraillé jeunes et vieux (...), empêché ou banni ». Les troupes de Hanoi, accusées de « razzias et de vols » se comporteraient d'une manière « pire que les mercenaires de Ky, de Thieu et les troupes sud-coréennes » du temps de la guerre américaine lors de l'offensive combinée américano-vietnamienne du printemps 1970 dans le sud-est cambodgien.

Le conflit qui oppose Hanoi à Phnom-Penh n'est d'ailleurs pas uniquement frontalier et, par extension, militaire. Il est aussi idéologique et utilise d'une part Hanoi à Moscou



Phnom-Penh accuse les Vietnamiens de lancer des attaques sur tout le long de la frontière commune, longue de 700 kilomètres. Jusqu'à présent, les principales incursions furent, semble-t-il, en lieu dans la région dite du Bec-de-Canard, là où, pendant la seconde guerre d'Indochine, avaient débuté les incursions américano-sud-vietnamiennes. L'assistance extérieure aux Khmers rouges pendant le second conflit passait surtout par la région dite du « trois frères », où se trouvent le Laos, le Vietnam et le Cambodge. Aujour'hui, l'aide au régime de Phnom-Penh transite par le port de Sihanoukville (aussi appelé Kompong-Som), qui avait été évacué pendant le coup d'Etat de 1975, à l'achèvement de la médiation et de ravitaillement des forces communistes sud-vietnamiennes.

et d'autre part Phnom-Penh à Pékin. Après le décrochage des Etats-Unis, et après trois années à peine de paix, l'Indochine dévastée va-t-elle redevenir le théâtre de l'épre rivalité entre Pékin et Moscou, par alliés interposés ?

Il faut noter que l'une des plus graves accusations portées par M. Khieu Samphan concerne « les étrangers qui aident le Vietnam dans leur égrégation », une référence qui semble bien viser les Soviétiques. « Le gouvernement du Cambodge démocratique lance une sévère mise en garde à ces étrangers et à leur gouvernement, afin qu'ils cessent immédiatement leur ingérence et leur égrégation contre le Cambodge démocratique », ajoute le chef de l'Etat. Comment ne pas voir là, alors que l'en fait l'étendue de l'aide pas, pour es part, la Chine apporte au Cambodge, la confirmation de cette attitude de plus en plus directe et de plus en plus grave et, effectivement, on est, sur le terrain, au stade des « conseillers » militaires ? Un mot, dans la région, rappela de fort mauvais souvenirs.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

LES TENTATIVES DE DIALOGUE

Dans son communiqué du 31 décembre, Phnom-Penh indiquait qu'en juin 1975 M. Pol Pot, secrétaire général du P.C.S. et premier ministre, s'était rendu à Hanoi pour tenter de résoudre le problème frontalier vietnamo-khmer. La partie vietnamienne ne s'est jamais intéressée aux suggestions cambodgiennes, a ajouté le texte. Il y eut aussi pendant l'été de la même année d'autres discussions, à Phnom-Penh, et au début de l'année, comme chef de mission, M. Pham Van Ba, ancien représentant de France du gouvernement révolutionnaire provisoire sud-vietnamien, qui n'eut aucune liberté d'action et resta confiné dans une villa. Le chef de M. Pham Van Ba n'était pas de haut niveau, cette personnalité avait eu effet pendant la première guerre d'Indochine joué un rôle de liaison entre la Vietnam et les khmers qui combattent l'armée française.

Il ne semble pas qu'il y ait eu récemment d'entrevues à haut niveau entre Vietnamiens et Cambodgiens. On a, ce revanche, remarqué l'été dernier que le général Vo Nguyen Giap avait fait une tournée d'inspection sur la frontière commune. D'autre part, une masse considérable de Cambodgiens ont fait leur pays en direction du Vietnam où vit traditionnellement une importante minorité d'origine khmère.

Pékin a fait son choix

(Suite de la première page.)

Sans doute l'ambassadeur du Vietnam à Pékin a-t-il aussi diffusé un communiqué répliquant aux déclarations de M. Pich Cheang et retournant les accusations lancées contre les autorités de Hanoi. Il y est question d'épouvantables atrocités commises par les forces cambodgiennes contre les populations frontalières vietnamiennes et des efforts répétés au Vietnam pour parvenir à une solution négociée. Ce document a cependant été distribué porte à porte, et l'on ne peut manquer d'être frappé par la différence de traitement accordé aux représentants à Pékin des deux parties en conflit.

« Phnom-Penh n'a pas besoin de médiation »

Toute l'effaire comprise de graves obscures en ce qui concerne l'attitude chinoise. La déclaration cambodgienne accuse le Vietnam de chercher, depuis 1955, à faire entrer le Kampuchéa (Cambodge) dans une fédération indochinoise d'obédience vietnamienne. On connaît peu de choses sur ce projet, mais il est évident qu'il s'agit d'un projet de « fédération » qui ne peut être envisagé que lorsque les forces vietnamiennes auront cessé leurs actes égrégés.

L'ambassadeur exclut la possibilité d'une médiation par un pays tiers. « La politique constante de notre gouvernement », a-t-il dit, est de régler les problèmes en toute indépendance, sans l'aide d'autres pays, sans médiation. Le gouvernement du Kampuchéa n'a pas besoin de médiation.

La déclaration cambodgienne met, d'autre part, en cause les négociations qui servent en qualité de

conseillers, d'experts et de commandants dans les unités d'artillerie et de blindés - des forces vietnamiennes. L'ambassadeur de Phnom-Penh s'est refusé à toute précision sur ce point. Mais chacun pense, bien naturellement, que les étrangers en question ne peuvent être que des espions. Et il est normal que la Chine se préoccupe de l'influence des Soviétiques à Hanoi, sa politique avait été, jusqu'à présent, de prendre patience et d'attendre, comme l'entendit cant les responsables chinois, que le Vietnam « reconquise un jour ses vrais amis ».

L'attitude adoptée à Pékin ne laisse-t-elle pas de jeter un peu plus les Vietnamiens dans les bras des Soviétiques ? L'ambassadeur cambodgien a répondu avec réserve aux questions qui lui étaient posées après lecture de la déclaration de Phnom-Penh. Quelques points de ses propos méritent cependant d'être retenus : « Des combats sont actuellement en cours, a-t-il dit notamment, et nous avons l'impression que de nouvelles questions se posent à l'avenir. Un règlement politique ne peut être envisagé que lorsque les forces vietnamiennes auront cessé leurs actes égrégés ».

L'ambassadeur exclut la possibilité d'une médiation par un pays tiers. « La politique constante de notre gouvernement », a-t-il dit, est de régler les problèmes en toute indépendance, sans l'aide d'autres pays, sans médiation. Le gouvernement du Kampuchéa n'a pas besoin de médiation.

M. Pich Cheang a, en revanche, exprimé la conviction que les nombreux pays qui ont apporté leur aide politique ou matérielle à la lutte

de libération du peuple khmer, le soutiendront encore aujourd'hui dans la défense de « sa juste cause ».

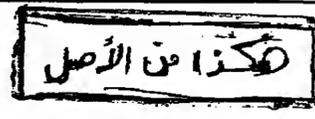
ALAIN JACOB.

HANOI ACCUSE LES KHMERS DE SE LIVRER A DES ATROCITES

Pékin (A.F.P.). — Peu après l'annonce de la « rupture temporaire » des relations entre Phnom-Penh et Hanoi, une très violente bataille de communiqués s'est engagée à Pékin.

A la suite de la conférence de presse de l'ambassadeur du Cambodge, le Vietnam a rejeté sur le Cambodge la responsabilité de la détérioration de la situation. Dans un communiqué de presse, l'ambassadeur du Vietnam à Pékin accuse le Cambodge d'avoir été ou blessé plus de deux mille Vietnamiens depuis 1975 ou cours d'incidents répétés le long de la frontière, de s'être livré à un pillage de centaines de tonnes de riz, d'avoir provoqué « l'incendie de milliers de maisons », d'avoir « orraché la foie d'autres habitants, y compris de femmes enceintes », et d'avoir « déshérité des bébés en marquant ceux de les teter au sein ».

Le communiqué de l'ambassadeur du Vietnam ajoute : « Face aux violations et relations continuelles contre le territoire du Vietnam par les forces du Kampuchéa, les forces armées du Vietnam doivent prendre des mesures d'auto-défense et chasser les envahisseurs hors de notre territoire pour défendre la souveraineté sacrée et inaliénable du Vietnam et pour défendre les vies et les biens de notre peuple ».



EUROPE

Italie

« La crise n'est ni ouverte ni inévitable »

DECLARE M. ANDREOTTI

Rome — An cours de la traditionnelle conférence de presse de fin d'année, M. Giulio Andreotti, président du conseil italien, a estimé que la crise gouvernementale dont on parle de plus en plus à Rome « n'est pas inévitable ». Rejetant l'hypothèse d'une immédiate participation communiste au pouvoir...

De notre correspondant

Il a souligné, au contraire, la nécessité de « ne pas remettre en question la stabilisation reconquise à l'intérieur comme à l'extérieur », en partie grâce à l'accord de juillet 1977 entre les six principaux partis (dont le P.C.I.)...

ATTENTATS ET MANIFESTATIONS SE POURSUIVENT A ROME

Rome — Deux nouveaux attentats ont été commis le 30 décembre, dans la soirée, à Rome, contre le siège de l'hebdomadaire *l'Espresso* et contre une section du mouvement social italien (extrême droite). On ne déplore aucune victime...

Les heures ont été éclairées entre l'ordre et les manifestations d'extrême droite. Les manifestations de la place d'Espagne, provoquant la panique parmi de nombreux passants venus faire leurs achats de fin d'année...

L'annonce d'un prêt américain privé soulève des remous politiques

De notre correspondant

Rome — L'Italie négocie un nouveau prêt de 500 millions de dollars auprès d'un consortium de banques privées américaines, dirigé par la Chemical Bank, a-t-on appris, à la suite de fuites au ministère du Trésor...

Les premiers contacts ont été pris en septembre et nous plus concrètement en novembre, lors d'un voyage à New-York. Notre intérêt pour l'obtention d'un nouveau prêt n'est pas déterminé par des nécessités monétaires urgentes...

nucléaire, a provoqué de nombreuses réactions à Rome dans cette période de grande agitation politique. Des groupes de jeunes communistes, socialistes et républicains, pour l'entrée au gouvernement du P.C.I. au risque que ce dernier, nos meilleurs soldats financiers ?

A gauche et chez les syndicats on craint la manœuvre politique. Pourquoi faire autant de bruit autour d'un prêt — non encore accordé — de 500 millions de dollars, qui représente le paiement des salaires dans les entreprises d'Etat, et alors que l'endettement des banques italiennes envers l'étranger est de 6,6 milliards de dollars ?

président du conseil a expliqué : « Nous avons cherché à travailler avec une perspective à long terme... »

M. Andreotti a cependant estimé qu'il sera impossible à l'Italie « de payer toutes ses dettes en 1978 telles qu'elles s'élevaient à 20 000 milliards de livres... »

(Interim.)

République fédérale d'Allemagne

UNE CENTAINE D'INTELLECTUELS PROTESTENT CONTRE LE LICENCIEMENT DU REDACTEUR EN CHEF ADJOINT DE « STERN »

Le conflit au sein de la rédaction de *Stern* le Monde du 30 décembre s'est élargi rapidement dans les milieux intellectuels d'Allemagne fédérale. Une centaine d'écrivains et de journalistes ont en effet circulé une lettre ouverte au rédacteur en chef de l'hebdomadaire M. Henri Nannen, pour protester contre le licenciement de son adjoint et ses conséquences sur la liberté de la presse...

« Plus des livres, des revues et des journaux apparaissent imprimés dans de grands Konzerns multinationaux, plus grand est le pouvoir des intellectuels de plus en plus vastes de la réalité sociale... »

Par ces signatures on relève les noms de MM. Carl Azary, Jürgen Habermas, Alice Schwarz, Reinhold Durr, Günter Grass et Günter Wallraff (1).

(1) Signatures chez Klaus Storch, 6000 Heidelberg, Imgraststraße 3.

Espagne

La pré-autonomie est accordée au Pays basque

(Suite de la première page.)

En outre, chaque territoire aura un droit de veto sur les décisions qui le concernent. Le système de représentation s'appuiera sur les municipalités. Les conseils municipaux doivent être renouvelés en 1978, et prendre un caractère démocratique. Une fois constitués, ils formeront les « Juntas générales » (assemblées locales) et les « deputaciones » (corporations locales), qui s'installeront dans les quatre provinces. Chaque province sera représentée au sein d'un conseil général du Pays basque par trois parlementaires élus et trois députés des assemblées locales.

M. Clavero Arevalo n'a pas précisé s'il accepterait ce samedi à l'après-midi, quelle serait la formule adoptée avant les élections municipales. Le texte initial prévoit que le Pays basque soit divisé en quatre provinces, chacune représentée au conseil par cinq députés, que les parlementaires locaux désignés par les électeurs soient élus par scrutin électoral au suffrage universel.

« La sécurité de l'Etat espagnol »

Comme en Catalogne le gouvernement a décidé que, pendant la phase d'autonomie provisoire, il pourrait avoir recours contre les décisions adoptées par l'assemblée régionale. Il se réserve également la possibilité de dissoudre les organes de gouvernement du conseil général du Pays basque pour des raisons touchant la sécurité de l'Etat espagnol.

Des commissions mixtes seront créées afin d'étudier le rétablissement du régime de la pré-autonomie. Le général Franco avait supprimé en Guipuzcoa et en Biscaye pour « punir » ces deux provinces d'avoir combattu contre lui pendant la guerre civile.

Le cas de la Navarre a été résolu par des concessions mutuelles. Les parlementaires des autres provinces basques souhaitent son intégration à Euzkadi. Ils ont obtenu que la possibilité d'une telle intégration soit mentionnée dans le texte mis au point par le vice-président des ministres des régions. Le texte prévoyait que les Navarrais prendraient une telle décision par un vote d'une des institutions dont les pouvoirs actuels sont ceux de leur assemblée et qui leur assurent déjà une certaine autonomie. Le même texte était d'ailleurs adopté pour les autres provinces. Elle avait été présentée par les députés socialistes et le sénateur nationaliste élu à Pamplonne.

L'accord conclu il y a un mois s'était basé sur l'opposition des socialistes et des députés nationalistes de l'Union du centre démocratique, le parti gouvernemental, qui sont majoritaires dans cette province. La droite locale refusait — et refuse toujours — tout lien institutionnel avec l'Euzkadi. Elle affirme que la Navarre est déjà autonome et que le régime de la région d'Espagne qui le soit depuis son origine — et que cette autonomie, à toujours été accompagnée d'une

fidélité exemplaire à la couronne d'Espagne. Elle assure que le rattachement de la province à l'Euzkadi serait dangereux pour elle en raison des sentiments séparatistes qui animent les trois autres territoires du Nord. Jusqu'au dernier moment, cette droite a fait pression sur le gouvernement pour maintenir « intact » quoique Vendredi, la « deputacion forale » de Pamplonne a adressé un télégramme en ce sens au chef de la maison royale.

Un référendum

Certains parlementaires du centre avaient une attitude plus souple : ils acceptaient d'envisager une éventuelle intégration à Euzkadi, mais ils souhaitaient que celle-ci soit décidée par référendum. Actuellement, les parlementaires centristes sont majoritaires en Navarre, bien qu'ils n'aient obtenu, le 15 juin, que moins de 40 % des voix. Les élections municipales peuvent donner une majorité de conseillers municipaux à la gauche. Le projet initial prévoit que le référendum de l'intégration serait pris par le conseil foral, organisme constitué par les municipalités. La formule adoptée met d'accord les uns et les autres : ce sera le conseil foral de Navarre, issu des nouvelles municipalités, qui décidera de la participation de la province au conseil général du Pays basque. Cette décision devra être ratifiée par référendum auprès de la population.

Les négociations sur l'autonomie provisoire du Pays basque

avaient commencé en septembre. Malgré nombreux obstacles, elles ont été bâties par les inquiétudes du gouvernement et des parlementaires devant la menace constante que fait peser l'organisation séparatiste ETA. L'accord a été finalement conclu dans les derniers jours de l'année, pour prévenir les manifestations politiques prévues pour le 4 janvier, mais aussi parce que l'organisation clandestine a multiplié les coups de main ces derniers jours, laissant prévoir une probable vague de terrorisme. Coup sur coup, en effet, deux cent soixante-quatre fusils ont été dérobés dans une armurerie de Guipuzcoa, et plus de 1 200 kilos d'explosifs ont été volés, mercredi et jeudi, au cours de deux attaques à main armée, dans la région de Bilbao.

Ces opérations ont été jugées d'autant plus inquiétantes qu'elles sont attribuées à la branche politique de l'organisation, qui avait décidé, voici quelques mois, de renoncer provisoirement à la lutte armée. Seule la branche militaire avait poursuivi ses activités : assassinats du président de la députacion de Biscaye, du chef de la police armée de Pamplonne et d'un conseiller municipal d'Iruña. Le poste de la garde civile protégeant la centrale nucléaire de Lemona, près de Bilbao. On estimait ces derniers jours que le retard apporté à établir un régime d'autonomie provisoire au Pays basque avait incité les membres de la branche politico-militaire de l'ETA à reprendre les armes.

CHARLES VANHECKE.

Un particularisme entêté

Le Pays basque comprend sept provinces. Trois sont françaises : le Labourd, la Soule et la Basse-Navarre, quatre espagnoles : la Guipuzcoa, la Biscaye, l'Alava et la Navarre.

Favorisé par une culture et une langue spécifiques, dont les origines restent discutées, le peuple basque ne cessera jamais, des deux côtés de la frontière, d'affirmer son particularisme. Les Basques espagnols sont brièvement unifiés au neuvième siècle, au moment de la création du royaume de Navarre. Mais le néo-classicisme de l'unité espagnole les rejette graduellement dans leur spécificité. Ils ont obtenu cependant à conserver un certain nombre de leurs droits particuliers, les fueros. En France, les fueros — seront abolis par la Révolution.

Pendant tout le dix-neuvième siècle, le particularisme basque tenta de s'affirmer en Espagne. C'est le néo-classicisme de la République, en 1930, qui donna sa vraie chance. Mele tandis que le Guipuzcoa, la Biscaye et une partie de l'Alava sont prêts à accepter une autonomie partielle, le Navarre se oppose contre le

nouveau régime à l'évidence l'un des bastions de la rébellion franquiste. Coupé du nord du pays, le gouvernement de Madrid accorda leur autonomie aux provinces basques. Le premier gouvernement d'Euzkadi est formé le 7 octobre 1936 par Jose Antonio de Aguirre, membre du parti nationaliste basque. Il s'effondra le 23 août 1937, après l'écrasement de ces troupes par les « requetés » navarrais. Le franquisme centralisateur renoua vainement d'efforts pour l'annexion du particularisme basque.

En 1958, naît le mouvement Euzkadi Euzkoasuna sur lequel le mouvement carliste du prince Hugues de Bourbon-Parme exerce une certaine influence. L'agitation va tourner à la violence. Attentats, répression, succèdent à l'annexion du roi Juan Carlos et l'évolution rapide du régime prouvent que peu les Basques au départ. La renouance de la Généralité de Catalogne et la volonté de décentralisation du nouveau gouvernement avaient cependant fait naître de grands espoirs chez les irréductibles d'Euzkadi.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

LE GOUVERNEUR GENERAL DU CANADA exercera désormais, à l'instar de la couronne britannique, toutes les fonctions d'un chef d'Etat, a annoncé, vendredi 30 décembre, le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre fédéral. Certaines de ces fonctions, telle que la signature des lettres de créances des ambassadeurs du Canada à l'étranger, étaient encore effectuées par la souveraine britannique. Cette dernière demeure cependant, conformément à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, la souveraine et constitutionnelle du pays. — (A.F.P.)

El Salvador

LE GROUPE CLANDESTIN DES FORCES ARMÉES DE LA RESISTANCE NATIONALE (FARN) a revendiqué, jeudi 29 décembre, à San-Salvador, l'enlèvement de l'industriel Victor Safie, survenu le 23 décembre dernier. Souhaitant que les négociations de vue de la libération de M. Safie n'aient pu être menées bien à cause de l'intervention des autorités, les FARN ont précisé que l'acte de voir les expéditions satisfaites leur prisonnier pourrait être exécuté. — (A.F.P.)

Etats-Unis

UN JUGE FEDERAL DE KANSAS-CITY (Kansas) a rejeté, le vendredi 30 décembre, une injonction de M. Robert Doie, sénateur républicain de

cet Etat, visant à interdire la rétrocession à la Hongrie de la couronne de saint Etienne, symbole de la nation hongroise. Malgré l'opposition de groupes d'immigrants de la couronne britannique, toutes les fonctions d'un chef d'Etat, a annoncé, vendredi 30 décembre, le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre fédéral. Certaines de ces fonctions, telle que la signature des lettres de créances des ambassadeurs du Canada à l'étranger, étaient encore effectuées par la souveraine britannique. Cette dernière demeure cependant, conformément à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, la souveraine et constitutionnelle du pays. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

LE CHANCELIER DE L'ECHEQUIER, M. Denis Healey, a annoncé, vendredi soir 30 décembre, dans une interview télévisée, de nouveaux allègements fiscaux pour 1978 « si la politique salariale continue à être respectée ». Le chancelier a précisé que ces allègements porteraient sur les impôts directs plutôt qu'indirects, afin de favoriser les bas salaires et de réduire la différence avec les taux d'imposition des autres pays européens. — (A.F.P.)

Guatemala

UN MANDAT D'ARRET a été lancé, jeudi 29 décembre, contre dix-neuf terroristes ouest-allemands soupçonnés d'être entrés récemment au Guatemala. La photographie d'une trentaine d'autres extrémistes venus de R.F.A. d'autre part est distribuée à toutes les forces de sécurité guatémaltèques. — (A.F.P.)

Malaisie

REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT MALAISIE. —

Le premier ministre, M. Hussein Onn, a annoncé, samedi 31 décembre, son adjoint, M. Mahathir Mohamed, ministre du commerce et de l'industrie. Cette nomination témoigne de l'inquiétude croissante du gouvernement au sujet de l'insuffisance des investissements étrangers. M. Mahathir, premier ministre adjoint et ministre de l'éducation, était en effet jusqu'à présent dirigé par le comité ministériel pour les investissements. — (A.F.P.)

Mexique

DEUX MILLE PAYSANS, membres du Parti authentique de la révolution mexicaine (PARM), ont occupé, jeudi 29 décembre, la mairie d'Atlix, ville du Nord-Est, pour protester contre les résultats des élections municipales organisées le 4 décembre dernier dans l'Etat de Tamaulipas. — (A.F.P.)

Rhodésie

LE QUARTIER GENERAL DES FORCES RHODESIENNES a annoncé, le vendredi 30 décembre, que des nationalistes noirs étaient responsables d'un attentat à la bombe commis la veille dans une usine d'ordinateurs Bulawayo, deuxième ville du pays. — (A.F.P.)

Pakistan

LE PRESIDENT SOMALIEN SYAAD BARRE est arrivé, vendredi 30 décembre, à Islamabad pour une visite officielle au cours de laquelle il devait s'entretenir avec le général Zia ul Haq, administrateur de la loi marocaine. — (A.F.P.)

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

Alger demande à l'Espagne démocratique de dénoncer l'accord de Madrid

De notre correspondant

Madrid. — L'ambassadeur d'Algérie à Madrid, M. Kheilladi, a adressé aux sénateurs espagnols la photographie d'un texte écrit sur le vice-président de l'Assemblée populaire algérienne sur l'attitude que « l'Espagne démocratique » devrait adopter, selon lui, à propos du Sahara occidental. Cette information, donnée par un quotidien madrilène, a été confirmée par un sénateur du parti gouvernemental, M. Martin Fernandez Palacios, qui a protesté contre cette « nouvelle impudence de l'Algérie dans les affaires intérieures de l'Espagne ».

Dans son texte, le vice-président de l'Assemblée populaire, M. Yaker Layachi, affirme que Madrid « a été le processus légal et naturel de décolonisation du Sahara occidental » en signant l'accord de Madrid de novembre 1975. Après avoir dénoncé l'annexion du territoire sahraoui par ses deux voisins, en violation de l'accord de Madrid qui prévoyait le respect de l'opinion des populations concernées, et critiqué l'appui continué donné par l'Espagne au Maroc et à la Mauritanie en leur fournissant des armes et en espionnant avec des avions et des sous-marins, M. Layachi estime que l'Espagne démocratique devrait : « soit dénoncer ce pacte, en s'appuyant sur l'opinion consentie de la majorité des députés lors du débat du 20 septembre sur ce congrès espagnol, soit imposer l'application totale de l'accord de

Madrid en ce qui concerne le droit à l'autodétermination ». Il ajoute que Madrid devrait également décréter un embargo sur les envois de matériel de guerre vers les pays en agès dans le conflit du Sahara, reconnaître la personnalité juridique du Front Polisario et prendre l'initiative d'une réunion entre toutes les parties intéressées (Espagne, Algérie, Maroc, Mauritanie, Polisario), sous les auspices des Nations unies, pour établir les modalités d'une consultation du peuple sahraoui sur son avenir.

C. V.

RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré à la crise du Sahara occidental (nos premières éditions du 31 décembre), l'omission de plusieurs mots a été écartée au point de vue de la formulation de l'accord de Madrid qui prévoyait le respect de l'opinion des populations concernées, et critiqué l'appui continué donné par l'Espagne au Maroc et à la Mauritanie en leur fournissant des armes et en espionnant avec des avions et des sous-marins, M. Layachi estime que l'Espagne démocratique devrait : « soit dénoncer ce pacte, en s'appuyant sur l'opinion consentie de la majorité des députés lors du débat du 20 septembre sur ce congrès espagnol, soit imposer l'application totale de l'accord de

LE QUOTIDIEN « EL PAIS » FAIT L'ELOGE DE JUAN CARLOS

(De notre correspondant)

Madrid. — Le parti socialiste ouvrier a décrié de se prononcer pour la République et contre la monarchie lors de la discussion de l'avant-projet de Constitution en commission parlementaire. Comme il sera le samedi 30 décembre une telle position — les communistes se sont ralliés en effet au principe de la monarchie parlementaire — son choix ne risque pas d'influer sur la forme future de l'Etat espagnol. L'hypothèse n'est pas exclue, d'ailleurs, que le P.S.O.E. se ravise au dernier moment. En défendant le principe républicain, il veut sans doute marquer sa fidélité à ses propres statuts et répondre au souhait de la « base ». Telle est l'interprétation la plus courante d'une initiative qui était attendue mais qui a néanmoins provoqué des critiques presque unanimes. Nombreux sont ceux qui condamnent l'infantilisme ou l'esprit partisan du P.S.O.E. Mais le plus intéressant à observer dans ces réactions est l'éloge qui est fait de la couronne et de son titulaire Juan Carlos. Dans un éditorial du 29 décembre, le directeur du quotidien indépendant *El País*, Juan Luis Cebrian, écrit pourquoi la présence du roi a été nécessaire pendant l'étape de transition entre le franquisme et la démocratie : « Il n'aurait pu y avoir, sans lui, aucun été occupé par la seule institution durable de l'étape franquiste d'est-à-dire l'armée (...). Des problèmes comme ceux qui ont été résolus par le parti communiste n'auraient pas pu être abordés dans cette phase de transition sans le républicanisme que nous nous devons sans la fonction d'arbitrage et le pouvoir de fait exercé par le roi (...). Le monarque a facilité ainsi l'unique voie réformiste possible pour remplacer le franquisme par un régime de liberté. (...) »



LA POLÉMIQUE SUR LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Le maire socialiste de Montpellier saisit la justice

Qualifié par M. François Mitterrand de « véritable racket » en faveur des formations de la majorité, l'usage abusif par les services diplomatiques et consulaires de la loi du 19 juillet 1977 relative au vote des Français établis à l'étranger continue de susciter de nombreuses protestations.

Vendredi 30 décembre (nos dernières éditions), M. François Luchaire, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, avait estimé que l'article R 75 du code électoral interdisait la pratique des procurations « en blanc » (1) dans la mesure où « l'autorité consulaire devant laquelle doit être dressée la procuration a l'obligation d'en transmettre, par lettre recommandée, un volet au mandataire et un autre au maire de la commune intéressée ».

Commentant les conditions dans lesquelles se déroulent les opérations d'inscription des

Français de l'étranger, M. Roger-Gérard Schwartzberg, délégué général du M.R.G., dénonçait de son côté les « manipulations » en cours.

La presse d'opposition prend aussi une large part au débat : « Au train où vont les choses, il n'y aura bientôt plus aucun organisme — où la majorité a ses hommes de confiance — qui n'aura servi dans la collecte des voix des Français de l'étranger », écrit, samedi 31 décembre, « Rooge », organe de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), qui publie deux documents mettant en cause le rôle de l'Agence France-Presse de Bangkok (Thaïlande) dans la collecte des voix au profit, notamment, de MM. Jean-Claude Servan-Schreiber (R.P.R.), candidat à Ni me s Icardi, et Jean-Pierre Solson, secrétaire général du parti républicain, candidat à Auxerre (Yonne).

« Si ce n'est pas un racket, comme l'affirme de Guiringaud, qu'est-ce donc ? », demande « le Quotidien du peuple », organe du parti communiste révolutionnaire léniniste-léniniste, qui parle de « safari électoral ». La même expression est utilisée par « l'Humanité » du samedi 31 décembre, qui souligne que « ce nouveau safari giscardien (...) à la chasse aux voix des Français de l'étranger » n'est qu'« une des formes de la fraude », organisée par la majorité « pour préparer les élections législatives ».

La presse communiste et celle d'extrême gauche ne sont pas les seules à protester. Dans « la Croix » du samedi 31 décembre, Dominique Gerbaud souhaite que la justice soit saisie : « Il sera bon et politiquement sain, écrit-il, car

il s'agit bien de moralité politique, que toute la lumière soit faite ».

Le nombre croissant des « anomalies » signalées ne laisse plus aucun doute, en effet, sur l'ampleur de l'opération de collecte engagée à l'étranger au bénéfice des candidats de la majorité les plus menacés ou désireux de réaliser le meilleur résultat possible. Quelle serait en effet la valeur du scrutin du mois de mars dans certaines circonscriptions si la justice ne mettait fin aux manipulations douteuses ?

Le maire de Montpellier, M. Georges Frèche, député socialiste de l'Hérault, ayant déposé une plainte dans un cas qui paraît exemplaire (« le Monde » du 30 décembre), l'occasion est donnée aux magistrats de contrôler la régularité des procédures en cours et de répondre à une interrogation qui désormais concerne le corps électoral tout entier.

M. Frèche : la complicité du ministère des affaires étrangères est prouvée

La plainte déposée par M. Georges Frèche (P.S.) auprès du doyen des juges d'instruction de Montpellier, avec constitution de

partie civile, vise l'inscription sur les listes électorales de la ville, dans des conditions qu'il juge « frauduleuses », de mille deux

cents Français de l'étranger établis pour la plupart en Côte-d'Ivoire.

Au cours d'une conférence de presse, donnée vendredi 30 décembre, le maire de Montpellier a indiqué qu'il fonde sa plainte sur les articles L113 et L116 du code électoral visant les actes portant atteinte à la sincérité des votes ou tentant de modifier le résultat de scrutin avant, pendant ou après le vote.

A l'appui de ses protestations, M. Georges Frèche a rendu publics plusieurs modèles de demandes d'inscription en soulignant que sur des centaines d'entre elles vérifiées par des experts graphologues, c'est la même plume, différente de celle de l'électeur, qui a porté le numéro et le nom de la circonscription et que « dans beaucoup de cas l'écriture est la même que celle portée sur l'enveloppe d'encre recommandée, émanant du ministère des affaires étrangères ».

Pour le député de l'Hérault,

« cela prouve que les demandes d'inscriptions ont été complétées au ministère ou que les enveloppes ont été appropriées, complétées, au service postal du ministère des affaires étrangères avec sa complicité ».

L'avocat de M. Georges Frèche, M^{rs} André Ferran, a écrit notamment au juge d'instruction : « Les dites demandes d'inscription présentent les particularités suivantes : les unes ont été remplies et signées de la main de l'intéressé, mention de la ville de Montpellier, première circonscription, ayant été écrite d'une autre plume, laquelle se répète à des centaines d'exemplaires sur les demandes faites sans la mention de l'article 12 L in fine nouveau ont vu cette mention effacée ou raturée et surchargée de la mention « Montpellier » écrite d'une autre plume.

« D'autres demandes sont arrivées par paquets sans mention de la ville choisie, mais affectées d'autorité à Montpellier ».

détail que la plupart des électeurs métropolitains doivent ignorer ! Plus surprenant encore, sur deux de ces inscriptions, le nom de la commune et celui du département d'inscription étaient rajoutés en surcharge au moyen d'une étiquette auto-adhésive. On peut lire la mention primitive : « Vaucluse ». Comme quoi, de Belo-Horizonte on peut choisir de s'inscrire indifféremment à Châtenay-Malabry ou dans le Vaucluse... »

Un étrange courrier du Brésil à Châtenay-Malabry

A Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), le maire, M. Jean Vons (P.S.), a rendu publique vendredi la photocopie d'une quarantaine d'inscriptions sur les listes électorales de cette commune, émanant de Français résidant pour la plupart à Belo-Horizonte (Brésil). M. Vons a notamment précisé : « Chose curieuse, le nom de la commune et celui du département d'inscription figurant sur la partie de la demande théoriquement à remplir par l'intéressé étaient tous de la même main. Chose étrange, la mention écrite portée était « Hauts-de-Seine, 12^e », comme si nos compatriotes du Brésil savaient que Châtenay-Malabry était dans la douzième circonscription des Hauts-de-Seine.

(1) L'article R 75 du code électoral stipule notamment : « L'autorité devant laquelle est dressée la procuration, après avoir porté mention de celle-ci sur un registre spécial ouvert par ses soins, remet de son visa et de son cachet les votes et le talon. » Elle remet ensuite le talon au mandant et adresse, par la poste, en recommandé, sans enveloppe, le premier volet au maire de la commune sur la liste électorale de laquelle le mandant est inscrit et le second volet au mandataire. » Toutefois, ces volets sont joints par pli recommandé, sous enveloppe, lorsque les procurations sont établies hors de France. »

Près de 700 000 électeurs

Au 1^{er} janvier 1977, 1 288 785 ressortissants français résidaient dans des pays étrangers selon les chiffres officiels de l'administration des affaires consulaires du Quai d'Orsay.

Sur ce nombre, 968 880 étaient immatriculés dans les consulats français. Les autres, soit 320 005, selon l'évaluation des affaires consulaires, n'avaient pas rempli, au 1^{er} janvier dernier, cette formalité. Comme la loi du 19 juillet 1977 sur le vote des Français de l'étranger subordonne l'inscription sur les listes électorales à l'immatriculation, seuls les Français immatriculés, âgés de dix-huit ans ou moins, peuvent participer au scrutin de mars prochain : au 1^{er} janvier dernier, ils auraient été 678 613 dans ce cas, tandis que 210 000 Français en âge de voter n'auraient pu le faire faute de s'être fait inscrire dans leur consulat. Ces chiffres se sont modifiés évidemment depuis, par le jeu des départs et des

arrivées et par le fait des nouvelles immatriculations.

La qualité de Français de l'étranger est subordonnée à huit mois de résidence dans le pays étranger, et parfois, si la législation du pays l'exige, à un contrat de travail.

De tous les pays, c'est l'Allemagne fédérale qui compte le plus de ressortissants français : 184 148, dont les militaires des forces françaises qui y sont cantonnées. Viennent ensuite : la Belgique (110 012), les États-Unis (94 820), le Canada (84 688), la Grande-Bretagne (75 548), la Suisse (71 613), le Maroc (54 804), l'Espagne (46 829), l'Algérie (43 907), la Côte-d'Ivoire (45 844), le Brésil (40 150), l'Italie (38 817), le Gabon (25 401), Israël (25 145) — la France enregistrée à part les 5 750 Français résidant à Jérusalem, — le Sénégal (17 344), l'Argentine (16 357), le Cameroun (12 443).

M. ESTIER (P.S.) : M. Chinnod (P.R.) sera-t-il l'un des premiers bénéficiaires ?

M. Claude Estier, secrétaire national du P.S., a déclaré qu'il avait été informé vendredi 30 décembre, que « cinq cents inscriptions en provenance de Français du Gabon sont parvenues à la mairie du dix-huitième arrondissement, transmises par les services du ministère des affaires étrangères ».

Dans cette vingt-cinquième circonscription, M. Roger Chinnod, président du groupe du parti républicain de l'Assemblée nationale, avait battu M. Claude Estier de 747 voix en 1973.

Le secrétaire national du P.S. a noté : « Lorsqu'on sait dans quelles conditions d'irrégularité, pratiquement reconnues par M. Louis de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, ont été recueillies collectivement les inscriptions des Français du Gabon, on peut se demander si M. Chinnod ne sera pas l'un des premiers bénéficiaires de la fraude électorale dénoncée par M. François Mitterrand. »

Ces inscriptions ont également été dénoncées par M. Louis Baillet, député communiste de la vingt-septième circonscription, qui précise que mille deux cents demandes, en provenance du Gabon, de Pondichéry (Inde), de Djibouti et du Luxembourg ont été enregistrées à la mairie annexée du dix-huitième arrondissement « par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères ».

M. DILIGENT (C.D.S.) FAIT CONFIANCE AU PREMIER MINISTRE

Quant à M. André Diligent, secrétaire général du C.D.S., il a déclaré : « Nous faisons totalement confiance au premier ministre pour que les choses — s'il en ont existé — soient sanctionnées. Les tentatives de truquage ne sont de droit ni de gauche. » M. Diligent a également rappelé que le C.D.S. a fait des propositions pour « moraliser la vie politique, notamment en période électorale ».

« Le secrétariat du comité central du P.C.F. a demandé à nouveau, jeudi 29 décembre, qu'un débat télévisé soit organisé entre MM. Raymond Barre et Georges Marchais. Le 26 février dernier, les communistes avaient déjà proposé une telle rencontre au premier ministre. »

VOUS POUVEZ CONSERVER LA TOTALITÉ DES ARTICLES PUBLIÉS DANS LE JOURNAL LE MONDE EN 1977 GRACE A SA RÉÉDITION ANNUELLE



réimprimées en miniformat sur papier bible et solidement reliées en 2 volumes, les 10 000 pages de 1977 n'occupent que 8 cm de rayonnage. Le volume correspondant au 1^{er} semestre est sorti. Le second sera prêt dès le 1^{er} février.

Renseignements et spécimens : FRANCE EXPANSION 338 rue Saint Honoré 75001 PARIS Tél. 280.32.09

nouvelle victoire

PEUGEOT

er

1

104

ZS

Après les 24 heures de Chamonix (5 et 6 février 1977), la 104 ZS, pilotée par J.-C. LEFEBVRE, remporte la Ronde Hivernale de SERRE-CHEVALIER-BRIANÇON. Les 104 ZS de Timo MAKINEN et Claude LAURENT se classent 3^e et 9^e. — Rappel du classement : 1^{er} LEFEBVRE (PEUGEOT 104 ZS) ; 2^e SABA (ALPINE A 110) ; 3^e MAKINEN (PEUGEOT 104 ZS) ; 4^e DARNICHE (AUTOBIANCHI A 112 ABARTH) ; 5^e KERK (SAAB) ; 6^e ESPINASSE (ALPINE A 110) ; 7^e JUSTICE (SIMCA RALLYE 2) ; 8^e ANDRUET (FIAT 131 ABARTH) ; 9^e LAURENT (PEUGEOT 104 ZS) ; 10^e GLEIZES (SIMCA RALLYE 2).

RONDE HIVERNALE

SERRE-CHEVALIER-BRIANÇON

كندا من الأصل

LES ÉVÉNEMENTS DE 1977

JANVIER

6. — **TCHÉCOSLOVAQUIE** : signature par une centaine de personnalités de la Charte 77 exigeant le respect des droits de l'homme.

7. — **CHINE** : manifestations monétaires, qui dureront jusqu'au 16, à l'occasion du premier anniversaire du mort de Chou En-lai. Les manifestants demandent le retour au pouvoir de M. Teng Hsiao-ping.

7. — **FRANCE** : arrestation à Paris par la D.S.T. d'un responsable palestinien, M. Abou Daoud. Bien que faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international, délivré le 8 par les autorités judiciaires israéliennes et d'un autre mandat transmis le 11 par Israël, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, réunie le 21, décide sa mise en liberté immédiate.

12. — **FRANCE** : décision du Conseil constitutionnel qui juge contraire à la Constitution la texte de loi autorisant la fouille des véhicules sur la voie publique.

14. — **FRANCE** : remise en liberté de M. Edmond Simeoni, leader autonome corse, arrêté le 25 août 1975 après la fusillade d'Aléria. Il avait été condamné, le 22 juin 1976, à cinq ans d'emprisonnement dont deux avec sursis.

17. — **ÉTATS-UNIS** : exécution de Gary Gilmore, meurtrier d'un gardien de nuit, il avait réclamé l'application de sa peine. Cette exécution, la première depuis 1967, relance le débat sur la peine de mort aux États-Unis.

17. — **FRANCE** : conférence de presse du chef de l'État : le premier ministre est chargé de prendre la tête de la campagne nationale pour les élections de 1978.

19. — **ÉGYPTE** : instaurer du couvre-feu au Caire après deux jours d'émeutes qui ont fait quarante-quatre morts et plus de six cents blessés. M. Sadate renvoie les hausses de prix annoncées le 17.

19. — **FRANCE** : annonce par M. Chirac de sa candidature à la mairie de Paris.

20. — **ÉTATS-UNIS** : investiture de M. Carter comme trente-neuvième président des États-Unis.

20. — **FRANCE** : condamnation à Troupa à la réclusion perpétuelle de Patrick Henry, meurtrier d'un jeune garçon, Philippe Bertrand, qu'il avait enlevé pour toucher une rançon.

23-25. — **ABABIE SAOUDIITE** : voyage de M. Giscard d'Estaing.

23-25. — **ESPAGNE** : violentes manifestations à Madrid. Deux étran-

AVRIL

1^{er}. — **FRANCE** : nomination des vingt-cinq secrétaires d'État qui complètent le gouvernement Barre ; annexion par le groupe Deixonne de la commission de trois mille sept cent vingt emplois dans la sidérurgie lorraine.

3. — **REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO** : nomination comme chef de l'État du colonel Joachim Youbi-Ongando.

7. — **ÉTATS-UNIS** : annonce par le président Carter, pour limiter les risques de prolifération, du report et d'une partie du retraitement des combustibles nucléaires irradiés et ajournement du développement du programme de surrégénérateurs.

7. — **ISRAËL** : annonce par M. Rabin, premier ministre, de son retrait de la vie politique à la suite des poursuites judiciaires engagées contre sa femme et lui-même pour avoir autorisé le réarmement sur le contrôle des changes. M. Shimon Peres lui succède à la tête du parti travailliste au pouvoir. D'assura l'intérim de la présidence du conseil le 16 avril.

7. — **FRANCE** : assassinat du procureur général de Karlsruhe, M. Schuback, révoqué par un « groupe d'action Ulrike Meinhof ».

8. — **ZAÏRE** : intensification de la guerre au Shaba. Le Maroc envoie

une force d'un millier d'hommes. La France met à sa disposition, la 19, dix Transall et un DC 8 pour transporter du matériel à l'exécution de tout personnel. L'opération française durera jusqu'au 15 avril.

9. — **ESPAGNE** : législation du parti communiste.

12. — **FRANCE** : entretien radiotélévisé de M. Giscard d'Estaing sur la politique étrangère. A propos de l'aide française au Zaïre, le chef de l'État déclare : « La France a donné le signal de la solidarité entre l'Europe et l'Afrique ».

13. — **FRANCE** : enlèvement à Paris de M. Revelli-Beaumont, directeur général de Fiat-France et détenu du groupe anarcho-sindicaliste. Ca passe coté à 4 millions.

14-15. — **FRANCE** : séminaire gouvernemental à Rambouillet, presque entièrement consacré à l'examen de la politique économique et sociale avant le plan de douze mois qui sera présenté au Parlement le 26 avril.

17. — **BELGIQUE** : élections législatives marquées par une progression des socialistes-chrétiens de M. Tindemans, premier ministre flamand. D'ailleurs le Rassemblement wallon, avance socialiste en Wallonie et du Front des francophones à Bruxelles. M. Tindemans est chargé le 22

FÉVRIER

1^{er}. — **FRANCE** : refus par M. Chirac des propositions de M. d'Ornano visant à concéder à Paris des titres d'union de la majorité. M. Giscard d'Estaing répond aux « dossiers de l'État » aux questions de son cabinet.

1. — **ETHIOPIE** : tentative de coup d'État échoué par les éléments les plus radicaux de la junte qui prennent le pouvoir. Le général Tsehai Bante, président du conseil militaire provisoire, est tué. Le lieutenant-colonel Mengistu Hailemariam devient l'homme fort du pays. Il sera nommé chef de l'État le 11.

7. — **SUISSE** : ouverture à Genève de la trente-troisième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Un nouveau membre, l'Espagne, Amnesty International rappelle dans un rapport que, depuis l'arrivée au pouvoir du président Amin Dada, les exécutions sommaires ont fait des dizaines de milliers de victimes.

7-8. — **FRANCE** : voyage de M. Giscard d'Estaing en Bretagne. A Pléneuf, il lance la campagne des législatives et déclare que l'on ne compte pas sur moi pour renoncer aux idées sur lesquelles les Français m'ont élu.

9. — **ESPAGNE** : rétablissement des relations diplomatiques, rompues depuis 1939, avec l'U.R.S.S.

12. — **FRANCE** : extension de la zone économique maritime à 200 milles (370 km) dans l'Atlantique, la Manche et la mer du Nord.

13-15. — **NALÉ** : voyage de M. Giscard d'Estaing qui annonce un renforcement de l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud.

15. — **DANEMARK** : succès des sociaux-démocrates aux élections législatives. M. Joergensen renforce sa position bien que son parti reste minoritaire. Échec des libéraux de M. Hartling.

MAI

1^{er}. — **MAURITANIE** : attaque du Front Polisario contre la ville minière de Zouerate ; deux ressortissants français sont tués, six autres sont enlevés.

7-8. — **GRANDE-BRETAGNE** : sommets des pays industrialisés à Londres. L'initiation et le ciblage sont déclarés problèmes prioritaires à résoudre ensemble.

8. — **FRANCE** : référendum sur l'indépendance de Djibouti, approuvé par 88 % des votants.

11. — **FRANCE** : réunion du comité central du P.C., qui approuve la possession par la France de l'arme nucléaire.

12. — **FRANCE** : débat télévisé Barre - Mitterrand essentiellement consacré aux problèmes économiques, sociaux et monétaires. Le P.S. défend le projet de loi de programme commun fait par le P.C. la veille de ce débat.

13. — **ESPAGNE** : retour à Madrid, après trente-huit ans d'exil à Moscou, de Mme Dolores Ibarruri, présidente du P.C.E.

14. — **FRANCE** : élection de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à la présidence du parti radical, qu'il avait volontairement quitté en 1975. Il bat M. Edgar Faure.

16-21. — **MOZAMBIQUE** : réunion à Maputo, sous la présidence de Kurt Honecker, de la Conférence internationale de l'ONU pour le soutien aux pays du Zimbabwe (Rhodésie) et de la Namibie. Une centaine de délégations d'États et

de mouvements de libération sont présents.

17. — **FRANCE** : réunion au sommet des dirigeants des partis signataires du programme commun pour engager des négociations sur l'actualisation du programme. Un groupe de travail, composé de cinq représentants de chaque parti, est mis en place.

17. — **ISRAËL** : élections législatives remportées par la droite nationaliste. M. Menahem Begin, président du Likoud, prend la formation du pays, est appelé à former le gouvernement. Défaite des travaillistes, qui occupent le pouvoir depuis la création de l'État d'Israël, en 1948.

19. — **FRANCE** : élection à Paris du parti républicain (P.R.), qui succède à la Fédération nationale des républicains indépendants. Son secrétaire général est M. Sclison.

19-20. — **AUTRICHE** : rencontre à Vienne entre M.M. Mendele et Vorster, les États-Unis mettent en garde l'Afrique du Sud contre sa politique raciale.

19-21. — **SUISSE** : renouveau Vasser-Grosche sur les armements stratégiques à Genève. Des progrès ont été accomplis pour la poursuite et la conclusion rapide de négociations SALT.

21. — **FRANCE** : prise d'un train et d'une école par des extrémistes maoïstes dans le nord du pays. Plus de cent cinquante personnes sont détenues en otage. Les cent deux enfants de l'école seront relâchés

MARS

13. — **FRANCE** : premier tour des élections municipales ; la gauche enlève à la majorité treize villes de plus de trente mille habitants. M. Chirac devance M. d'Ornano dans onze des dix-huit secteurs de Paris, où les écologistes obtiennent 10,13 % des suffrages.

14. — **R.F.A.** : interdiction par le tribunal administratif de Fulda en-Bretagne de la centrale nucléaire qui devait être édifiée à Wyhl, sur le Rhin, en face de Colmar.

16. — **FRANCE** : cession par M. J.-J. Servan-Schreiber, qui abandonne la présidence, de 45 % des capitaux de « l'Express » à M. Goldsmith.

16. — **ITALIE** : manifestation de deux cent mille personnes (communistes et chrétiens-démocrates) à Bologne pour protester contre les violences.

16. — **LIBAN** : assassinat de Joumblatt, chef de la communauté druze, dirigeant de la gauche. En représailles, plusieurs dizaines de chrétiens sont tués.

16-20. — **INDE** : élections législatives perdues par le parti du Congrès au pouvoir depuis 1947. Mme Gandhi, battue dans sa propre circonscription, a 4 millions de voix.

M. d'Ornano forme le 23 mars un gouvernement comprenant toutes les tendances de la coalition victorieuse.

18. — **REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO** : assassinat du président Marien Ngouabi, chef de l'État depuis décembre 1968. Un comité militaire de onze membres, nommé par le Parti communiste du travail, prend la direction du pays. Cet assassinat sera suivi le 23 par celui du cardinal Bayandza. Six personnes impliquées dans ces meurtres et l'ancien président Massamba-Debat seront exécutés le 28.

20. — **FRANCE** : deuxième tour des élections municipales ; la victoire de la gauche, majoritaire dans le pays, s'amplifie. M. Chirac l'emporte à Paris, où M. d'Ornano est battu. Sept des trente ministres candidats sont battus.

21. — **U.R.S.S.** : avertissement de M. Brejnev aux États-Unis pour qu'ils cessent leurs interventions au Zaire des dissidents soviétiques.

22-24. — **AFRIQUE** : tournée de M. Podgorny, chef de l'État depuis décembre 1968. C'est la première fois qu'un chef d'État soviétique se rend en Afrique noire.

23. — **FRANCE** : assassinat de Tramon, meurtrier, le 25 février 1972, du militant maoïste Pierre Overney. L'attentat est revendiqué par les « nouveaux armés pour l'antagonisme populaire » Pierre-Overney.

25. — **FRANCE** : élection de M. Chirac comme maire de Paris.

26. — **ITALIE** : réunion à Rome des chefs d'État et de gouvernement de la C.E.E. pour le vingtième anniversaire du traité de Rome.

27. — **ESPAGNE** : collision entre deux Boeing-747 sur l'aéroport de

Santa-Cruz-de-Tenerife ; cinq cent soixante-quinze morts ; soixante-cinq blessés.

29-30. — **U.R.S.S.** : échec de la première visite de M. Cyrille Vanier, M. Brejnev rejette les deux propositions américaines pour la conclusion d'un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques.

30. — **FRANCE** : formation du deuxième gouvernement Barre, qui comprend quatre ministres, dont seulement deux nouveaux : M. Peyrefitte (R.P.R., Justice) et M. Monory (senateur centriste, Industrie, Commerce et Artisanat). Les trois ministres d'État : M.M. Guichard (R.F.R.), Lecanuet (C.D.S.), Foulatowski (R.I.) ont voté. M.M. Durafour et Brousse, battus aux municipales à Saint-Etienne et Béziers, et Mme Giroud battue à Paris, quittent le gouvernement. Plusieurs ministres de l'Industrie et de la recherche et de la culture et de l'environnement.

31-1^{er} avril. — **ISRAËL** : visite de M. de Guiringaud. Selon les deux parties, les entretiens ont consacré la normalisation des relations entre Paris et Jérusalem.

JUIN

3. — **MAROC** : élections législatives auxquelles ont participé les partis d'opposition, qui obtiennent soixante-deux sièges sur cent soixante-seize. Un communiste siègera au Parlement. Le mouvement des indépendants domine la nouvelle Assemblée.

4. — **U.R.S.S.** : publication du projet de Constitution. La création d'un poste de premier vice-président du présidium permettra le cumul des fonctions de chef d'État et de chef du parti.

5. — **TURQUIE** : élections législatives ; malgré les progrès de la gauche, les trois partis de la droite gardent la majorité absolue à la

chambre. Le gouvernement de M. Demirel sera investi le 1^{er} août.

9-10. — **FRANCE** : visite du général Mouton, président du Zaïre.

14. — **FRANCE** : débat à l'Assemblée nationale sur l'élection au suffrage universel du Parlement européen. Le R.P.R. avait demandé, le 7, l'ajournement du projet de loi. M. Barre est autorisé à engager la responsabilité du gouvernement. Le projet de loi sera adopté sous vote le 16, aucune motion de censure n'ayant été déposée.

15. — **ESPAGNE** : élections législatives, les premières à se dérouler librement depuis 1938. Le parti de

1^{er}. — **ÉTATS-UNIS** : réception à la Maison Blanche de dissidents soviétiques Vladimir Boukovski ; extension à 200 milles de la zone de pêche réservée aux États-Unis, qui couvrent désormais 10 % des ressources vivantes productives dans l'ensemble des océans mondiaux. L'Union soviétique étend aussi sa zone de pêche à 200 milles.

2. — **ESPAGNE** : rencontre « euro-communiste » à Madrid entre les P.C. espagnol, français et italien.

4. — **ROUMANIE** : très violent tremblement de terre ; un millier de morts, des milliers de sans-abris.

7. — **FRANCE** : mise en service, avec vingt-deux mois de retard, du premier réacteur de Fessenheim, le premier réacteur à eau pressurisée.

7. — **PAKISTAN** : élections législatives remportées par M. Bhutto, mais l'opposition dénonce de graves irrégularités. De violents affrontements opposent des manifestants à l'armée le 11.

7-9. — **ÉGYPTE** : sommets à Strasbourg du Caire. L'Arabie Saoudite fait un don de 5 milliards de francs aux pays d'Afrique noire.

10. — **FRANCE** : évacuation du palais de justice de Nice d'Albert Spaggiari, considéré comme le « cerveau » du gang qui, en juillet 1976, avait dévalisé les coffres de la Société générale à Nice, emportant une somme estimée à 60 millions de francs.

11. — **ESPAGNE** : amnistie pour tous les détenus politiques, à l'exception des auteurs de crimes de sang.

12-30. — **AFRIQUE** : voyage de M. Fidel Castro en Libye, Somalie, Éthiopie, Tanzanie, Mozambique, Angola.

17. — **ESPAGNE** : législation de sept partis politiques dont le parti socialiste ouvrier et le parti socialiste populaire.

19-22. — **PROCHE-ORIENT** : visite de M. de Guiringaud au Liban, Syrie, Jordanie, Égypte. D'entrepreneurs au Caire avec un responsable de l'O.L.P.

21. — **FRANCE** : refus de M. Giscard d'Estaing de recevoir en personne l'ambassadeur soviétique contestataire André Amalrik.

22. — **ÉTATS-UNIS** : lettre de soutien du président Carter à Sakharov.

23. — **ALGERIE** : élection de l'Assemblée populaire nationale ; 30 % des élus appartiennent au corps enseignant. Elle élit comme président M. Rabah Bitat, un des chefs historiques de la révolution.

27. — **FRANCE** : occupation de Santa-Nieves-Chilés par un groupe de chrétiens traditionalistes.

30. — **FRANCE** : formation du deuxième gouvernement Barre, qui comprend quatre ministres, dont seulement deux nouveaux : M. Peyrefitte (R.P.R., Justice) et M. Monory (senateur centriste, Industrie, Commerce et Artisanat). Les trois ministres d'État : M.M. Guichard (R.F.R.), Lecanuet (C.D.S.), Foulatowski (R.I.) ont voté. M.M. Durafour et Brousse, battus aux municipales à Saint-Etienne et Béziers, et Mme Giroud battue à Paris, quittent le gouvernement. Plusieurs ministres de l'Industrie et de la recherche et de la culture et de l'environnement.

31-1^{er} avril. — **ISRAËL** : visite de M. de Guiringaud. Selon les deux parties, les entretiens ont consacré la normalisation des relations entre Paris et Jérusalem.

PARMI LES MORTS DE L'ANNÉE

- JANVIER**
 - 1. — Emile Emmanuel, P.D.O. du « Parisien libéré ».
 - 2. — Errol Garner, pianiste de jazz américain.
 - 12. — Henri-Georges Clouzot, cinéaste français.
 - 13. — Henri Langlois, fondateur et animateur de la Cinéma-thèque française.
 - 14. — Lord Avon (Sir Anthony Eden), ancien premier ministre de Grande-Bretagne.
 - 14. — Anis Nis, romancier, écrivain et chanteur.
 - 18. — Dzemal Bjeditch, chef du gouvernement fédéral yougoslave.
- FÉVRIER**
 - 1^{er}. — Mgr Rhodola, président du Secours catholique français.
 - 2. — Eric Weil, philosophe.
 - 11. — Bernard Lafay, président du Conseil de Paris.
 - 19. — Anthony Crosland, secrétaire du Foreign Office.
- MARS**
 - 6. — Marcel Duhamel, traducteur et écrivain.
 - 13. — Jan Patocha, philosophe tchécoslovaque.
 - 29. — Dominique de Roux, écrivain.
- AVRIL**
 - 11. — Jacques Prévert.
 - 22. — Henri Marrou, membre de l'Institut.
- MAI**
 - 5. — Ludwig Erhard, ancien chancelier d'Allemagne fédérale.
 - 10. — Joan Crawford, actrice américaine.
 - 16. — Modesto Keltta, ancien président du Mali.
 - 23. — Pierre Abelin, vice-président du C.D.S., ancien ministre.
 - 25. — Eugène Guinzbourg, écrivain soviétique.
- JUIN**
 - 3. — Roberto Rossellini, cinéaste italien.
 - 18. — Werner von Braun, créateur de la NASA.
- JUILLET**
 - 2. — Vladimir Nabokov, écrivain.
- AOUT**
 - 4. — Ernst Bloch, philosophe allemand.
 - 18. — Elvis Presley, chanteur américain.
 - 17. — Tibor Déry, romancier hongrois.
 - 19. — Groucho Marx, le plus célèbre des Marx Brothers.
 - 21. — Pierre Cot, ancien ministre, ancien député.
- SEPTEMBRE**
 - 3. — Jean Rostand, de l'Académie française.
 - 12. — Robert Lowell, poète américain.
 - 13. — Leopold Stokowski, chef d'orchestre américain.
 - 16. — Maria Callas, cantatrice grecque.
 - 25. — Lucie Faure, romancière.
- OCTOBRE**
 - 12. — Henry Rey, ancien ministre.
 - 25. — Félix Gouin, ancien président du Conseil.
 - 27. — James Cain, écrivain américain.
- NOVEMBRE**
 - 5. — René Goscinny, scénariste de bande dessinée.
 - 5. — Giorgio La Pira, ancien maire de Florence.
 - 5. — Alexis Stakhanov, ancien mineur du choc soviétique.
 - 18. — Georges Friedmann, père de la sociologie industrielle.
 - 18. — Kurt von Schumacher, ancien chancelier d'Autriche.
- DÉCEMBRE**
 - 6. — Raoul Polleveau, apôtre de l'Église.
 - 15. — Alexandre Galich, poète chanteur soviétique.
 - 24. — Bernard Gregory, député général à la recherche scientifique et technique.
 - 25. — Charlie Chaplin.
 - 26. — Howard Hawks, cinéaste.

le 27. Les cinquante otages du train et les quatre professeurs de l'école seront libérés par une action de commando de fusiliers-marins néerlandais le 11 juin ; il y a huit morts (deux otages, six terroristes). Les auteurs de cette prise d'otages seront condamnés le 22 septembre à des peines allant de six à neuf ans de prison.

24. — **BELGIQUE** : conclusion d'un pacte communautaire. Il y aura trois régions (Bruxelles, Flandre, Wallonie), deux communautés (francophone et néerlandophone). Chaque région aura son gouvernement et son parlement, chaque communauté son assemblée.

24. — **U.R.S.S.** : plénum du comité central du P.C. soviétique ; exclusion de M. Podgorny du bureau politique. Approbation du projet de Constitution présenté par M. Brejnev pour remplacer la Constitution de Staline appliquée depuis 1936.

25. — **PAÏSE-BAS** : élections législatives ; victoire de l'É.P. et surtout du premier ministre sortant, M. Joop den Uyl ; gain des libéraux, maintien des chrétiens-démocrates.

26. — **ZAÏRE** : annonce officielle de la fin de la guerre du Shaba. Le contingent marocain ne participera plus aux opérations depuis le 20 mai.

30-31 juin. — **FRANCE** : réunion de la conférence ministérielle Nord-Sud. Les participants n'ont pu jeter les bases d'un nouvel ordre économique.

M. Suarez, qui reste premier ministre, obtient 34 % des suffrages, la parti socialiste ouvrier de M. Gonzalez, 29 %.

16. — **REPUBLIQUE D'IRLANDE** : élections législatives perdues par le gouvernement de M. Cosgrave, le Fine Gael. Raz-d-marée du Flanna Fail de M. Lynch qui sera élu premier ministre le 5 juillet.

16. — **D.R.S.S.** : élections par le Soviet suprême de M. Brejnev, secrétaire général du P.C., comme président du présidium du Soviet suprême, soit chef de l'État.

16-17. — **R.F.A.** : trentième sommet franco-allemand. Bonn et Paris mettent fin « jusqu'à nouvel ordre » aux exportations d'installations nucléaires. Accord sur l'étude de la construction d'un moyen-courrier européen.

17. — **U.R.S.S.** : lancement réussi par une fusée soviétique du satellite français Astronave.

17-19. — **FRANCE** : congrès du P.S. à Nantes. M. Mitterrand confirme et accentue son engagement sur la formation d'un « nouveau » parti communiste. Accord sur l'étude de la construction d'un moyen-courrier européen.

20-22. — **FRANCE** : visite de M. Brejnev, accueilli avec des égards exceptionnels.

21. — **ALGERIE** : libération de six Français détenus pour des délits économiques.

22. — **ESPAGNE** : rencontre entre M.M. Suarez, premier ministre, et Carrillo, secrétaire général du P.C.E.

23. — **FRANCE** : exécution de Jérôme Carrette, condamné à mort le 1^{er} février pour le meurtre d'une fillette de huit ans.

25-26. — **IRAQ** : voyage de M. Barre. Bagdad confirme, le 7 juillet, une importante commande de matériels militaires représentant 7 milliards de francs.

27. — **DJIBOUTI** : accession à l'indépendance dans le calme. Dans un message, M. Giscard d'Estaing souhaite l'établissement d'un pacte de solidarité entre l'Afrique et l'Europe. M. Hassan Gouled est élu président de la République.

29-30. — **GRANDE-BRETAGNE** : réunion du Conseil européen à Londres. Les Neuf adoptent une déclaration qui préconise la création d'une « patrie » paléstinienne.

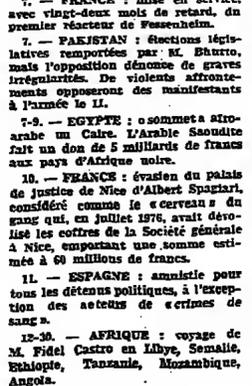
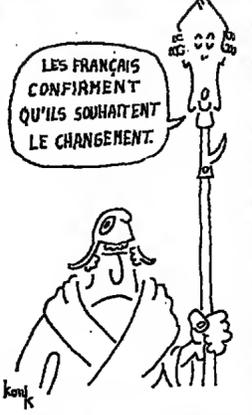
it la justice

rouvée

le re EOT

04 75

RNALE



ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

De un an à douze mois de prison

Le quotidien de Bruxelles. LA LIBRE BELGIQUE, publie ce conseil à ses lecteurs : « On croit rêver en apprenant que, dans l'administration pénitentiaire, et en application très stricte des lois, il y a une différence de cinq jours entre un an de prison et douze mois de la même peine. »

« L'article 25 du code pénal a précisé très clairement que la durée d'un mois de prison est de trente jours ; par contre, le même code n'a rien précisé concernant la durée d'une année, et on doit en déduire qu'il s'est référé à l'année civile. »

« Si vous risquez un an de prison ou davantage, essayez de faire libérer la condamnation en mois : vous y gagnerez cinq jours par an. »

« La précaution est particulièrement utile les années bissextiles, où le compte en mois fait gagner six jours. Retenez bien cela pour 1980 et 1984 : ça peut toujours servir. »

La cuisine qui réchauffe le cœur

Les Américains sont devenus des fanatiques de la bonne cuisine, raconte l'hebdomadaire TIME. Il suffit, pour s'en assurer, de voir les rayons d'alimentation des grands magasins « Chez Macy's », à New-York, ou de traverser deux cents variétés de fromages, cent de confitures, cinquante de pain, une douzaine de café et quarante de thé ; à Seattle, sur la côte ouest, Truffles vend des truffes fraîches, 32 espèces de pâtes, 45 de miel, 750 de vins. (...) Les plats « dans le vent » ont été successivement le châteaubriand, le steak tartare, la fondue, le boeuf bourguignon, la paella, le coq au vin, la sole meunière et les tripes à la mode de Caen. Aujourd'hui, les cuisines indienne, indonésienne, vietnamienne, chinoise et japonaise sont à l'honneur. (...)

« Un dîner anglais, Terence Conran, auteur de livres de cuisine, écrit : « Grâce à Dieu, nous sommes enfin revenus à la situation quasi méditerranéenne où la cuisine est à nouveau le cœur de la maison. (...) Pour un nombre grandissant d'Américains, elle est redevenue la pièce chaude, joyeusement mélangée, où la famille et les amis se retrouvent pour partager les odeurs et le parfum du repas qui mijote et s'en régaler ensemble. (...) »

« Le mouvement féministe a joué son rôle dans cette affaire en répétant que la cuisine est aussi la place des hommes. D'ailleurs, beaucoup d'Américains avaient déjà expérimenté du « bonbon » au jardin et étaient tout prêts à transplanter leurs talents dans la maison. (...) »

« Le docteur Bernard Simon, chef de clinique de chirurgie plastique à New-York, soixante-cinq ans, dit : « A ce stade de ma vie, je préfère donner que prendre. Je trouve que faire la cuisine est une jolie façon de faire un cadeau aux autres. »

Les nouvelles pistes de Heathrow

La station de métro de Heathrow qui, depuis quinze jours, relie l'aéroport à Londres en 40 minutes, fait l'objet d'une surveillance souterraine de la police, et pas seulement à cause de terroristes potentiels. Selon THE SUNDAY TELEGRAPH, « des gradés patrouillent discrètement dans les couloirs qui relient la station aux trois terminaux de l'aéroport à la recherche de contrebandiers en planches à roulettes. Parmi les tenants de ce sport, la nouvelle s'est en effet répandue comme une traînée de poudre que les corridors et les rampes d'accès des nouvelles installations sont un paradis pour les « Hélocoptères ». Plusieurs bandes de jeunes ont déjà été prises de remonter à considérer les nouveaux souterrains de Heathrow comme des pistes de skate-boards. »

EL PAIS

Cercueil hors de prix

La grève des fossoyeurs a posé de graves problèmes à Madrid. Les familles des morts se sont rendues en cortège, avec fleurs et couronnes, au centre de la ville où leur manifestation a été dispersée par la police. L'un des grièvement blessés a ainsi résumé la situation au quotidien EL PAIS :

« Nous voulons des salaires équitables à ceux des ouvriers du bâtiment, c'est-à-dire 15 000 pesetas par mois (840 F). Nous demandons aussi de meilleures conditions de travail. Bientôt, vers la mi-janvier, vont commencer les exhumations : on détecte des corps pour aller les déposer dans de nouvelles sépultures. Nous sommes obligés de prendre les cadavres à bras-le-corps, et il s'agit souvent de cadavres de plus de cinq ans. Au bout d'un certain temps, nous retrouvons nos manches de chemise et nous faisons le travail sans prendre aucune précaution d'hygiène. Beaucoup d'entre nous cachent à leur famille ce genre d'activité, par peur de les dégoûter. Et tout cela pour un traitement de 6 000 pesetas (337 F) par mois : à peine de quoi s'acheter un cercueil ! »

The Japan Times

Les Japonais aussi...

Selon le Livre blanc sur la jeunesse, présenté chaque année par le cabinet du premier ministre et dont le JAPAN TIMES se fait l'écho, 2 % des élèves des classes terminales des lycées japonais regardent la télévision de deux à trois heures par jour pendant la semaine alors qu'en 1956 68 % d'entre eux ne la regardaient que rarement :

« Quarante et un pour cent des « terminales » n'avaient pas lu un seul livre depuis un mois quand l'enquête a été faite en 1976, contre 63 % en 1956 et 91 % vingt ans. Les journaux hebdomadaires et mensuels étaient les instruments de travail les plus répandus chez les jeunes. Aujourd'hui, les « comics » les dépassent largement en popularité. En 1956, de nombreux jeunes interrogés déclaraient que leur but, dans l'existence, était de mener « une vie saine et honnête » ou de se « dévouer au bien de la société ». Aujourd'hui, ils parlent de « vivre avec facilité » ou « de la manière la mieux adaptée à ses goûts ». La plupart des jeunes interrogés veulent cependant « fonder une famille heureuse. »

« Enfin, si les jeunes sont prêts à profiter de l'expérience de leurs parents, ils ne veulent en aucune manière qu'on les force à suivre les mêmes voies. »

En conclusion, le rapport suggère que « les adultes considèrent les jeunes comme une « force sociale vitale du vingt et unième siècle » et « messagers du siècle à venir. »

Lettre de Louisville (Kentucky) Une odeur de tabac et de bourbon

Le bras de la statue de Louis XVI semble désigner, au lieu d'un geste gracieux et nonchalant à la fois, l'hôtel de ville situé de l'autre côté de la rue. Cette effigie en pied, sculptée en marbre blanc de Carrare, en 1827, et qui, malgré l'échec du drap, pèse ses 15 tonnes, avait été commandée sous la Restauration par la municipalité de Montpellier (Hérauld), en guise d'« exploitation » à l'égard du roi guillotiné. En 1833, elle était remisée dans un dépôt pour des raisons politiques évidentes. En 1967, le maire de Montpellier découvrit un moyen élégant de se débarrasser de cette encombrante œuvre d'art... an l'offrant à la municipalité de Louisville (Kentucky), qui l'accepta de bon cœur. On sut quelque peine, cependant, à convaincre les édiles de la cité américaine de ne pas procéder à l'installation solennelle de la statue sur son nouveau socle. A l'occasion du 14 juillet, comme ils en avaient d'abord exprimé l'intention...

L'assemblée législative de Virginie avait, à la fin du dix-huitième siècle, la charge d'administrer les nouveaux territoires qui allaient devenir l'Etat du Kentucky. Par gratitude envers Louis XVI, qui venait d'apporter en aide aux treize colonies rebellees contre l'Angleterre, l'assemblée donna, en 1780, le nom de « Louisville » au petit campement de pionniers établi sur la rive méridionale de l'Ohio, à la hauteur de rapides de l'Ohio, en tant que quartier général de la garnison militaire, une unité excessive pour les « pionniers ». Clark campa au printemps sur Combs Island, une petite île située en amont des rapides, aujourd'hui engloutie par l'Ohio, et qui devait son nom au fait que des Indiens y recrutaient du méta sauvage. Clark et sa troupe partirent en juin, mais les « pionniers » séduits par le site, intéressés par le maïs et peu désireux de voir des soldats anglais de trop près, s'installèrent. En tout, « onze couples mariés, vingt-six enfants, quatre célibataires et un esclave noir appelé Caton ». De façon très américaine (le goût du confort écrit), ils rédigèrent une charte, ils élurent un conseil, c'est-à-dire des mandataires, dont on retrouve encore les noms aujourd'hui, singulièrement multipliés dans l'annuaire téléphonique de Louisville (Harrod, Bullitt, Patton, etc.) se moquant d'accorder sur un plan, partageant le terrain en lots et le trent ces derniers au

sort au cours d'une loterie publique. Le premier hiver est très dur. Plusieurs tentes et vieillards meurent de froid. Mais l'établissement se maintient. La ville est née. LES batelliers qui descendent l'Ohio doivent procéder à une rupture de charge à la hauteur des chutes (jusqu'à ce qu'une écluse régularisant le cours de la rivière soit construite au milieu du dix-neuvième siècle). Il leur est interdit de transporter les marchandises en transit, des suberges pour les voyageurs contraints à une escale forcée. Des industries annexes, notamment une florissante prostitution, suivent le mouvement. Les immigrants anglais, écossais, irlandais puis allemands (ces derniers formant peut-être le groupe le plus important numériquement) affluent. Quelques français aussi, au moins dans les toutes premières années. L'origine de ces derniers est triple : il y a les huguenots qui ont fui en Hollande ou en Prusse après la révocation de l'édit de Nantes et qui, après d'étonnantes péripéties et quelques généralisations, aboutissent à Louisville. Il y a les colons chassés du Québec par les « maudits Anglais » et qui au cours du « grand défranchement » se sont fixés ici, au lieu de poursuivre leur route vers la Louisiane et la Nouvelle-Orléans. Il y a enfin les émigrés de la Révolution de 1789, ci-devant gentilshommes craignant pour leur vie, bourgeois ruinés ou compromis, ou simples gens que l'ébranlement général de la société a incités à tenter l'aventure.

A Portland et Shippingport, deux faubourgs peu à peu absorbés par la ville, on parle français au début du dix-neuvième siècle. L'enseignement, de même que les sermons, sont délivrés dans cette langue. Jean et Louis Terascon, qui ont fui la cité méridionale française du même nom par peur de la Révolution, étaient un grand maître de commerce et d'armement fluvial à Shippingport. Leur beau-frère, Jacques Berthoud, construisait une meunerie actionnée par le courant de l'Ohio et considérée à l'époque comme une des plus importantes de la plus moderne des Etats-Unis. Une crèche de la rue de la République en 1832, et Portland est à son tour ruinée, en tant que centre commercial, par la construction en 1851 du chemin de fer Louisville-Frankfort-Lexington. Les familles françaises, qui avaient gardé leurs traditions et leur langue dans les faubourgs, sont rapidement assimilées par la culture dominante quand elles s'installent en ville. Le processus est toujours en cours. Les républicains de la guerre civile Mises part quelques noms de famille, d'ailleurs prononcés à l'anglaise, plus rien ne rappelle aujourd'hui ce lointain passé français.

Les faveurs des citoyens de Louisville se partagent entre le Nord et le Sud pendant la guerre civile (les deux présidents, celui de l'Union, Abraham Lincoln, et celui de la Confédération, Jefferson Davis, sont nés dans le Kentucky). Cette ambigüité, qu'explique la géographie, se retrouve aujourd'hui. La ville n'appartient vraiment ni au Sud ni au Middle West. Elle n'a ni le culpabilité du Sud ni les paysages désertiques, générateurs d'ampères, du Middle West, mais mêle les deux traditions, généralement dans ce qu'elles ont de meilleur. Le voyageur yankee (c'est-à-dire originaire du Nord) pourra être abasourdi par la lourde excent du Sud d'un barman local. Les buvettes entre copains, les manifestations sportives, les réunions politiques, un particulier celles du parti démocrate, sont l'occasion d'une débauche d'expressions audacieuses, de grandes tapes dans le dos et d'évocations émus des « Good ol' boys » (« braves gars »). On ne ferait pas mieux à Plains (Georgie), une canette de bière à la main, en compagnie de Billy Carter, le pittoresque frère du président, qui se définit lui-même comme un « redneck » (un « péquanon du Sud »).

La grande bourgeoisie d'affaires de la ville évite au revanche tout ce qui pourrait ressembler à une imitation trop chantante ou trop naïf, évocatrice du Sud profond. Les businessmen ont les manières de leurs collègues des grandes cités du Middle West. Louisville est la plus grande centrale mondiale pour la fabrication de cigaretttes, et l'un des tout premiers pour celle du bourbon et du gin. Il flotte parfois sur les quartiers industriels une odeur de tabac et d'alcool qui monte des distilleries et des manufactures. Les produits de base ne viennent pas de loin. Les champs de tabac et de maïs (pour le bourbon) commencent à la sortie de la ville. Un décret local, avant la seconde guerre mondiale, interdisait les mariages interracial, et punissait d'une amende le directeur d'école qui aurait eu l'idée incroyable de mettre des enfants blancs et noirs dans la même salle de classe. Tout cela semble appartenir à un autre monde. Les républicains réalistes ont été abolis, la déségrégation scolaire est strictement et sévèrement appliquée. Mohammed Ali, alias Cassius Clay, qui est né et s'est développé dans un des quartiers les plus pauvres de la ville, presque uniquement peuplé de Noirs, ne se verra plus refuser comme jadis l'accès d'un restaurant « chic » du centre. Le préjugé racial prend des formes plus subtiles. On a été M o r s m m e d A l i, vainqueur du « match du siècle », mais des citoyens ont obtenu qu'on débaptise

la rue à laquelle on avait donné un peu rapidement son nom. Elle traversait un quartier majoritairement blanc... La cité proprement dite compte 300 000 habitants, et l'agglomération urbaine environ 870 000. Un quart d'entre eux sont noirs. Ils habitent pour la plupart dans le centre ou dans les quartiers ouest (le triste West End). L'Est appartient aux Blancs aisés, qui y tendent leurs vertes pelouses devant leurs confortables maisons particulières. Blancs et Noirs ne se côtoient vraiment qu'aux heures de travail dans le centre de la ville (« Downtown »), que la plupart des résidents aisés ont déserté et où les gratte-ciel des banques et des grands hôtels voltigent avec les taxis et les terrains vagues.

Le maire, M. Harvey Sloane, un jeune patricien au sourire kennedien à qui l'on prête, en dépit de son apparent nonchalance, de grandes ambitions politiques, croit possible de réintégré la vie dans le cœur de la cité. Il termine son mandat à la fin de l'année (il n'est pas rééligible), et sa balance dans son l'autour du drap américain et de celui, trappé de trois fleurs de lys (Louis XVI, toujours...), de la ville. Sa confrontation fut fatale à l'ancien maire, une profession de médecin dans un dispensaire social. La philanthropie traditionnelle n'est pas morte à Louisville, mais si elle prend des aspects moins désuets que les ventes de charité de jadis... Il faut que l'on ait envie de se promener à pied dans la centrale. Il faut cesser de raser des bâtiments « anciens » qui sont aussitôt remplacés par des parkings... explique M. Sloane.

De fait, à Louisville, on rénove tout ce qui a plus de cinquante ans d'âge. Des entrepôts en briques noires, près de l'Ohio, ont été plusieurs fois transformés en un musée, l'autre en théâtre. Les détruire eût été un scandale : il a débüté de la fin du siècle dernier... La quatrième rue, traditionnellement la plus animée, a été transformée en « Mall », interdite aux voitures, plantée d'arbres, et agrémentée d'un « bi-lot » avec terrasse en plein air. C'est une rupture avec la tradition puritaine qui veut que l'on ne s'exhibe pas, pour boire ou manger, aux yeux des passants (surtout dans le Sud, où l'on craint d'être l'envie, ou les moqueries, des Noirs). Une vieille dans de Louisville commente ces « innovations » avec nostalgie. Elle évoque le temps lointain où, le samedi soir, garçons et filles roulaient lentement en voiture dans cette rue, pratiquant, de façon traditionnelle pour l'Amérique, l'art éternel de la drague et les riles des oremières amours. DOMINIQUE DHOMBRES.

IRLANDE

Après « le Baladin du monde occidental »

EN juillet dernier, révoquant Belfast et les vaines inscriptions de ses murs : « Brits out ! Peace in ! » (« A la porte les Britanniques ! Vive la paix ! ») « Sectarismisme aux travailleurs », je me demandais : Qui apportera un message de paix à cette malheureuse Irlande du Nord ? Il y a des artisans de paix à Belfast, o a a u u ou innocuus. Mais l'Irlande porte aussi des œuvres, sorties de ses profondeurs, qui ont parfois été reconuues comme irlandaises dans le monde entier avant de l'être chez elle, et qui l'interpèlent en permanence. Aucune n'y a suscité autant de controverses que le Baladin du monde occidental, saccuue a'est restée d'une aussi brûlante actualité.

On sait que, pendant ses séjours à Paris, John Millington Synge rencontra la révolutionnaire à demi irlandaise Maud Gonne, adhéra à son Association irlandaise, fondée à Paris à la fin de 1896, puis lui envoya sa démission au printemps suivant. « Je souhaite, écrit-il, alors, travailler à ma façon pour la cause de l'Irlande, et je ne pourrais former le faire si je me mêle à un mouvement révolutionnaire et à demi-militaire. » De 1898 à 1902, Synge passa plusieurs semaines chaque été dans la pauvre chaumière d'une famille des Fies Aran, au large de Galway ; mais il séjourna aussi dans le Wicklow et dans le Kerry. Il portait le peuple irlandais en lui comme un problème,

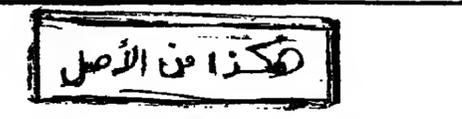
comme un appel auquel il devait répondre. Sa réponse dans laquelle il mit le plus de lui-même, c'est le Baladin du monde occidental. Plus je l'écoutais, plus cette pièce me parle d'aujourd'hui, malgré tout ce qui sépare l'Irlande britannique de 1897 des deux Irlandes de 1977.

Son action se passe dans un misérable cabaret du Mayo, en pleine campagne, ou plutôt en pleine nature. Pegeen, la jeune fille de cabaretier, est plus ou moins fiancée, faite de trouver mieux à Shawn Keogh, un gros jeune homme riche qui possède un troupeau de génisses et un beau taureau bleu, mais qui tremble devant le prêtre de la paroisse. Il n'y a plus de Danne Sullivan pour faire sauter l'œil d'un gendarme, représentant de l'autorité britannique, ni de Marcus Quin pour multiplier les brèches de quelque landlord britannique.

La vérité de l'imagination

Mais, ô stupéur ! le père du jeune triomphateur paraît, la tête enveloppée d'un bandage. Il s'est reçu qu'un petit coup de bêche, et s'est lancé presque aussitôt à la poursuite de son fils. Christy, d'abord terrifié, puis exaspéré d'être traité de menteur par Pegeen, se saisit à nouveau d'une bêche, et se lance à la poursuite de ce père inapprouvable, dont un moment après, on annonce qu'il a tué Pegeen vante-revenir vers lui ? Pas du tout : elle vient d'apprendre l'abîme qu'il y a entre une hé-

ritaine. Bon débarras, se dit Shawn ; voilà la paix revenue ; maintenant nous pouvons nous marier. Mais Pegeen lui envoie une taloche : « Fiche la camp ! » Et elle lance une lamentation : « O douleur ! J'ai perdu le Baladin du monde occidental. » Pegeen, c'est l'Irlande qui veut et se veut pas le Baladin du monde occidental et la poésie, mais pas les coups de bêche. Dans cette pièce, impitoyable en apparence, mais ardente, Synge montre qu'il se liera pas Pegeen de sa peine ni le vieux Shawn, toujours tremblant, ni le baladin, si romantique soit-il, et symbolique du défilé à l'autorité, ne l'ont vraiment aimé telle quelle est ; ni le troupeau de génisses et le beau taureau bleu, ni le braconnage, la révolte et l'ivresse verbale ne lui ont, en fin de compte, rien apporté. Entre Christy et Pegeen, la rencontre ne s'est faite que le temps d'un éclair, une rencontre en paroles et en rêve qui leur laissera un éternel regret. La révolte de Christy a produit finalement qu'une imitation du père, en substituant une tyrannie à une autre. deux baladins, désormais, parcourront l'Irlande sans la voir. Pour sa part, Synge regarde son pays bien en face : il aperçoit ses faiblesses, ses incertitudes ; il ne le flâte pas. Comme Keats, il n'est « sûr de rien, si ce n'est de la sainteté de l'affection du cœur et de la vérité de l'imagination. » RENÉ FRÉCHET



La creatio

RADIO-TELEVISION

LES TROUBADOURS SUR TF 1

L'amour fou contre l'Inquisition

Il faut dépasser les dix premières minutes un peu « servies » un peu « documentaires » (catalogue épais de faits et dates), pour plonger ensuite — et jusqu'à la fin — dans la vie dans l'effervescence bouillonnante de la poésie médiévale et méditerranéenne. Elle bouillonnait, cette poésie des troubadours. Guillaume IX d'Aquitaine faisait rire son entourage avec le récit de son expédition désastreuse en tant que Croisé. Amoureux d'une femme appelée Dangereuse, il fut un des grands et des premiers poètes.

Marc Abou, l'enfant trouvé, Beaucourt de Ventador, Ribault d'Orange, Girault de Bornell, les Troubadours — titre donné à l'émission de Jacques Roubaud et Jean-Pierre Frévolet — étaient « des rois, des princes, des comtes et des barons, des petits chevaliers, des aventuriers, des orfèvres, des bourgeois, des vauriens ».

Il y eut même des femmes. Invités de châteaux en châteaux (ils vont jusqu'en Catalogne, en Italie, au Portugal), ils chantaient l'amour fou comme les surréalistes, amour fou, mais parfois chaste. La dame qui invitait son chevalier à passer une nuit avec elle, l'invitait aussi à ne pas dépasser les caresses, épreuve difficile qui devait témoigner de son respect. On dit que l'amour est né au douzième siècle.

Is chantaient la guerre et les croisades, ils s'en moquaient aussi. Les poètes des troubadours, qui a réinventés les mœurs de l'époque, pouvait prendre l'apparence d'une satire morale, religieuse, politique. Quand la France royale, prenant prétexte du phénomène cathare, déclenche la croisade contre l'Occitanie, elle pourchasse même les troubadours qui n'étaient pas cathares, mais leur chant d'amour est suspect.

En 1100, Guillaume IX... En

LES LOIS DU FEUILLETON

A propos d'« Au plaisir de Dieu »

De 1906 aux années 50, un aristocrate français, issu d'une grande famille légitimiste, « qui n'a pas participé au pouvoir depuis 1830 », tente de maintenir, dans son château de province, une idéologie de classe, une manière de vivre traditionnelle et l'unité de son clan. Mais le fil du temps et des changements inévitables de l'histoire, tout s'effrite, puis s'effondre, chez ces nobles qui avaient pour devise « Au plaisir de Dieu ».

A certains égards, *Sosthène de Plessis-Voudreuil*, le patriarche, ressemble au « Guépard » sicilien dont Luciano Visconti peignit magistralement la décadence, au seuil de temps nouveaux pour l'Italie du dix-neuvième siècle. Mais Visconti plaçait sa reconstitution historique dans l'ère d'une analyse marxiste. « Au plaisir de Dieu », feuilleton en six films d'une heure trente présenté par TF1 pour les fêtes, ne prend pas cette distance. Cela ne gêne pas un public friand de sagas familiales et qui fait à celle-ci le même succès qu'aux « Gens de Mogador » (pour ne citer que cet autre feuilleton déjà réalisé par Robert Mazoyer). La critique, par contre, s'est séparée en deux camps. « Pour » à droite et « contre » à gauche.

Un homme de droite

Les aristocrates que fait revivre Mazoyer sont moins en cause que leur mémorieliste, Jean d'Ormesson, auteur du roman adapté. Pour libéral qu'il soit et se dise, l'ancien directeur du *Figaro* n'en est pas moins un homme de droite. Et les personnages de sa propre famille ont inspiré ceux de « Au plaisir de Dieu ». Voilà bien de quoi provoquer, à gauche, plus que des réticences. L'œuvre d'un inconnu ou d'un simple écrivain de romans populaires n'aurait pas été accueillie de cette façon.

Et si cette querelle était vaine ! Si les lois du feuilleton étaient plus fortes que les préjugés idéologiques ! On n'a pas assez remarqué que Paul Savatier, l'adaptateur, avait adroitement transformé le roman de Jean d'Ormesson en une série de scènes et d'épisodes où c'est le temps, le rapport au monde extérieur, qui fait prendre la distance entre Sosthène et les valeurs auxquelles il se raccroche malgré tout. On n'a pas assez remarqué — faute peut-être d'avoir suivi le feuilleton comme il devait l'être — que les personnages étaient des types dotés d'une psychologie narrative et qu'ils incarnaient, dans

AUX « DOSSIERS »

D'une République l'autre

Le guillotine a fait de la IV^e République l'incarnation du mal. Pour ceux qui n'ont connu que par ouï-dire ces douze années d'histoire de France, l'image dominante est celle de gouvernements éphémères ballottés au gré d'événements qui les dépassaient, de guerres perdues par l'aveuglement de dirigeants irresponsables, de combats et de compromissions imposés par de tout-puissants groupes de pression. Pure et dure, la V^e République s'est perdue, par contraste, de toutes les vertus — l'autorité de l'Etat, la souveraineté de la nation, il va de soi que nul n'a jamais été complètement dupe d'un tel manichéisme. Pourtant, parce que les guillottes ont au habilement concentré leurs attaques sur les faiblesses pénales de la délicate République, ce schéma conserve, en dépit de tout, un fort pouvoir de persuasion.

Le principal mérite du film que Georgette Elgey et Daniel Landier ont réalisé pour les « Dossiers de l'écran » est de démentir, par le simple rappel des faits, la légende que la V^e République a forgée avec tant d'insistance. C'est les travaux des historiens ont déjà fait justice de cette vision partielle du passé. Mais les documents rassemblés pour le téléfilm — rendez-vous diplomatiques, déclarations politiques, engagements militaires en Indochine ou en Algérie, conflits sociaux — donnent évidemment plus de relief à leurs conclusions. Ils nous montrent une nation, une société, une vie politique tout à la fois effrénées et ce qu'il faut appeler aujourd'hui « étrangement semblables », le recul du temps rendant plus sensibles les analogies.

Analogies, ces controverses sur l'Europe qui n'empêchent pas de peser les bases d'un Marché commun dont la V^e se consacra à arrêter le développement. Analogies, ces manifestations de l'éveil de l'Europe qui modifièrent durablement l'équilibre du globe. Analogies, cette interview de M. Pinay au cas contraire entre chefs d'Etat qui précèdent les discours de M. Barre et de l'intermédiaire avec les directions ; regret de voir régner les lois de la rentabilité et du profit sur le service public ; volonté de ne pas se couper de l'antenne en recourant à des « circuits parallèles » — style ciné-club — ou en se réfugiant dans le « ghetto » que constitue pour certains l'Institut national de l'audiovisuel. Commun aux réalisateurs de la génération de Paul Seban, Jacques Krier ou Gérard Guillaume, ces thèmes se retrouvent chez un Guy Ollivier, arrivé dans le métier au tout début des années 70.

L'INQUIÉTUDE DES RÉALISATEURS

La création octroyée

(Suite de la première page.)

QU'EST-CE qu'un réalisateur ? Dans un pamphlet incendiaire, éditant les fossiles de l'O.R.T.F., Jacques Frémontier y consacrait, voici juste trois ans, tout un chapitre. Au sommaire de l'ouvrage, *« L'Inquiétude des réalisateurs, ils rêgent sans partage. Ils connaissent les chiffres mystérieux qui fondent le Pouvoir : « Ce plan-là, tu me le leras en douze semaines », ils possèdent le suprême privilège de lancer l'ordre sacré : « Silence, on tourne. Prêts ? Motus... » et de tigrer l'univers entier d'un seul mot sans appel : « Coupez... » Ils ont, ces quelques hommes, inventé depuis vingt-cinq ans « le plus belle télévision du monde. »*

Beaucoup moins que des ingénieurs

Le producteur de *Vivre aujourd'hui* et de *la Vie* assemble souvent celle en 1975, date de la grève consécutive à l'éclatement de l'Office, grève à laquelle s'étaient associées les réalisateurs, ceux qui ont nommé alors par dérision les « syndicalistes en Roll ». Milliardaires ? « Pour l'exercice 1971-1972, notait encore Jacques Frémontier, cent cinquante réalisateurs ont travaillé moins de cent jours dans l'année, soixante-deux de cent à cent cinquante jours, cinquante-neuf de cent cinquante à deux cents jours, et cent quarante plus de deux cents jours. Toujours pour le même période, cent quarante-cinq réalisateurs ont gagné de 1 000 à 2 000 F par mois ; soixante-dix entre 2 000 et 5 000 F ; vingt-sept entre 5 000 et 7 500 F ; vingt-sept plus de 7 500 F. A âge égal et qualification comparable, beaucoup moins que des ingénieurs. »

Remis à jour par le syndicat C.G.T. des réalisateurs (majoritaire avec cent trente-six adhérents), ces chiffres donnent aujourd'hui : de 53 000 F à 107 000 F pour six mois de travail (temps nécessaire à l'achèvement d'une « dramatique »). Les barèmes varient en fonction du classement des productions (selon leur genre) et des réalisateurs (selon leur notoriété et leur ancienneté).

Signées en juillet 1977, les conventions collectives relatives à la profession devaient lui fournir toutes les garanties. Mais les sociétés ne devaient pas tarder à traiter de plus en plus souvent avec les organismes de production privés plutôt qu'avec la Société française de production, ce qui leur permettait de ne pas appliquer les normes prévues et de travailler à des coûts inférieurs de près d'un tiers à ceux de la S.F.P. Le cachet du réalisateur s'en trouve chaque fois diminué d'autant.

Productrice des *Musées Imaginaires*, de *l'Art sur le Vif*, des *Inventaires* et de *Sylviane*, la mère rappelle — (film sur l'adoption de Bernard Bouthier, récemment couronné par la Fondation de France) (1). — Pascale Breugnot reste parmi les seuls à défendre la cause, désormais bien entendue, du documentaire de création. Elle raconte comment son travail consiste, désormais, à « aller mendier du temps de travail pour elle et son équipe de réalisateurs ».

« Un documentaire, dit-elle, dure en principe cinquante-deux minutes. Alors, on vous dit : pour cinquante-deux minutes, vous eurez droit à quatre semaines de préparation, bien qu'il soit parfois impossible de savoir au départ si le sujet pourra être traité dans cette

durée et s'il ne nécessitera pas trois mois de recherches. Les quatre semaines, on les dépense toujours. Mais, comme on s'est déjà accroché, ça prend les dépassements à sa charge. On cède forcément. Pour l'adoption, nous avions besoin de deux heures et demie. Ça a été loué une bagnole pour obtenir une rallonge. Puis il a fallu lutter pour obtenir que l'émission soit diffusée à 20 h. 30 : ça a duré cinq mois, mais on y est arrivé. Après, nous nous sommes dit : « Ça a marché, le public a aimé, le directeur de chaîne a approuvé, il va nous recommander un projet. » Mais pas du tout. A chaque fois, tout est à recommencer. Nous subissons tous les inconvénients du système libéral sans en avoir les avantages. Quand les responsables n'ont pas le temps de créer, rien ne sert de leur offrir les pleins les plus secrets. »

Entre les mailles de l'O.R.T.F.

Du temps de l'O.R.T.F., pourtant, tout n'était pas rose. Mais, estime Pierre Seban le « béton » des lettres. Certaines prises de décisions étaient confiées à des gens médiocres, comme aujourd'hui. Mais d'autres s'étaient confiées à des hommes de culture. Leur collaboration produisait des œuvres aussi contradictoires que « Au théâtre ce soir » et les émissions de recherche ».

Réalisateur régulier des après-midi de TF 1 et d'émissions éducatives pour A. 2, Pierre Desjardins, lui, est de ceux qui gagnent leur vie grâce au direct et à la vidéo. Cet ancien assistant de Jean-Christophe Averty est

de « directeur de collections » et de Bobber, à l'équipe de « Tous en scène » à la grande époque des « variétés de création » (l'émission devait disparaître pour s'être moquée du Vatican un jour de Pâques). Il se souvient comment on passait alors, entre les mailles de la censure : « A la direction, dit-il, personne avant Claude Contamine, n'avait vraiment de politique des programmes, personne ne mesurait précisément les pouvoirs du petit écran : on bluffait auprès des responsables de la rubrique, on leur laissait miroiter nos connaissances techniques. Si on osait, on obtenait. »

Aujourd'hui, la bureaucratie est moins torpide ; les structures des nouvelles sociétés sont plus rapides et plus souples. Mais on perd son temps à l'attente. Et qui travaille ? Les vétérans, ceux qui ont des amis dans les directions ou ceux qui ont, comme moi, une sorte de réputation de scandale. Les jeunes réalisateurs sont en général réduits à l'air de la télévision de service débilissime. A moins d'obtenir les petits restes d'écriture par l'image, sur FR 3. Les après-midi d'Antenne 2 ne sont même pas tournés par des réalisateurs, mais par des seuls commerçants, les sujets limités sont si courts ! »

Dépréciation de la profession ; ternement des « cinéastes » autrefois éludés au documentaire ; mise à contribution, par des chefs de rubrique tout-puissants, de « jeunes espoirs » non qualifiés ou de vieux routiers du cinéma pour qui le télévisuel est un pis-aller, tout juste digne d'un minimum d'efforts et d'inspiration ; disparition de la notion d'équipes de réalisateurs réunies autour d'un producteur faisant office

Le désir en chômage

Rien, pour lui, entre sa contribution à la « Saga des Français » avec *A bout de la vallée longue* (c'était il y a deux ans) et l'émission sur Olivier Messiaen, en juillet dernier, avant les vingt-cinq minutes sur le tatouage pour Bande à part (diffusées lundi 9 janvier).

« Après le Sego, dit-il, on a beaucoup parlé de moi. Qu'émeritez-vous dire, me disait-on, bien fort, j'aurais préféré des offres plus discrètes et plus précises. La négociation — la dé négociation — du créateur était opérée nettement dès la mise en place de la réforme ; on a demandé à Armand Jammot, à Jacques Chancel, à Eliane Victor, de donner un style, une couleur, à plusieurs heures de programme quotidien. Le réalisateur, lui, appartient à un autre système : son rendement n'est guère que de six heures d'émission en deux ans. Alors, on s'est demandé si le véritable auteur n'était pas le producteur.

A quoi ça sert, en effet, un réalisateur ? A donner une expression, à laisser échapper dans ses images un désir, qui éveille le désir du spectateur. Le producteur, lui, ne le peut pas. Il travaille vite, il sélectionne le réel, il dit qu'il travaille à l'insonnif, il produit machinalement, comme dans une usine sans plaisir.

C'est donc dans ses veines que l'on essaie d'enrôler le réalisateur. S'il le veut bien, il peut faire fonctionner la machine, il peut travailler et gagner honorablement sa vie. Il n'est pas en chômage. C'est son désir qui est au chômage. »

ANNE REY.

Sept années de fiction

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Total des heures d'émission diffusées sur les chaînes 1 et 2.....	5 229	5 422	5 671	5 700	6 000	7 000	7 000	7 800 (environ)
Total des heures de fiction diffusées. Dont :	432	451	437	398	225	249	260	260
Heures de fiction réalisées à l'O.R.T.F. ou à la S.F.P.	233	260	218	180	175	128	121 h. 20 (46 %)	121 h. 20 (46 %)
Heures de fiction réalisées dans le privé	180	224	188	210	50	121	138 h. 40 (60 %)	138 h. 40 (60 %)

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : directeur de la publication, Jacques Favre ; directeur de la rédaction, Jacques Savagat.

Imprimerie du « Monde » 5, rue des Beaux-Arts PARIS-IX^e 1976

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57457.

★ Lundi 2 janvier, 21 h. 25 (première partie) ; 1945-1952), et mardi 3 janvier, 20 h. 35 (deuxième partie) ; 1953-1958), Antenne 2.

THOMAS FERENCZI.

RADIO-TELEVISION

VU

Album de famille

DANS sa baignoire, Jacqueline Huet, s'ingère une publicité Pampolive, avait chanté les Familles mortes en se savonnant les mollets... Jacqueline Huet et Marin Evam venant, en moins d'une heure, de tourner sur Antenne 2 les pages de l'album de famille...

A qui parlent encore ces restes localisés d'un art des plus temporels et mal fait, justement, pour être embaumé? Qui, dans la génération de l'après-guerre...

Les images que regardaient les habitants de Fréjus le 2 décembre 1959, au moment même de la rupture du barrage de Houbas...

Avant de plaider courageusement contre la télévision «peuvre» d'après la réforme, Jacques Sicler était venu nous rappeler que le fin de «Janique Aimée»...

La préhistoire, plutôt. Et presque le déluge quand apparurent les végètes de Gilles Margeritis sur sa «Pista aux étoiles»...

Alice Sapritch démentit, elle aussi, le bon vieux temps, celui où les critiques étaient et désolés et les carrières des comédiens...

Sur France-Culture

Radio-passion

Adieu le lundi 2 janvier, France-Culture inaugure avec «Nuits magnétiques», une nouvelle «tranche» de programmes...

corporel»; des «créations radiophoniques» (le Couple, de Nitzlo Folocci et Bruno Sourcis); des autobiographies (Romain Gary, Marguerite Yourcenar)...

La couleur de ces soirées polymorphes est assurée par une animation en direct, et par la recherche d'une tonalité constante, celle de la passion...

XAVIER DELCOURT

Sur R.T.L.

Télé-audition

«LA GRANDE PARADE», l'omission de variétés proposée par R.T.L. depuis le mois de septembre...

le rôle consistait à provoquer le défilé, à faire sourire, à jouer avec les auditeurs (il y a six jeux au cours de l'émission)...

On lui, ce spectacle radiophonique est assez gal, net dans sa forme, rigoureux dans son ton...

MARIE-FRANÇOISE LEVY.

CORRESPONDANCE

L'audience de Guy Thomas

Nous avons reçu de M. Guy Thomas, conseiller à la rédaction de l'Expansion et ancien présentateur du journal de 20 heures sur Antenne 2, les précisions suivantes:

En mars-avril, l'érosion habituelle du printemps, aggravée par l'institution de l'heure d'été, fait régresser l'écoute du journal d'Antenne 2 à 19,9 %...

Écouter-voir

ÉVOCATION: JEAN DE LA FONTAINE. — Mardi 3 janvier, TF1, 21 h. 30.

L'auteur des Fables a fait venir un confesseur: il veut, avant de mourir, mettre au net sa conscience d'écrivain libertain, de courtois facile, d'époux déplorables, de cocu pacifique...

FEUILLETON: LA FILIÈRE. — Jeudi 5 janvier, TF1, 20 h. 30.

Au cours de la dernière guerre, un avion canadien est abattu au-dessus du territoire belge. Trois rescapés, recueillis par des cultivateurs, empruntent pour gagner l'Espagne une «filière» dans laquelle s'est introduit un espion allemand...

LÉGENDAIRES: LE MORFONDADI. — Jeudi 5 janvier, A2, 22 heures.

Un vrai reportage sur une croyance ancestrale toujours vivace dans le Limousin: le Morfondadi, procédé des guérisseurs, garde son pouvoir sur les rhumes et maux de dents...

SÉRIE DOCUMENTAIRE: LA QUALITÉ DE L'AVENIR. — À partir du vendredi 6 janvier, FR3, 20 h. 30.

En guise d'introduction à la série des douze émissions consacrées par FR3 à ce que l'on peut appeler au sens large l'écologie du futur, Manuel Leguy et Francis Guillaume dressent une sorte de bilan du passé...

SAMEDI DE L'HISTOIRE: LAZARE CARNOT OU LE GLAIVE DE LA RÉVOLUTION. — Samedi 7 janvier, FR3, 20 h. 30.

M. Michel Debré, ancien premier ministre, a choisi, pour ce nouveau «Samedi de l'histoire», celui qui est resté pour la postérité le «Grand Carnot». Lazare Carnot est souvent négligé dans les évocations de la période révolutionnaire...

levée en masse et protégé le territoire français de l'invasion en 1793, Lazare Carnot, un an plus tard, sera le président de la Convention...

Après un premier exil, Carnot revient, on le charge à nouveau du ministère de la guerre. L'époque est trouble et les convictions s'émeuvent. Carnot sera le seul à voter contre l'Empire...

L'émission, réalisée par Jean-François Delassus, reconstitue les troubles et les intrigues de la période post-révolutionnaire, la «comédie du pouvoir» d'alors, des pouvoirs successifs...

Les films de la semaine

LE CORNIAUD, de Gérard Oury. — Samedi 31 décembre, A2, 21 h. 55.

Le corniaud, c'est Bourvil. Le matin — du moins, le croit-il — c'est Louis de Funès. Réunion explosive de deux acteurs comiques dans un film au scénario pas tellement original...

LES ZOGOS, de Pascal Thomas. — Lundi 2 janvier, FR3, 20 h. 30.

Ils étaient lycéens en 1960; ils habitent la province. Tournant le dos au cinéma «parisien», Pascal Thomas — ce fut son premier long métrage — en a fait les personnages de cette chronique au naturel très élaboré...

JOHNNY GUITARE, de Nicholas Ray. — Mardi 3 janvier, FR3, 20 h. 30.

Dans son saloon baroque, Joan Crawford, en robe blanche, joue du piano et défie les honnêtes gens venus pour la lyncher. Dure et viriliste, puis soudain terriblement féminine, elle régit sur ce western flamboyant avec Mariéne Dietrich...

ALEXANDRE LE BIEN-HEUREUX, d'Yves Robert. — Dimanche 1er janvier, A2, 16 h.

On l'éloge de la paresse, qui procure à l'homme sa vraie liberté. Ce n'est pas, chez Yves Robert, un système philosophique, mais l'expression d'une joie de vivre qui ne prend qu'un divertissement. Un monde paysan cocasse — on le dirait sorti d'un conte de Marcel Aymé — s'agit autour de Philippe Noiret, le bienheureux interprète d'une fable donnant à rêver.

LE MASSACRE DE FORT-APACHE, de John Ford. — Dimanche 1er janvier, TF1, 17 h. 40.

Premier film d'une trilogie sur la cavalerie américaine, qui comprennent aussi le Charge héroïque et Rio Grande. Ford n'a pas son pareil pour reconstituer la vie de garnison en Arizona, à l'époque des guerres indiennes. Et lui, il prend parti contre la légende de gloire du général Custer, en montrant comment une faute militaire peut être transformée en action d'héros.

DIS-MOI QUE TU M'AIMES, de Michel Boisrond. — Dimanche 1er janvier, TF1, 20 h. 30.

Revoilà de jolis femmes soumises contre trois maris phallochorés. Cela ne dure pas, le cinéma boulevardier s'accommodant mieux de la misogynie souriante que des revendications féministes. Mais Annette Wademant et Michel Boisrond savent ignorer des fac-similés de l'éternelle comédie américaine.

THE BOY FRIEND, de Ken Russell. — Dimanche 1er janvier, FR3, 23 h. 20.

Comment transformer une revue burlesque en comédie musicale à la manière de Busby Berkeley. Le style ultra sophistiqué de Ken Russell, esthétique trop vantée des années 60, a fait plumer les snobs. Il n'y a rien là qu'un film à la mode rétro, qui lance de la poudre aux yeux. Berkeley, c'était tellement plus poétique, plus fon, plus inventif.

BONS BAISERS, A LUNDI, de Michel Audiard. — Dimanche 8 janvier, TF1, 20 h. 30.

Truands minables cherchant à dépouiller un richard du «show-business» et ses amis. Audiard fait l'éloge de la mythomanie et Jean Carmet est un très grand acteur comique et poétique. A part cela, le scénario est bâclé et deux ou trois idées de mise en scène se perdent sous l'avalanche des mots d'auteur.

BRÈVES VACANCES, de Vittorio de Sica. — Mercredi 4 janvier, FR3, 20 h. 30.

Entre le Temps des omomits et le Voyage, mélodramas sentimentaux aux images bien figurées Vittorio de Sica réalise ce film — inédit en France — qui raconte sur un scénario de Zavattini, la vie d'une Calabraise, devenue ouvrière à Milan et envoyée dans un sanatorium. Souvenirs, sans doute du néo-réalisme et des films sociaux d'antrefois.

L'HOMME D'HAUTES PLAINES, de Clint Eastwood. — Mercredi 5 janvier, FR3, 20 h. 30.

La megalomanie de la star fornicée par Sergio Leone éclate dans ce western américain, tournée à la manière italienne. Non content de se donner le beau rôle, Clint Eastwood se fait mettre en scène sur toutes les coutures par Clint Eastwood. Soyons justes: il y a un bel incendie à la fin.

JE VOUS AI TOUJOURS AIMÉ, de Fernx Borzage. — Vendredi 6 janvier, A2, 22 h. 50.

La vie passionnée d'une pianiste amoureuse et aimée

d'un maestro jaloux de son talent. Borzage a traité cela tout en délicatesse et en sentiments lyriques. Régal musical aussi, c'est, en réalité, Arthur Rubinstein qui joue du piano.

LES DIABLES DE GUALCANAL, de Nicholas Ray. — Dimanche 8 janvier, TF1, 17 h. 45.

Le chef militaire intraitable, dur envers ses hommes et lui-même, tyrann pour la bonne cause, a longtemps fait partie de la panoplie hollywoodienne. Ici, on exalte un commandant d'escadron pendant la guerre contre les Japonais. John Wayne porte le mythe à bout de bras. Nicholas Ray, exécutant une commande, n'a pris aucune distance envers le sujet.

HUIT ET DEMI, de Federico Fellini. — Dimanche 8 janvier, FR3, 22 h. 40.

Un cinéaste en proie à ses fantasmagories Fellini plonge dans son univers intérieur et en ramène des images folles, troublantes, hantées, tandis que Marcello Mastroianni assume ses visions. C'est le film, génial, à partir duquel tout bascule, la porte d'un cinéma entièrement subjectif s'ouvrant sur Juliette des esprits, le Satornion, Roma, Amorecord et Casanova.

BARBARELLA, de Roger Vadim. — Lundi 9 janvier, TF1, 20 h. 30.

Les aventures d'une héroïne de bandes dessinées (inventée par Jean-Claude Forest dans les années 60) sur une planète d'un lointain futur. Roger Vadim put sacrifier à son goût du décoratif (il y a, de ce point de vue, des choses étonnantes, jusque dans les artifices de la mise en scène et mettre en valeur les traits érotiques de Jane Fonda).

LA POUFRE D'ESCAPETTE, de Philippe de Broca. — Lundi 9 janvier, FR3, 20 h. 30.

Mariéne Jobert, Michel Piccoli et Michel York, en trois dans une jeep au milieu du désert de Libye en 1942. Joyeuse et spirituelle démythification d'Un taxi pour Tobrouk. Film de guerre vif. L'action pérorante. Quelques moments d'émotion et de tendresse portent la comédie beaucoup plus loin.

Petites ondes
Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER (informations toutes les heures); 7 h. J. Pagan; 9 h. Magazine de P. Bouteiller; 10 h. Chansons à histoires; 11 h. Aurore Gaillard; 12 h. 15. L'Apocalypse est pour demain; Jean Yvane; 12 h. 30. Jeter-midi (reprise magazine à 13 h.); 12 h. 45. Le jeu des mille faces; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche); L'oreille en coin; 17 h. Radioscopie; 18 h. Salmigondis; 19 h. Journal; 20 h. Marche ou rêve; 22 h. Le Pop-Club.

Samedi; 9 h. F. de Crozes; 10 h. J.-F. Kaho; 13 h. Spectacle inter; 20 h. Tribune de l'histoire; 21 h. 15. La musique est à vous; 22 h. Histoire d'opérettes; 23 h. Jam parade.

FRANCE-CULTURE FRANCE-MUSIQUE: Informations; 7 h. (cult. et mus.); 7 h. 30 (cult. et mus.); 11 h. (cult.); 12 h. 30 (cult. et mus.); 14 h. 45 (cult.); 15 h. 30 (mus.); 17 h. 30 (cult.); 18 h. (mus.); 25 h. 55 (cult.); 0 h. (mus.).

EUROPE 1 (informations toutes les heures); 5 h. J.-P. Allain; 6 h. Jeux; Faites vos prix; 9 h. Journal de C. Collange; 9 h. 10. Denis Fabre; 10 h. 30. Pile ou face; 11 h. 30. Cash; 13 h. Journal d'André Arnaud; 13 h. 30. Les Aventuriers; 14 h. Histoire d'un jour; 15 h. Viviane; 17 h. Basket; 18 h. 30. Journal; 19 h. 45. Music Story; 19 h. Europe-Son; 19 h. 30. Disco; mercredi 21 h. J.-M. Desjeunes; 22 h. 30. Europe-Panorama; 22 h. 45. Dague; 23 h. G. Saint-Bris.

R.T.L.: 5 h. 30. Maurice Faviers (informations); 7 h. 8 h. et 8 h. 30. avec J.-M. Cavada; 9 h. 45. A.M. Peysson; 11 h. La grande parade; 15 h. A. Balou; 15 h. 15. Les amours célèbres; 14 h. 15. Marie Grégoire; 14 h. 30. Duque d'Or; 15 h. 30. Appelez, on est là; 16 h. 30. Les grosses têtes; 18 h. Journal de J. Paoli; 18 h. 30. Hit Parade; 20 h. 30. Les roulers sont sympas.

Radiscopies

FRANCE-INTER: 17 h. Jacques Chancel reçoit Jean-Pierre Chevènement (lundi); Zizi Jeanmaire (mardi); le docteur Pierre Roumain (mercredi); Raymond Bourgeois (jeudi); Emmanuel Roblès (vendredi).

Religieuses

FRANCE-CULTURE (le dimanche). 7 h. (S. Horizon); 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental; 8 h. 30. Service religieux de la Fédération protestante de France; 9 h. 10. Ecoule Israël; 9 h. 40. Le Grand Dieu de France (le 1er); 10 h. Messe.

كندا من الأصل

RADIO-TELEVISION

Jeudi 5 janvier

CHAINE I : TF 1

12 h. L'Evangile en papier ; 12 h. 15. Jeu ; Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Emissions régionales ; 13 h. 50. Objectif santé ; 16 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Animaux ; Contes au poing ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. Feuilletton ; La fille de G. Perrain et J. Cosquin ; réal. S.-A. LeFranc, avec Cl. Brosset, J. Balutin, A. Laurence, D. Briand. Livre nos « Ecouter-voir » ; 21 h. 22. Magazine d'actualité (le Forum de l'expansion) ; Raymond Barre, premier ministre, face aux chefs d'entreprise ; 22 h. 40. Allô au cinéma.

CHAINE II : A 2

10 h. Visite en France du président Carter. 13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilletton ; Des lauriers pour Lila ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 15 h. 5. Série : Manuix ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 19 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Présence socialiste ; 20 h. Les Jeux.

CHAINE III : FR 3

17 h. 30. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Présence socialiste ; 20 h. Les Jeux.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : L'HOMME DES HAUTES PLAINES, de C. Eastwood (1973). Avec C. Eastwood, V. Bloom, M. Hill, M. Ryan, S. Gierach. Un étranger arrive dans une petite ville

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Série : Les folles Offenbach (la Grande Duchesse) ; réal. M. Boisrond ; 21 h. 35. Littéraire : Apotroches, de B. Pivot. Vingt ans en Chine avec MM. E. Monard (M.-Molinos d'Estremé-Asie) ; A. Sosa (la Restauration ou les nouveaux dirigeants chinois) ; le docteur S. Videman (le socialisme en Chine communiste) ; M. et Mme Cl. et J. Brogelli (le Deuxième retour de Chine) ; M. et M. Les "pour le hors frontière" et Ubelali.

CHAINE III : FR 3

22 h. 50. FILM (Cine-club) : JE VOUS AI TOUJOURS AIMÉ, de F. Borzage (1948). Avec Ph. Dorn, C. McLeod, W. Carter, M. Ouspenskaya, F. Bressart (vo. sous-titrée N.). Un grand pianiste tombe amoureux de son élève. Elle le quitte pour épouser un ami d'enfance.

CHAINE III : FR 3

19 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 18 h. 40. Tribune libre ; La FEN (Fédération de l'éducation nationale) ; 20 h. Les Jeux.

Vendredi 6 janvier

CHAINE I : TF 1

12 h. L'Evangile en papier ; 12 h. 15. Jeu ; Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Emission régionale ; 19 h. A la bonne heure ; 16 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 55. Animaux ; Caméra au poing ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. Au théâtre ce soir : Nuit folle, de P. Gerbert, avec A. Aïme, M. Dudicourt, J.-P. Lucet, J. Ardouin. La nuit pénible de deux clochards, seuls témoins d'un meurtre ; 22 h. 20. A bout portant : Carlos.

CHAINE II : A 2

11 h. 55. Ski, en direct de Pffronten ; Descende dames ; 12 h. 50. Feuilletton ; Des lauriers pour Lila ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 15 h. 5. Série : Les brigades du Tigre ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 19 h. 25. Dorothée et ses amis ; 19 h. 40. C'est la vie ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 40. Jeu.

Samedi 7 janvier

CHAINE I : TF 1

12 h. 10. Emission régionale ; 12 h. 30. Cuisine légère ; 12 h. 45. Jeunes pratiques ; 13 h. 35. Le monde de l'accrochage ; 13 h. 50. La France défigurée ; 14 h. 10. Restez donc avec nous ; 19 h. 5. Trente millions d'amusé ; 18 h. 40. Magazine auto-moto ; 18 h. 13. Le ski de fond ; 18 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. Variétés ; Numéro un (Claudia Cardinale) ; 21 h. 30. Feuilletton karaté ; La légende des chevaliers aux 108 étoiles ; 22 h. 22. Magazine téléfoot.

CHAINE II : A 2

11 h. 45. Journal des sourds et des malentendants ; 12 h. 30. Magazine ; Samedi et demi ; 13 h. 30. Actualité du disque ; 14 h. 15. Les jeux du stade ; 17 h. 10. Des animaux et des hommes ; 18 h. La course autour du monde ; 18 h. 55. Jeu ; Des chiffres et des lettres ; 18 h. 45. Jeu ; 19 h. 35. Série historique : Les Borgias ou le sang doré, scénario F. Sagan, réal. A. Dhénaut, avec J.-C. Bouillon ; 21 h. 42. Polémique : Le dessus du panier, de Ph. Bouvard, 22 h. 37. Jazz : Grande parade du jazz 1977, de J.-Ch. Averty ; In a mellow tone, Rainy Day, Starburst, Gody and Soul, Unidentified, Don't blame you.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Magazine régional ; Samedi entre nous ; 20 h. Les Jeux.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Les samedis de l'histoire : Lazare Carnot ou le glaive de la révolution, par Michel Debré. Une émission de J.-F. Delassus. Livre nos « Ecouter-voir ».

Dimanche 8 janvier

CHAINE I : TF 1

9 h. 12. Judaïca. 12 h. 15. Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. La séduction du spectateur ; 12 h. 30. Bon appétit ; 13 h. 20. C'est pas sérieux ; 14 h. 10. Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 30. Série : Corri la diable ; 16 h. Tiercé ; 18 h. 5. Vive le cirque ; 18 h. 5. Sports première. 17 h. 45. FILM (Cyclo) : LES DIABLES DE GUADALCANAL, de N. Ray (1951), avec J. Wayne, R. Ryan, D. Taylor, W. Harrigan, J. Carter. (Rediffusion). Au cours de la seconde guerre mondiale, dans le Pacifique, un chef d'escadron américain commande ses hommes avec une excessive sévérité. 19 h. 25. Les animaux du monde. 20 h. 30. FILM : BONS BAISERS, A LUNDI, de M. Audiard (1974), avec J. Carmet, B. Blier, M. Bouquet, J. Canselier, M. Pacôme, E. Bayle, B. Mars. Trois gangsters minables s'introduisent, un vendredi soir, chez un imprimeur parisien pour un rendez-vous. Rien ne se passe comme ils l'espèrent prévu. 22 h. Dramatique : Les Fenêtres, de J. Lahrune. Le quartier de Saint-Léon, à Amiens. Sorte de bidonville filmé par Jeanne Labruno qui

CHAINE II : A 2

réalis, avec Gérard Guillaume, la Guerre des Démocrites. Cette émission, déprogrammée le 7 décembre 1977, fut l'objet d'une enquête de terrain. Voir le Monde daté 4-5 décembre.

CHAINE III : FR 3

10 h. Emission destinée aux travailleurs immigrés ; Spécial mosquée ; 10 h. 30. Mosquée ; 18 h. 25. Les grands fleuves, reflets de l'histoire : la Vistula (reprise de l'émission du 9 janvier) ; 17 h. 20. Plein Air (le ski de fond : une classe de mer) ; 17 h. 50. Cheval, mon ami ; 18 h. 20. Concours musical de J.-M. Darnaud ; 19 h. 53. Au revoir ; 19 h. 12. Stade 2. 20 h. 30. Musique and music ; 21 h. 40. L'opéra sauveur - L'Inde, de Fr. Rossif.

CHAINE III : FR 3

10 h. Emission destinée aux travailleurs immigrés ; Spécial mosquée ; 10 h. 30. Mosquée ; 18 h. 25. Les grands fleuves, reflets de l'histoire : la Vistula (reprise de l'émission du 9 janvier) ; 17 h. 20. Plein Air (le ski de fond : une classe de mer) ; 17 h. 50. Cheval, mon ami ; 18 h. 20. Concours musical de J.-M. Darnaud ; 19 h. 53. Au revoir ; 19 h. 12. Stade 2. 20 h. 30. Musique and music ; 21 h. 40. L'opéra sauveur - L'Inde, de Fr. Rossif.

Lundi 9 janvier

CHAINE I : TF 1

12 h. 15. Jeu ; Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi première ; 13 h. 35. Magazines régionaux ; 13 h. 50. Restez donc avec nous ; 16 h. A la bonne heure ; 18 h. 25. Pour les petits ; 19 h. 30. L'île aux enfants ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. 30. FILM (L'avenir du futur) : BARBARILLA, de R. Vedim (1967), avec J. Fonda, J. Ph. Lav. M. Marceau, A. Fallenberg, U. Tognazzi, D. Heminges. En fin 1966, une astronaute venue de la Terre échoue sur une planète où elle connaît de multiples aventures à la recherche d'un diamant secret. Vers 22 h. Pour le cinéma.

CHAINE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilletton régional ; Pas de lauriers pour Lila ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 15 h. 10. Série : Mannix ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 18 h. 25. Dessin animé ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu ; Des chiffres et des lettres ; 18 h. 5. Les Jeux ; 20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 35. Document : Les médias en question. 22 h. 45. Bande à part : Le cri des corps et l'homme illustré, de C. Olivier. A propos de intoxicés.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Mouvement démocrate socialiste de France ; 20 h. Les Jeux.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30. FILM (Cinéma public) : LA POUDRE D'ESCAMPETTE, de Ph. de Broca (1971), avec M. Jubert, M. Piccoli, M. York, L. Vella, D. Peres, Amidou, H. Vermer. En 1942, les Jeux du hasard, au hasard d'une fête filmé à travers le décor de Luis

leton ; Des lauriers pour Lila ; 14 h. 3. Aujourd'hui madame ; 15 h. 5. Série : Manuix ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Fenêtre sur... ; 19 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : Présence socialiste ; 20 h. Les Jeux.

20 h. 30. Série : Les folles Offenbach (la Grande Duchesse) ; réal. M. Boisrond ; 21 h. 35. Littéraire : Apotroches, de B. Pivot. Vingt ans en Chine avec MM. E. Monard (M.-Molinos d'Estremé-Asie) ; A. Sosa (la Restauration ou les nouveaux dirigeants chinois) ; le docteur S. Videman (le socialisme en Chine communiste) ; M. et Mme Cl. et J. Brogelli (le Deuxième retour de Chine) ; M. et M. Les "pour le hors frontière" et Ubelali.

22 h. 50. FILM (Cine-club) : JE VOUS AI TOUJOURS AIMÉ, de F. Borzage (1948). Avec Ph. Dorn, C. McLeod, W. Carter, M. Ouspenskaya, F. Bressart (vo. sous-titrée N.). Un grand pianiste tombe amoureux de son élève. Elle le quitte pour épouser un ami d'enfance.

19 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 18 h. 40. Tribune libre ; La FEN (Fédération de l'éducation nationale) ; 20 h. Les Jeux.

20 h. 30. La qualité de l'avenir, d'E. Leguy et F. Williams. Présentation d'une série d'émissions dont les thèmes seront la protection de la nature ; la pollution ; le développement ; la recherche des sources naturelles pour le XXI^e siècle ; la croissance économique et l'usage de l'énergie.

21 h. 30. Les grands fleuves, reflets de l'histoire : la Vistula.

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

22 h. 30. Un événement (l'année de l'Europe et de la mer) : portrait d'une ville : Avignon).

7 h. 2. Poésie, avec Philippe Boyer (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 30) ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; Carl Jung et la psychologie analytique, par M. Pilleul ; à 8 h. 32. L'espace et le temps à la mesure animale ; à 8 h. 50. Echec au hasard ; 9 h. 7. La matinée des arts du spectacle ; 10 h. 45. Le texte et l'image ; 11 h. 5. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 12 h. 5. Parti pris ; 13 h. 30. Panorama ; 14 h. 45. Les épreuves de France-Culture ; Le vie du sujet ; Berlin par P. Maletta ; 17 h. 15. Les Français d'interrogent ; 17 h. 32. Cent cinquantième anniversaire de la mort de Schubert ; 18 h. 30. Feuilletton ; Le Mystérieux Docteur Cornelius ; de G. Lerouge, adapt. E. Loria ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos ; à 20 h. Le soleil de Satan ; et de l'Ouest, il doit protéger les habitants contre trois fuzus qui vont sortir de prison.

JEU

CE LOTO QUI FAIT COURIR LA FRANCE

(Suite de la page 9)
Le joueur à la Loterie et le joueur au tiré sont également impuissants face au destin, si le mot n'est pas trop ambitieux pour la chose.

partir d'informations apparemment techniques, de sa connaissance (plus ou moins imaginative) des conditions de la course: terrain, chevaux, handicaps, jockeys, etc. En quelque sorte, il fait son destin.

La France se trouvait d'ailleurs, aussi surprenant qu'il paraît, en « retard » de jeu à l'égard de la Loterie nationale à un moment où elle était le seul jeu vraiment national et populaire.

Sous des formes voisines, il existe dans une dizaine d'États européens dont le Tchecoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, les États-Unis, le Canada, etc.

Un « créneau » à occuper

Ni la Loterie ni le tiré ne sont donc pleinement satisfaites en termes de psychologie du joueur. Que veut celui-ci ? Vivre ce « bonheur » de cinq jours ?

en somme l'égal des pontes fabuleux qui laissent au moment de la Loterie nationale, est né de leur inspiration, des millions à Monte-Carlo ou à Nice.

Il restait donc un marché à prendre, un « créneau » à occuper. L'expérience a prouvé que le calcul était juste.

Sans doute n'y e-t-il pas la de quoi justifier la résurrection du Loto, encore moins de quoi y faire croire l'homme tel qu'il devrait être.

La théorie et la pratique

GRILLE — Elle est constituée par le série des 49 premiers nombres groupés en un rectangle de 5 X 19 cm: la case supérieure gauche est occupée par le numéro d'ordre de la grille.

Aux 43^e et 44^e tirages du Loto, alors que les probabilités faisaient prévoir 3 ou 4 gagnants de 6 millions, pour plus de 6 millions de bulletins enregistrés, un coïncidence du hasard fit qu'il n'y en eut aucun.

SOUVENIR Les absents du Struthof

(Suite de la page 9)
A l'intérieur de la baraque-musée, reconstruite en dur après l'incendie criminel de mai 1978, c'est un défilé de nouveaux documents photographiques plus effrayants, contre certains, volent d'oubli ou d'effacement que tout ce qui est imprimé.

MISE — La grille est vendue 1 F. Huit grilles sont groupées sur un bulletin de mises vendu 8 F. Une grille multiple permet de choisir jusqu'à 10 nombres correspondant à 219 grilles simples.

La cagnotte ainsi reportée deux fois s'élevait à près de 4 millions de centimes à la veille du 45^e tirage. Il n'y eut cette fois (et contrairement à toutes les prévisions) qu'un gagnant de premier rang, lequel emporta (dix-huit millions) la icelle somme de 800 millions de centimes et, quelque, pour une mise modeste.

On a beau le lire et la relire, la page de la déportation reste indéchiffrable. L'explication patriotique, pour noble qu'elle soit, est insuffisante.

EXTRACTION — Six nombres sont extraits à chaque tirage, plus un nombre complémentaire. L'ordre de sortie des nombres n'est pas pris en considération.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Une page indéchiffrable
On a beau le lire et la relire, la page de la déportation reste indéchiffrable.

ENJEUX — La masse des enjeux donne lieu à un prélevement global de 45%, dont 22% au titre des frais de gestion et 23% au bénéfice direct de l'Etat. Le solde (55%) sera réparti entre les gagnants.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dans le livre d'or, les réactions peuvent se résumer en ce cri unique arraché aux consciences blessées: « Jamais plus cela ! » C'est écrit en allemand, très souvent, et l'écriture ferme est celle d'adultes.

RANGS — Trois nombres gagnants ont 6 assurés un gain du 5^e rang; 4, le 4^e rang; 3, le 3^e rang; et 2, le premier rang.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dehors, le soir tombe. La nuit tombe. Le monument garde sa blancheur désempée, mais la pointe a rougi. L'allée qui mène au camp est déserte.

RAPPORTS — Statistiquement, et très grossièrement, une sortie au 5^e rang (3 nombres bons) rapporte 10 F pour 1 F; au 4^e rang, 100 F pour 1 F; au 3^e rang, 10 000 F pour 1 F; au premier rang, 1 million de lots la mise.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dehors, le soir tombe. La nuit tombe. Le monument garde sa blancheur désempée, mais la pointe a rougi. L'allée qui mène au camp est déserte.

COMPLEMENTAIRE — Entre les gagnants du 3^e rang (19 000 F pour 1 F) et celui ou ceux du premier rang (1 million pour 1 F), la différence est occupée par un 2^e rang.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dehors, le soir tombe. La nuit tombe. Le monument garde sa blancheur désempée, mais la pointe a rougi. L'allée qui mène au camp est déserte.

REPARTITION — La masse des enjeux répartie entre les gagnants est affectée aux différents rangs en pourcentages prédéterminés. S'il n'y a pas de gagnant d'un rang, le gain affecté à ce rang s'ajoute à celui du rang inférieur.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dehors, le soir tombe. La nuit tombe. Le monument garde sa blancheur désempée, mais la pointe a rougi. L'allée qui mène au camp est déserte.

CAGNOTTE — S'il n'y a aucun gagnant du premier rang (6 nombres secs), la report ne se fait que pour moitié de la somme affectée au premier rang.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dehors, le soir tombe. La nuit tombe. Le monument garde sa blancheur désempée, mais la pointe a rougi. L'allée qui mène au camp est déserte.

Le gain du 2^e rang est assuré par 5 nombres bons sur 6, plus un « complémentaire » (7^e nombre extrême). Le rapport du 2^e rang est statistiquement de 100 000 F pour 1 F.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dehors, le soir tombe. La nuit tombe. Le monument garde sa blancheur désempée, mais la pointe a rougi. L'allée qui mène au camp est déserte.

Le gain du 3^e rang est assuré par 4 nombres bons sur 5, plus un « complémentaire » (6^e nombre extrême). Le rapport du 3^e rang est statistiquement de 10 000 F pour 1 F.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dehors, le soir tombe. La nuit tombe. Le monument garde sa blancheur désempée, mais la pointe a rougi. L'allée qui mène au camp est déserte.

Le gain du 4^e rang est assuré par 3 nombres bons sur 4, plus un « complémentaire » (5^e nombre extrême). Le rapport du 4^e rang est statistiquement de 1 000 F pour 1 F.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dehors, le soir tombe. La nuit tombe. Le monument garde sa blancheur désempée, mais la pointe a rougi. L'allée qui mène au camp est déserte.

Le gain du 5^e rang est assuré par 2 nombres bons sur 3, plus un « complémentaire » (4^e nombre extrême). Le rapport du 5^e rang est statistiquement de 100 F pour 1 F.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dehors, le soir tombe. La nuit tombe. Le monument garde sa blancheur désempée, mais la pointe a rougi. L'allée qui mène au camp est déserte.

Le gain du 6^e rang est assuré par 1 nombre bon sur 2, plus un « complémentaire » (3^e nombre extrême). Le rapport du 6^e rang est statistiquement de 10 F pour 1 F.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dehors, le soir tombe. La nuit tombe. Le monument garde sa blancheur désempée, mais la pointe a rougi. L'allée qui mène au camp est déserte.

Le gain du 7^e rang est assuré par 1 nombre bon sur 1, plus un « complémentaire » (2^e nombre extrême). Le rapport du 7^e rang est statistiquement de 1 F pour 1 F.

On s'émut en haut lieu de ce gain « immoral »: et le règlement; pour 1978 prévoit que les gains d'un rang non distribués glisseront — automatiquement — sur les rangs suivants.

Dehors, le soir tombe. La nuit tombe. Le monument garde sa blancheur désempée, mais la pointe a rougi. L'allée qui mène au camp est déserte.

FAITS DIVERS

L'AGRESSEUR DU SOIR DE NOËL

UN tablier bleu autour de la taille, le ménagère prépare son réveillon. « Faites une neige », recommandent fort opportunément les frères Troisième dans une recette de coquilles saint-jacques.

— Non ! hurle l'inspecteur. — Vous ne croyez pas que vous pourriez lui parler sur un autre ton ? dit le dame. Ce n'est pas parce qu'il a cambriolé qu'il faut le traîner dans la boue ! Vous ne voyez donc pas la tête qu'il a ? — Et si demain vos enfants se trouvent égarés, qu'est-ce que vous diriez ?

Au fond du couloir, un homme est debout devant une porte ouverte. De l'appartement s'échappe de la musique: le violon a sans doute oublié d'arrêter sa radio. L'homme, qui a des cheveux gris, dit qu'il cherche « des gens ». Mais le nom qu'il avance est inconnu. Moment embarrassant. — Je crois, dit-elle, que nous allons redescendre ensemble. — L'individu passe devant, se retourne et assène un direct dans la mâchoire de la jeune femme.

Les papiers de l'homme sont irès propres. Sur son permis, la photo montre un homme jeune. Cheveux clairs et costume sombre. Né en 1915. Domicile à l'hôtel d'Orléans, rue V... Dans sa poche, deux lettres. — Deux lettres de vœux de ses parents, pense la dame. — Pourquoi peut-être les lui poster ? Nouvelle convocation à la brigade territoriale. Murs sales. Armoires de fer. Chaises devant des machines à écrire. Par la fenêtre grillagée, on aperçoit la rue décorée: un ange suspendu joue de la trompette. — Vous avez vu l'état de nos jockeys ? bougonne l'inspecteur. — Oui », dit le dame.

L'homme dévale l'escalier. Elle dévale à sa suite, en criant sans vergogne et sans interruption. Au ras-de-chaussée, l'homme est intercepté par un habitant de l'immeuble. Pour s'en débarrasser, il lui lève le visage: — Là-haut, il y a des gens qui se battent ! — L'intercepteur laisse filer l'homme, mais le poursuit comme dans le rue, déserte en ce milieu d'après-midi. Le fils de la dame, qui se trouve dans une boutique voisine, voit le galopade et entend les cris. — Tiens, se dit-elle, cela ressemble à maman, mais maman court moins vite ! — L'homme l'entend encore quelques pas et abandonne. La dame lui prend le bras. Le commissariat est tout près. Elle fait son entrée, le bouche en sang et en tablier.

Tout à fait imprévisibles à donner de la police une image « digne ». Sur le bureau, la barre de fer et les lettres que la jeune femme voulait poster. On les a ouvertes. Elles étaient vides. L'adresse est celle de l'immeuble, mais la nom du destinataire est faux. Des lettres-prêtées, donc ? — Il a tout avoué, dit l'inspecteur. C'est un pauvre type. Dans sa vie, il a eu une période rose, et puis il s'est mis à faire des bébêtes. Maintenant il est malade et sans travail. Vous ne portez pas plainte ?

— Non, dit le jeune femme, son coup de poing, il n'y croyait pas... — Lundi 28 décembre. Correctionnelle, audience des flagrants délits. La box est comble, il est là, les cheveux gris, la mine chagrine, serré entre des jeunes é moustaichés. Défendu d'office par une petite avocate. Il fait culbutoir, et même « extra ». Paut-être réussissent-il à merveille les coquilles saint-jacques ? Le président l'a condamné à quinze mois, dont huit avec sursis. C'est tout, mais, pendant ce temps, il mangera. Un magistrat s'occupera de lui. La jeune femme lui a fait parvenir une enveloppe timbrée. La nom et l'adresse sont exacts.

— Est-ce que je pourrais avoir mes cigarettes ? FLORENCE BRETON.

« A VOIX HAUTE »

La fraternité de Frédéric Pottecher

TEMOIN des autres, le journaliste peut-être un bon témoin de lui-même ? Du reste, pour montrer sa vie au peuple, il faut, pourrait-on dire, paraphraser Danton, qu'elle en vaille la peine. Qui va en décider ? Et comment bien décider ?

« Les planches » elles-mêmes qu'il n'est pas manqué de fouler. Ce n'est pas à sa seule avant-guerre. Il y a tout autant celle du journaliste de Comœdia puis de Paris-Soir, de l'antifasciste qui n'a pas oublié les années de la montée des périls. Et celui-là rappelle, en sachant ce qu'il a fait, l'assassinat des frères Rosselli. L'intermède du général Miller, une affaire Stavisky parachevée par une affaire Franche. Part-il ajouter que c'est un anti-munichois ? Il fait sa guerre, cocasse et triste. Après il sera à Radio-Lévant Jean des Vosges pour apostropher Vichy et la collaboration.

Ç'aurait pu être seulement les souvenirs d'un chroniqueur judiciaire, connu, écouté, fort de trente-cinq ans de pratique, d'émotion, d'indignation et de générosité. A cette différence essentielle qu'il tient, lui, le cocorico pour du folklore. Pottecher, c'est un peu au préalable ce qu'est Couderc au terrain de rugby. Alors pourquoi pas raconter ses campagnes ?

Et voilà, continuée de tout les autres, le plus récent Frédéric Pottecher. Il naît avec la radio de la fin 1944. Il va bien-tôt tenir cette chronique judiciaire, dont il dit, très lucidement, qu'elle lui permet de se laisser aller à son penchant pour le théâtre. C'est à l'époque des grands procès, des grands combats contre la peine de mort, contre l'erreur judiciaire. Ils sont dans le ton de l'époque. C'est l'occasion de dire les amitiés, les fidélités, de faire revivre un Stéphane Pizella, un Francis Crémieux, un Vital Gayman. Bientôt vont paraître Ces messieurs de la télévison. Pottecher n'a pas oublié les années 1958-1968 où il s'éprouva. Ce sont celles où il est signifié sans vergogne qu'il ne faut pas parler de cet ou de cela, où « l'un des mes directeurs me conseille d'être « griz », où l'antenne est même carrément refusée, comme pour ce premier jour du procès Ben Barka, le 5 septembre 1968.

Ce n'est pas cela. Mais si l'on aime le chroniqueur, on ne sera pas fâché de le mieux connaître, d'apprendre d'où lui viennent à son ardeur jamais éteinte et cette voix, ce « feu » qui en sont les instruments.

Volà donc les comptes apurés ? Pas si sûr. L'homme évincé en 1968, même s'il a obtenu réparation pécuniaire, n'oubliera jamais « l'intermède direct et profond de l'isolement ». Il lui fallait le faire savoir. Au-delà de ce cri et de cette blessure, il reste la déposition fraternelle dans ses tendresses bournaes comme dans l'amitié de ses colères, d'un homme qui dit avec cœur ce qu'il a sur le cœur et, bien sûr, à voix haute parce qu'il ne fut jamais dans ses manières de dire autrement.

Avant Frédéric Pottecher, avant le journaliste tout terrain qu'il fut, il y a les Pottecher, leur Est et Bussang « de ce côté-ci des Vosges », comme on dit là-bas. Leur histoire apparaît dans son évidence avec le grand-père qui courait l'Europe déjà curieux de tout. Elle se poursuit avec Maurice, l'oncle, fondateur à Bussang de ce Théâtre du peuple, né tout à la fois d'un rêve d'humanisme, d'une lecture de Michelet, d'une ambition sociale et de quelques fortes croyances et fait que l'on est dreyfusard d'instinct.

Volà donc les comptes apurés ? Pas si sûr. L'homme évincé en 1968, même s'il a obtenu réparation pécuniaire, n'oubliera jamais « l'intermède direct et profond de l'isolement ». Il lui fallait le faire savoir. Au-delà de ce cri et de cette blessure, il reste la déposition fraternelle dans ses tendresses bournaes comme dans l'amitié de ses colères, d'un homme qui dit avec cœur ce qu'il a sur le cœur et, bien sûr, à voix haute parce qu'il ne fut jamais dans ses manières de dire autrement.

Comment Frédéric Pottecher ne serait-il pas ému et amusé par ce temps qui n'est plus ?

Volà donc les comptes apurés ? Pas si sûr. L'homme évincé en 1968, même s'il a obtenu réparation pécuniaire, n'oubliera jamais « l'intermède direct et profond de l'isolement ». Il lui fallait le faire savoir. Au-delà de ce cri et de cette blessure, il reste la déposition fraternelle dans ses tendresses bournaes comme dans l'amitié de ses colères, d'un homme qui dit avec cœur ce qu'il a sur le cœur et, bien sûr, à voix haute parce qu'il ne fut jamais dans ses manières de dire autrement.

On est aussi dans la familiarité de l'œuvre de Lugné-Poe, des Pitoëff, de Jean-Louis Barrault à ses débuts, de Pierre-Richard Willm, jeune et fidèle dieu de Bussang avant d'en devenir le patriarche discret.

Volà donc les comptes apurés ? Pas si sûr. L'homme évincé en 1968, même s'il a obtenu réparation pécuniaire, n'oubliera jamais « l'intermède direct et profond de l'isolement ». Il lui fallait le faire savoir. Au-delà de ce cri et de cette blessure, il reste la déposition fraternelle dans ses tendresses bournaes comme dans l'amitié de ses colères, d'un homme qui dit avec cœur ce qu'il a sur le cœur et, bien sûr, à voix haute parce qu'il ne fut jamais dans ses manières de dire autrement.

UN GRAND ARMAGNAC Marquis de Caussade U.C.V.A. B.P. 16 32800 Eauze.

Qu'on à vous-mêmes, absents du Struthof, vous reviez dans la gloire et, le lenus de baignad échangée contre le robe éblouissante, vous siégerez en haut de la table. Vous aurez part au festin et votre part ne vous sera plus enlevée. PIERRE MEYER.

LE JOUR DES MUSIQUES

Les « protest songs » de Tom Robinson.

On parle beaucoup en Grande-Bretagne d'un tout nouveau groupe, le Tom Robinson Band. Il a suffi d'un seul 45 tours pour que Tom Robinson, le leader du groupe, s'impose comme le très digne héritier des grands compositeurs des années 60 : les Kinks, Bob Dylan. Il retrouve cette aisance pour composer des titres forts qui lient des mélodies évidentes à des textes finement imagés. 2 468 Motorway est une chanson brillante, un thème simple et efficace. Flammes est enjoué, les mots sonnent avec précision sur des rythmes vivaces. Tom Robinson montre une inspiration fertile, mais surtout populaire, et en cela réside l'intérêt. Il sait construire des morceaux qui se retiennent aisément. Sur l'autre face du 45 tours, il interprète une remarquable version de I shall be released de Dylan. Tom Robinson revendique la libération homosexuelle sans jargon pueux et prononce outre-Manche toutes sortes de discours anti-fascistes. Défenseur des minorités, il semble prendre le chemin d'une conscience politique ouverte. Le temps des protest songs est de retour. — A. W.

* 2 468 Motorway, 45 tours Pathé-Marcel 06370.

Misère et splendeur des Sex Pistols.

Le département d'Etat vient d'autoriser le groupe britannique punk Sex Pistols à effectuer une tournée de deux semaines aux Etats-Unis. Dans un premier temps, l'ambassade américaine à Londres avait refusé d'accorder des visas d'entrée aux membres du groupe. Les Sex Pistols et leur leader Johnny Rotten (Johnny « le pourri »), sont les principaux initiateurs du mouvement punk. Spécialistes de la provocation et de l'obscénité, ils sont interdits d'entrée dans plusieurs stations de radio. Ils ont reçu de la presse d'outre-Manche le surnom de « bande crochante et jurante ».

Au même moment, les Sex Pistols sont célébrés par les lecteurs d'un des deux grands hebdomadaires spécialisés de Grande-Bretagne, New Musical Express, qui les sacrèrent meilleur groupe de l'année et leur accordèrent la première ou la deuxième place dans les divers catégories : meilleur album, meilleur 45 tours, meilleur batteur (Paul Cook), deuxième meilleur chanteur (Johnny Rotten, considéré également comme « le plus bel homme du monde »), deuxième meilleur guitariste (Steve Jones).

Nouveaux albums.

● HOMMAGE A GILLES. — Auteur-compositeur de « Dollar » (1972), de « A l'enseigne de la fille sans cors » (1966), des « Trois cloches » (1947), Gilles mena, dans les années 30, avec Julien, une carrière de duo-tiste avec des chansons qui évoquaient le quotidien, contenaient des préoccupations sociales exposées parfois sous forme de pamphlet. Gilles s'associa ensuite avec Edith, puis avec Uriel, et enfin après la deuxième guerre mondiale un cabaret (« Chez Gilles ») qui accueillit, pendant dix ans, tout ce qui comptait alors dans la chanson française. Le double album publié aujourd'hui évoque ces quarante ans de chansons. C'est un document (ESC 353 - Dist. C.B.S.).

● A FEAST OF IRISH FOLK. — Une sélection de musique irlandaise interprétée par Planitz, Spud, De Danann, Tommy Makem, Wolfe Tones, Dublin City Ramblers (33 t., Polydor, 2480 422).

● MELUSINE (Lève-toi et danse !). — Diverses danses traditionnelles (rondeau, bourrée, Aubergys, polka, mazurka) par un des meilleurs groupes folk français (33 t., Polydor, 247 3074).

Le calendrier du rock.

● Status Quo le 6 janvier à Rouen (Palais des sports), le 7 à Lille (Parc des expositions), le 9 à Metz (Parc des expositions), le 10 à Colmar (Parc des expositions), le 11 à Besançon (Palais des sports) ; Mama Bea Tékieski, du 4 janvier au 4 février, à la Mairie de Nanterre, à Paris, 15, rue des Haies.

Formes

Confrontations de fin d'année

Les traditionnels accrochages de fin d'année ont l'habitude de regrouper les artistes autour d'une galerie, et pour attirer le public au baisser de rideau et pour lui proposer des idées de cadeaux à faire aux autres ou à soi-même. J'y renvoie ceux à qui j'ai reconnu des vertus, notamment à la galerie Bellechasse internationale (« Au-delà de l'image »), à la galerie Le Dessin (soixante-dix-sept petits formats signés de treize et un nom), à la Galerie suisse où figure toujours sous le nom de De Moor, de celui qui ne peut pas parler à temps, etc. Si je me suis arrêté à la galerie Simone Badier (1), c'est que, sous l'enseigne « Confrontations », à côté des peintures de la maison (Zeller, Conzant, Levan, Rozan, Zandervan...), sont venus de tous les horizons des plans de tendances assez diverses pour donner une synthèse de l'art de notre époque (tel que je le goûte). Eglise, Nina Cole, Luc Peier, Pelego, Messier, Hugh Weiss, font d'ailleurs partie d'autres expositions collectives. Mais je ne puis énumérer toute la troupe. L'ensemble est, je le déclare tout net, d'une égale qualité, sans faille. Que les amis me pardonnent, si je fais deux exceptions : Maurice Rocher, surnom de deux visages tragiques, et Gérard Koch, parce qu'il fournit la preuve d'une mole métamorphose de sa manière, avec une

colonne, sous pleiglas, formée de boîtes superposées abritant des collages sculptés qui donnent une farouche envie d'en voir d'autres.

A ces mini-bilans de fin d'exercice, il faudrait ajouter les nouveaux venus qui promettent d'aller loin. En tout premier lieu Laurent Wolf (2).

Des dons, des monuments, églises, cloîtres, coupols, minarets, mosaïques arabes, des formes, des formes qui nous font, des formes ouvertes ou fermées : leur architecture, stricte, ou dépit de leur effacement progressif, se dissimule dans une lumière froide, comme si le mystère naissait de la rigueur mathématique. On plonge, à perte de vue, dans les perspectives de ces courbes, de ces parastyles, ou plus généralement dans cet espace sur-moulé, rose saumon, quelquefois bleues, qui se dégradent en infinies subtilités. Alliage sans faille de précis et de flou, sublimé par des glacis dont la perfection est obscure sans verroi. Et là il convient d'ajouter sur le côté matériel, dans un atelier, de la peinture de Wolf qui ne fait pas de distinction entre l'inspiration et la fabrication. Il prépare lui-même, avec une minutie extrême, ses panneaux de bois marouflés de toile, avec un vernis au nitro, et il les peint, toujours en atelier. La conception de ses couleurs (souvent un mélange bien entrecroisé) est

à base de pigments naturels. Autant dire qu'il a retrouvé les recettes, les secrets des vieux maîtres, au prix d'un labeur obstiné qui est toute sa raison d'être. Il s'acharne ainsi vers un dépouillement grandissant, et les vibrations lumineuses qu'il réussit à fixer, à lier sans négliger de saisir au vol le moindre de leurs variations, finissent par abolir les accidents du monde sensible.

Est-il loisible encore d'aller prendre connaissance avec Daniel Lacomme (3), très jeune peintre, qui a pour la première fois affronté Paris ? Il serait dommage que son nom soit passé sous silence, bien qu'il existe peu d'artistes à qui convienne mieux l'expression de « grand silence blanc ». Reste à savoir s'il peut encore, et devant l'extrême parcimonie des moyens employés, les soi-disant amateurs de tableaux surembellir l'œuvre. Tant pis pour eux. Lacomme se nomme ainsi et régit tout. L'univers se réduit à de légères notions, à peine colorées ou pas colorées du tout. Comme par miracle, tout est restitué. Encore un peintre de ma famille.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) 1, rue Guénégaud.
(2) 10, rue de Valenciennes, 1, rue de Sévigné.
(3) Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob.

Théâtre

Bonne année pour les jeunes compagnies

Au début du mois de janvier se réunit la commission d'aide aux compagnies, qui a pour tâche de proposer au ministère de la culture et de l'enseignement des chiffres et des noms. Chiffres de subventions, noms de troupes souvent réduites à deux ou trois personnes. Comment assurer davantage de salaires — même amicaux — quand on reçoit 50 000 F pour l'année, avec les

quels il faut monter un spectacle, donc engager des comédiens, louer une salle de répétitions, trouver et louer un théâtre, dont la direction néglige la publicité ? Bien entendu, il ne reste plus un franc pour assurer soi-même et les recettes deviennent un rêve, le public mal informé néglige la salle. Résultat : des dettes, un capital d'énergie inutilement gaspillé.

« Adieu Supermac » de Christopher Frank

Un théâtre rue du Château, mais des personnages et des dialogues de cinéma.

L'une des infirmités chroniques du cinéma, c'est la vaine tentative de dialogues à la fois anonymes, pseudo-naturalistes et faux. Il y a des exceptions, comme ceux de Prévert, qui seraient plutôt trop écrits pour sa foudre aux intermittences de l'écran, ou ceux de l'Atalante de Vigo, qui restent le modèle du genre, les dialogues de Marguerite Duras et ceux de Godard, qui ne ressemblent à rien et qui sont, eux, joyeux au théâtre. Les écrivains de théâtre ont peut-être plus d'une fois en passant des scènes de Godard aux épreuves de fin d'année.

Avec « Adieu Supermac », nous revenons aux dialogues-exacts de films commutatifs. Il s'agit d'un récit policier, avec prise d'otages, mais l'auteur a voulu surtout diffuser son message sur la lutte des sexes, la libération des femmes.

François Perrot interprète Supermac, un mystérieux homme romantique. C'est un bon acteur, comme Henry Czarnik, policier brutal grand enfant. L'auteur, Christopher Frank, et son épouse, Yvonne Delaune, comptent, avec un savoir-faire sobre, la distribution de cette pièce qui n'en a pas une.

MICHEL COURNOT.

« Ombres » en Picardie

Il existe en Picardie une seule troupe de comédiens professionnels, la Compagnie Jean-Marie Bonillo, née en 1973 et installée à Longueau, près d'Amiens. Longueau, important nœud ferroviaire, a un maire communiste et une population de cheminots. L'ambition de Jean-Marie Bonillo et de ses amis est de tirer de ces symboles permanents avec la Picardie laborieuse les sujets de leurs pièces.

Le tout dernier spectacle, « Ombres », s'inspire de la Résistance en Picardie. Sur scène, une scène érotique pendant deux heures l'époque qui va de la débâcle au retour des camps. Christine Berthier est plusieurs personnages et leur contraire, le collaborateur, l'attachiste, le résistant. Elle joue de tous les registres de sa voix et de toute la souplesse de son corps. C'est trop symbolique ont pu dire ceux qui attendaient qu'un leur raconte une histoire, peut-être la leur. C'est trop simple, disent les autres, le sujet n'est qu'un effet.

Par leur élanisme — réflexes romantiques, terre d'Ives Bordini, mise en scène de J.-M. Bonillo — les comédiens se proposent de traiter des rapports entre l'individu et l'histoire : « Les uns entre dans l'histoire, les autres la subissent ». La Picardie et la période de la guerre, leur ont servi de support pour tenter de faire basculer le spectateur particulier ou général, de la Résistance avec un grand B à toutes les résistances de tous les temps. Mais il aurait fallu un peu plus de souffle. Le métier et le talent ne suffisent pas toujours, le souci didactique peut nuire à l'envoie. — MICHEL CURIE.

Rock

PASTICHES LONDONIENS

Régulièrement, chaque année, on assiste à la création d'un groupe, qui parodie avec plus ou moins de bonheur les années folles du rock, du jazz ou du rhythm and blues. 50-50-50 est l'exemple le plus brillant de ce genre d'expérience, avec une imitation succulente du « mais surtout » une qualité instrumentale qui à long terme permet au groupe de résister au fil des années. Manham Transfer, dans un style plus éclectique, évoque ces groupes doo-wop qui fleurissaient dans les années 50 et dont le principal mérite était le bon goût des harmonies vocales ; on trouve au bonheur des dames, ce groupe français plein d'humour qui maniait tournois de bons musiciens.

Celui qui semble obtenir un succès florissant cette année se produit actuellement au Rainbow de Londres sous le nom de Dars. Les neuf membres qui le composent possèdent tout à la fois le rock, le doo-wop et le rhythm and blues. Leurs attitudes scéniques manquent d'originalité, sauf rares exceptions. Leur humour est emprunté et les musiciens n'ont pas toujours l'aisance qui convient à leur démarche. Restent les quatre voix (trois hommes et une femme) qui éblouissent une ligne d'harmonie superbe. Leur dévouement à capella, huss, hurray, shoo et soprano, traduit un travail d'une très rare précision. Les chœurs font capot-dop et les refrains s'envolent agréablement. L'ennui est qu'il est difficile d'imaginer l'avenir d'un tel groupe au-delà d'un ou deux disques sans qu'il ne vienne à se produire lui-même.

ALAIN WAIS.

* Discographie : DARS, Sonopresse MAG 39 805.

THEATRE D'ORSAY

GERNAUD-BARRAULT

L'EDEN-CINEMA

de Marguerite Duras mise en scène Claude Régy

HAROLD ET MAUDE

à partir du 10 janvier RHINOCEROS

de Eugène Ionesco Jean-Louis Barraut éléments scéniques Jacques Noël musique concrète Michel Philippot

THEATRE D'ORSAY

La vie singulière d'ALBERT NOBBS

adaptation et mise en scène Simone Benmussa 7, quai Anatole France tél. 548.38.53 et agences

Danse

Deux soirées pour les Deux-Portes

Expulsés de leurs locaux en août dernier, privés de subventions municipales, menacés de saisie, les responsables de la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes continuent à se battre avec la détermination que donne le sentiment d'un bon droit bafoué. Repliés provisoirement dans une ancienne cartonnerie, ils ont décidé de maintenir leur présence et leur activité dans le quartier, de continuer un travail d'animation d'écoles, de rues, de marchés, avec le soutien d'associations locales.

Cette opération de survie est ponctuée d'actions éclatées dans tout le vingtième arrondissement, là où des locataires peuvent les accueillir. Une « action-théâtre » de solidarité est décalquée en octobre à la Cortoucherie de Vincennes (« le Monde » du 1er novembre). Une action-danse devait prendre le relais les 28 et 29 décembre au Théâtre de l'Est parisien. Elle a failli sombrer avec l'incendie du TEP. Mais c'est reconnaître la ténacité d'Alain Crabot, directeur de la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes.

« Il fallait absolument que cette action-danse ait lieu, dit-il, ne serait-ce que par correction envers les chorégraphes participants. Le TEP devenu indisponible, nous n'avons pas trouvé une seule salle de secours dans tout le vingtième arrondissement pour la bonne raison qu'il n'y a rien. Ce quartier très populaire, très vivant, est particulièrement sous-équipé. Nous avons finalement loué cette salle de patronage où nous pouvons assurer les spectacles et les débats. Mais toute la partie animation qui concernait plus particulièrement les habitants du quartier n'a pu avoir lieu et c'est dommage. »

L'action-danse, étalée sur deux soirées — une dizaine d'heures — n'en constitue pas moins une réussite. La salle n'a pas réagi, comme précédemment au Théâtre des Deux-Portes, à un brassage total

des danseurs et des spectateurs ; mais un public nombreux, jeune, s'est pressé à ces rencontres ; public remuant, directement concerné, prêt à applaudir ou à manifester dans une odeur de café chaud et de tarte aux pommes.

Vingt-cinq compagnies ont participé à l'événement. C'était pour chacune prétexte à montrer son travail, mais aussi à découvrir celui des autres. Toute la jeune danse française y était présente dans sa diversité depuis les groupes comme Moabius, la Four solitaire, l'atelier de Serge Keuten, ou des chorégraphes solitaires : Caroline Dudan, Yano, Charles-Henri Spinat, Jean-Claude Ramseyer, Christiane de Rougemont, tous doués et d'un bon niveau professionnel.

Danse jeune, danse pauvre. Ces troupes qui vivent difficilement sont venues louer sans cahier de solidarité, par omission. Leur geste est symbolique, car rien que pour la location de la salle et les frais engagés, la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes en est de son poche. Mais Alain Crabot estime avec raison que cette action-danse, par sa spontanéité et sa qualité, devrait attirer l'attention des pouvoirs publics sur le bien-fondé et le sérieux de son entreprise. La direction départementale de la jeunesse et des sports et le ministère de la culture ne peuvent rester indifférents devant ce problème. C'est surtout la responsabilité de la municipalité de Paris qui est engagée ici. Elle ne peut laisser indéfiniment cette équipe dans la quasi-clandestinité et devrait lui donner des moyens d'action et un lieu. La M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes avait entièrement le plan local une intéressante ouverture à la danse, M. Landowski, qui fut toujours intéressé par l'art chorégraphique, semble l'interlocuteur de choix pour régler honorablement cette affaire.

MARCELLE MICHEL.

De Diaghilev à Béjart

Quel de plus naturel lorsqu'on possède une librairie-galerie entièrement consacrée à la danse que de désirer faire connaître des trésors d'iconographie enfouis dans ses cartons et des écrits inconnus ou oubliés ? Gilberte Courmand les a mêlés dans un ouvrage bien composé, Beauté de la danse, qui dégage une impression de luxe et de bon goût.

Beauté de la danse n'est pas un traité historique ou un essai esthétique, mais plutôt une succession d'éclaircissements sur des moments importants de l'évolution de cet art. Une incursion vers les danses extra-européennes est prétexte à glisser une ravissante lithographie de Vellou. Une anecdote sur les espérances des « petits rats » de l'Opéra apporte une note de franchise hilarante.

En exergue, une citation : « La seule liberté du danseur c'est la discipline qu'il s'impose à lui-même. » Elle est de Martha Graham.

Mais elle peut s'appliquer à tous ceux qui pratiquent un art élaboré depuis des siècles. Pièce aux théoriciens d'abord : Pierre Rameau, dont le « maître à discipline » aurait pu inspirer Molière pour le Bourgeois gentilhomme, et Noviera, soulevés de la contomnie du danseur, ou encore Despreux enseignant les « tricotets » à Napoléon. Les chroniqueurs de l'époque ont vu le ballet romantique par le petit bout de la lorgnette. Heureusement, les dessinateurs

étaient là pour saisir les grâces de Fanny Essler ou de Marie Taglioni. Elle Faure et Vély, au contraire, ont sublimé le geste d'Isadora Duncan ou de Serge Litar.

D'intéressants textes biographiques sur notre temps rappellent que Martha Graham dansa l'Elysée du Sacre du printemps avec Massine et qu'elle reçut une invitation pour les Jeux olympiques de Berlin, en 1936. Ce n'est qu'en 1945 qu'elle commença à être célébrée aux Etats-Unis. Vers cette époque, Jean Cocteau avait l'idée d'employer le synchronisme entre la musique et la danse dans le Jeune Homme et la Mort. C'était la grande époque des Champs-Élysées. Et dans le ballet de Roland Petit les Démonelles de la nuit, il y avait un danseur encore inconnu, malingre, qui jouait un chat de gouttière : Maurice Béjart.

On ne conçoit pas un livre sur la danse sans la référence à Diaghilev. Il est présent tel que l'immortalisé Cocteau, avec sa tête trop grosse pour son chapeau, sa pelisse, sa figure de dogue et son sourire de jeune crocodile. Mais lorsque l'on reforme Beauté de la danse, deux visages étonnants viennent encore longuement s'imposer à nous : deux artistes saisis au début de grâce : Pavlova, absorbée par son art, s'épouillant dans des tournées de petit théâtre, et Nijinski, exprimant par des gestes de médium la folie qui l'entraîne à l'enfer. — M. M.

* Beauté de la danse, éditions Gautier-Langereau, 46 F.

PUBLICIS ELYSÉES s.a. - PUBLICIS MATIONGN s.a. - PUBLICIS SAINT-GERMAIN s.a. - PARAMOUNT ODÉON s.a. - PARAMOUNT OPÉRA s.a. - PARAMOUNT MONTPARNAISE s.a. - PARAMOUNT GOBELINS s.a. - PARAMOUNT MAILLOT s.a.

— Courez voir « New York, New York ». De Niro et Liza Minnelli forment un couple inoubliable.

Michel Drucker

LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO



LIZA MINNELLI ROBERT DE NIRO «NEW YORK NEW YORK»

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : Giselle (sam. 20 h. 30).
Comédie-Française : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Châtelet : Les Baléares (sam. 20 h. 30).
Odéon : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Félicité : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Palais National : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Madeleine : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Comédie : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Renaissance : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Bouffes-Parisiens : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Renaissance : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Bouffes-Parisiens : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

Les salles musicales

Nouveau Carré : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Madeleine : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Comédie : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Renaissance : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Bouffes-Parisiens : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

Les autres salles

Aire libre : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Madeleine : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Comédie : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Renaissance : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Bouffes-Parisiens : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

Les cafés-théâtres

Au Sec (sa) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Madeleine : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Comédie : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Renaissance : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Bouffes-Parisiens : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

Les comédies musicales

Châtelet : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Madeleine : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Comédie : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Renaissance : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Bouffes-Parisiens : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

Les chansonniers

Caveau de la République : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

Les exclusivités

L'AMI AMERICAIN (A.M.A.) (**) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 31 décembre - Dimanche 1^{er} janvier

Le Plateau : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Madeleine : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Comédie : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Renaissance : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Bouffes-Parisiens : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

Les théâtres de banlieue

Boulogne-B.P.M. : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Madeleine : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Comédie : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Renaissance : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Bouffes-Parisiens : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

Jazz, pop, rock et folk

Golf Drouot : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Madeleine : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Comédie : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Renaissance : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Bouffes-Parisiens : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

La danse

Lucernaire Forum : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

cinémas

L'ANTÉPÂLE (Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Madeleine : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Comédie : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Renaissance : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Bouffes-Parisiens : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES INDIENS SONT ENCORE LOIN

(Fr.) : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

en 1978

PREPAREZ VOS MOUCHOIRS

مكثرا من الأصل

Opéra : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Madeleine : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Comédie : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Renaissance : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).
Théâtre de la Bouffes-Parisiens : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

LES FESTIVALS

CHARLES CHARLES : Les Acteurs du bon sens (sam. 20 h. 30).

CARNET

SPORTS

Annuaire des poursuites
Annuaire de commerce

Le Monde économie-régions

M. Geneen quitte la direction d'I.T.T. Le profit avant tout

M. Harold Geneen abandonne, samedi 31 décembre, ses fonctions de directeur général d'International Telephone and Telegraph I.T.T. La direction effective du quinquième groupe mondial (11,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires, 488 millions de dollars de bénéfices, 378 000 employés) sera désormais assurée par M. Lyndon Hamilton. M. Geneen demeure président du conseil d'administration.

Un règne s'achève. Sidney Harold Geneen, qui aura soixante-huit ans le 20 janvier, présidait sans partage, depuis dix-huit ans, aux destinées d'I.T.T. Rarement un manager a été autant marqué de son empreinte un groupe industriel. Le nom de Geneen est le sigle d'I.T.T. ont été des années d'embellissement. Pour le meilleur, comme pour le pire.

Détesté par les uns, respecté par d'autres, ce par tous, Harold Geneen n'est pas un patron comme les autres. Ni bérurier d'une dynastie, ni fondateur de son entreprise, ni diplômé d'une grande école, il s'impose par la légende américaine. Des origines modestes : son père, imprimeur de concertos, émigre aux Etats-Unis en 1911, alors que le petit Harold a qu'un an. Très vite, ses parents se séparent. Il vivra seul avec sa mère. De courtes études : enfant solitaire, admettent bon élève à son collège, s'ennuie dans un collège. Des débuts au bas de l'échelle : à seize ans il entre comme sauteur-ruisseau à la Bourse de New York et, par la suite, il s'inscrit au cours du soir de l'université. Un physique d'apparence anodine : petit, le front dégarni, de fines lunettes rondes, costume cravate sombres. Tout dans le personnage évoque l'image traditionnelle du comptable. A une nuance près : Harold Geneen est un comptable gentil. Travailleur infatigable, il est animé d'une volonté de fer. Il gravit patiemment les échelons, quittant ses employés lorsqu'il estime que ses mérites ne sont pas reconnus, ou que la voie vers le pouvoir suprême est bouchée.

Après une succession de postes dans diverses entreprises, il entre en 1936 chez Raytheon, l'un des grands de l'électronique aux Etats-Unis. Vice-président directeur général, il réussit en peu de temps à réorganiser l'entreprise, à doubler le bénéfice. Pour lui, une seule devise, le « nombre de dollars par titre que les actionnaires reçoivent comme dividendes ». Sa renommée commence à s'établir. Or I.T.T. cherche précisément à la même époque un homme providentiel. La mort de son fondateur, le colonel Sosthène Behn, laisse un vide qu'il faut combler. Le conseil s'adresse à des « chasseurs de têtes ». Harold Geneen est présenté en 1959. Il fait une très forte impression, exige les pleins pouvoirs... et le conseil le nomme.

Le groupe qu'il prend en main réalise alors un chiffre d'affaires de 765 millions de dollars pour un bénéfice de 28 millions. Ses activités sont concentrées pour l'essentiel dans les télécommunications hors des Etats-Unis : la fabrication des matériels, mais aussi l'exploitation de réseaux nationaux entiers. Or Geneen n'a pas « confiance » dans les gouvernements étrangers (Fidel Castro le renforce dans son opinion en nationalisant les avions d'I.T.T.). Il décide donc de rétablir l'équilibre dans les investissements du groupe au profit des Etats-Unis. Le téléphone, outre-Atlantique, étant bouché, au moins jusqu'en 1975-1976 (en raison de l'accord tacite de non-concurrence pendant cinquante ans entre A.T.T. et I.T.T.), il faut trouver autre chose pour accroître les profits. Harold Geneen, avec l'appui d'André Mayer, de la banque Lazard de New-York, se lance dans une politique d'acquisition tous azimuts aux Etats-Unis. Si la mode de l'époque est à la fusion, Harold Geneen sera le premier

à appliquer sur une grande échelle la stratégie du conglomérat, ce qui lui vaudra un certain mépris de la part des « purs industriels », notamment européens.

Deux grands critères président au choix des sociétés à acquérir : leur appartenance à un secteur en forte croissance (pharmacie, alimentation, service) ; la présence dans leurs bilans d'actifs sous-évalués. Tour à tour Avis (location de voitures), les maisons Lewitt, Continental Backing, premier fabricant de pain industriel, les hôtels Sheraton, passent sous le contrôle d'I.T.T. Si quelques affaires échouent — la reprise de la chaîne de radio-T.V., A.B.C., et I.T.T. rachète au total trois cent cinquante entreprises implantées dans quatre-vingts pays. Acquérir des sociétés est une chose, dégrader des profits en est une autre. C'est là qu'intervient le « système Geneen ».

Le patron d'I.T.T. a mis au point un mécanisme de gestion basé sur la centralisation de l'information et sur le chevauchement (pour contrôler) des responsabilités des directeurs. Tous les dirigeants d'usines et de filiales doivent fournir des rapports mensuels, voire hebdomadaires, aussi précis que possible. Ils doivent y privilégier les « faits réels » et laisser de côté les « faits idéologiques ». A des impressions par ongles, Harold Geneen voit tout, il tout entend tout. Une fois par mois, il se rend au quartier général d'I.T.T.-Europe, à Bruxelles, pour y « auditionner » les directeurs de filiales européennes.

Une nouvelle stratégie

Tout ce système vise à neutraliser l'influence des facteurs humains et du hasard. Si cette politique a été incontestablement permise au groupe de connaître une croissance importante ses profits, elle déplaît à la veuve de Sosthène Behn. Celle-ci écrit au magazine Time, en 1967, que I.T.T. est devenu « un gigantesque conglomérat où la note personnelle et les valeurs humaines sont noyées parmi les chiffres d'un bilan et distancées loin d'horrière dans le ciel du dollar tout-puissant (1) ».

Les attaques contre I.T.T. vont prendre de l'ampleur au début de la présente décennie. Des actions ultérieures sont engagées pour s'opposer à de nouvelles acquisitions. On accuse I.T.T. d'avoir versé des fonds au parti républicain de Richard Nixon pour obtenir une suspension de l'embargo sur l'affaire du Chili, ou un rattachement mondial. En 1973, le président Allende affirme que le groupe a participé, en 1970, à un complot, en liaison avec la C.I.A.

BIBLIOGRAPHIE DES POLYTECHNICIENS ET L'AVENIR DU TIERS-MONDE

Heureuse initiative de la Revue du tiers-monde : elle consacre un numéro spécial à la réflexion d'une quinzaine de polytechniciens sur le développement. Comme l'explique l'un des leurs, Pierre Garrigues — qui travaille depuis longtemps sur le terrain du tiers-monde — présente une synthèse importante de ce que la coopération avec les pays pauvres, — « la mise en valeur de la planète » est plus urgente que jamais. Comment s'organiser que de nombreux polytechniciens aient trouvé la une tâche à leur mesure ? Ils sont de tous bords, voire de toutes couleurs politiques. M. Andriamanantsoa ou M. Taki Rifat obtient M. Gruson, M. Gibrat ou M. Cheysson.

Impossible de citer le sommaire, très riche, mais les idées qui se dégagent de ces pages convergent pour éclairer d'un jour nouveau la stratégie du développement : éviter toute rupture avec l'état initial de l'activité économique, créer des liens fonctionnels entre les pays voisins, multiplier les opérations ponctuelles, orienter l'expansion de l'agriculture, base de la croissance vers les besoins propres des masses, donner une dimension écologique au développement, former des cadres du tiers-monde pour la gestion des entreprises et mobiliser l'opinion publique occidentale. Vaste programme. — P. D.

(*) Presses universitaires de France, Revue du tiers-monde, 1977, 38, boulevard Arago, 75013 Paris.

● Les automobilistes de Roanne pour le tiers-monde. — A Roanne, le produit des parcmètres du 31 décembre sera versé aux œuvres locales s'occupant des pays sous-développés. Ainsi en a décidé la municipalité de gauche pour laquelle, a déclaré le maire socialiste, M. Jean Auroux, « en cette période de fêtes, il n'est pas possible de rester insensible à la détresse et aux souffrances du tiers-monde où la faim, la maladie et le désespoir ne connaissent pas de trêve ». — (Cor.)

pour empêcher le gouvernement de l'Unité populaire de parvenir au pouvoir.

Les démentis — souvent maladroits — n'empêchent pas le scandale. D'autant que les interdictions entre I.T.T. et la politique sont évidentes. N'est-ce pas Harold Geneen lui-même qui écrivait : « C'est aux grandes compagnies qu'incombe, chaque jour davantage, le soin de veiller ou non à l'octroi de nos services » ?

Face aux attaques, I.T.T. fait le gros dos. Moyennant une quelconque substantielle, Avis et quelques autres sociétés sont revendus. Harold Geneen n'est pas prêt à céder et se désolidariser de ses sociétés. D'autres scandales, l'actualité, chasseront le nom d'I.T.T. de la « une » des journaux. Sa tâche consiste à préparer l'avenir en élaborant une nouvelle stratégie pour le groupe et en assurant sa succession.

L'époque des acquisitions tous azimuts est révolue. Il s'agit maintenant pour I.T.T. de consolider et de diversifier en se concentrant sur quelques secteurs d'activité fortement intégrés. Cinq grands groupes de produits ont été ainsi définis : les télécommunications, les produits de consommation, les assurances, les ressources naturelles, les produits industriels. Le groupe va désinvestir dans certaines branches et investir dans d'autres pour améliorer l'intégration de ses filiales composantes électroniques, pétrolières, matérielles téléphoniques ou d'équipement pour les marchés (photographie, la machine d'Harold Geneen pour l'étranger ne se dément pas et I.T.T. ne cache plus son ambition de pénétrer en force sur le marché américain des télécommunications, jugé plus large et moins soumis aux aléas politiques que ceux des autres pays, notamment européens.

C'est cette nouvelle stratégie que le successeur d'Harold Geneen devra appliquer. Il y a trois ans, un non circula, celui de Mike Bergerac, directeur général d'I.T.T. regroupant des brigades de couleurs ? Désaccord entre Harold Geneen et son dauphin ? Impatience de ce dernier ? Ou ne sait. Toujours est-il que, en 1974, Mike Bergerac quitta I.T.T. pour la présidence de Revlon. Il est vrai que ce poste lui donne le sixième salaire mondial alors que celui d'Harold Geneen n'est plus, avec 875 000 dollars par an, que le seizième.

Mike Bergerac part, il faut trouver quelqu'un d'autre. Finalement, le choix s'arrête sur Lyndon Hamilton, le financier de la maison qui est trésorier d'I.T.T. depuis dix ans. A cinquante ans, M. Hamilton est un « jeune ». Aussi grand que Harold Geneen, est petit, des cheveux blancs, orateur brillant, poli. La s'arrête les dissemblances. Lyndon Hamilton s'est formé à l'école Geneen, à son système de management et, comme il le déclarait récemment, « je serais fou de vouloir changer cela ».

Harold Geneen passe aujourd'hui la main à celui qu'il a choisi avec le sentiment du devoir accompli. Engagé pour réaliser des profits, il a réussi dans sa tâche en faisant d'I.T.T. une formidable machine à engranger des bénéfices. Et ce n'est pas sans fierté qu'il déclarait récemment au New York Times : « Lorsque je suis arrivé, j'étais sûr que nos bénéfices progresseraient de 10 % par an. A l'exception de deux exercices, nous l'avons fait. C'est vraiment nous avons fait un très bon travail ».

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

(1) Cité dans I.T.T., l'Etat souverain, par A. Sampson, Edit. Alain Moreau, 1973.

LA RECONSTRUCTION DU 14^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

M. d'Ornano demande à M. Chirac de « réhabiliter » le quartier Guilleminot

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a écrit le 20 décembre à M. Jacques Chirac, maire de Paris, pour lui demander de « faire étudier les possibilités de réhabiliter » le quartier Guilleminot dans le quartier Guilleminot, long de la voie Vercingétorix. Il est pas l'Etat participerait au financement de cette remise en cause de l'opération de rénovation de la Zone Guilleminot, approuvée par le Conseil de Paris.

M. d'Ornano fonde son intervention sur le fait que l'église Notre-Dame-du-Travail, rue Vercingétorix, est un monument inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et que, dans un rayon de 500 mètres autour de ce site, toute demande de permis de construire doit faire l'objet d'un avis du ministre de la culture.

D'autres part, deux autres immeubles vont être proposés à l'inscription, lors d'une prochaine commission des monuments historiques. Il s'agit d'un immeuble construit en 1913 dans un style d'avant-garde au 7 de la rue Raymond-Lesserand, et de l'immeuble qui abrite une boulangerie particulièrement bien décorée, rue Vercingétorix.

Enfin, une liste de quarante-trois bâtiments, dont le ministre de la culture souhaite qu'ils ne soient pas démolis, est en cours de négociation avec la mairie, qui a déjà accepté d'en conserver plusieurs, notamment celui qui, au 4 de la rue Raymond-Lesserand, est connu sous le nom de Moulin des trois cornes, et était une dépendance du château du Maine.

Il est peu vraisemblable que le maire de Paris accepte de remettre en cause le principe de la rénovation

8,74 MILLIARDS DE FRANCS POUR LES EXPROPRIATIONS EN 1976

La crise économique s'est traduite, à sa manière, dans les statistiques de consommation de terrains expropriés en faveur de la construction publique. On constate en effet une diminution de cette consommation. L'indicateur le premier ministre dans une réponse à M. Emmanuel Hamel, député du Rhône (P.R.), publiée au « Journal officiel » du 31 décembre.

En 1975, 18 100 hectares ont été acquis par les différents services publics pour des grands aménagements routiers, l'équipement de zones industrielles, la construction d'immeubles collectifs et de maisons individuelles dans les zones d'agglomération de plus de dix mille habitants. Mais, en 1976, ce chiffre tombait à 15 100.

Le coût total des acquisitions réalisées par l'Etat (à l'exception de la fixation des indemnités payées par le juge) a sensiblement évolué puisqu'il est passé de 1,21 milliard en 1970 à 1,26 en 1974 et à 1,6 en 1976.

En revanche, les organismes autres que l'Etat (collectivités locales, sociétés nationales, organismes divers) ont exproprié davantage que l'Etat puisque les sommes versées sont passées de 3,34 milliards en 1970 à 5,87 en 1974 et 7,14 en 1976.

Au total, c'est donc une somme de 8,74 milliards de francs qui a été dépensée en 1976 pour indemniser les expropriés.

COMMERCES EXTÉRIEUR

LE LIBAN COMMANDE DEUX CENT VINGT AUTOBUS BERLIET

L'Office des transports de Beyrouth vient de commander deux cent vingt autobus Berliet PR-100 à turbo-compresseur à la firme Renault-Véhicules Industriels. Ce marché représente 75 millions de francs et intervient après ceux obtenus au Soudan, au Yémen, en Arabie Saoudite et au Pakistan au cours de l'année.

En dépit de cette commande, les mesures de change technico-économique prévues pour 1978 (le Monde du 10 décembre) ne seront pas rapportées en raison de la faiblesse du plan de charge de l'entreprise.

● La Société des automobiles Peugeot a annoncé le 30 décembre la signature d'un marché de 1 000 taxis 504 avec l'Egypte et un autre de 1 500 avec le Soudan, dont 1 000 taxis destinés à la ville de Khartoum.

LA R.F.A. PREMIER EXPORTATEUR DU MONDE

La R.F.A. est devenue le premier exportateur du monde devant les Etats-Unis, souligne le communiqué de presse de la publication des chiffres du commerce extérieur allemand pour le mois de novembre (le Monde du 24 décembre).

La chute du dollar sur les marchés des changes a, en effet, provoqué une augmentation de valeur des exportations allemandes par rapport aux exportations des Etats-Unis. Le contre-valeur en DM des exportations allemandes s'élevait, en novembre, à 29,8 milliards de DM, alors que les exportations de la R.F.A. se sont élevées, pour ce mois, à 25,3 milliards de DM. Le Japon occupe la troisième place avec 16 milliards de DM d'exportations le mois dernier.

Pour l'ensemble de l'année, les Etats-Unis devraient toutefois rester à la première place. Pour la dernière fois ? — (A.F.P.)

LES IMPORTATIONS D'ACIER SOVIÉTIQUE EN GRANDE-BRETAGNE SONT INTERDITES

Le ministère du commerce britannique a annoncé, vendredi 30 décembre, qu'il a décidé d'interdire les importations d'acier soviétique en Grande-Bretagne, à compter du samedi 31 décembre minuit. Seules les marchandises en transit seront autorisées à pénétrer sur le territoire britannique à compter de cette date, tout en étant soumises à contingentement.

Cette mesure — la plus sévère prise depuis le début de la crise internationale qui frappe la sidérurgie — fait suite au refus de l'Union soviétique de limiter volontairement ses ventes à la Grande-Bretagne. Le gouvernement britannique n'a pas précisé la durée de cette interdiction. On peut penser que le dossier sera de nouveau examiné lorsque la Communauté européenne entamera des négociations sur ce sujet avec l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est.

En 1977, les ventes d'acier soviétique ont atteint 100 000 tonnes, contre 18 000 en 1976.

Faits et chiffres

Conflits et revendications

● Le conflit Michelin. — A Clermont-Ferrand, les organisations C.G.T. de Michelin ont annoncé le 30 décembre, les propositions d'action qu'elles vont soumettre aux cadres le 2 janvier : soit, dès le jour même, demander au préfet de la région Auvergne de recevoir les syndicats. Puis, le 3 janvier, envoyer des délégations à la direction de Michelin et aux services du travail ; le 4 janvier, faire grève deux heures au minimum, avec meeting devant la préfecture ; le 5 janvier, réunir le comité de coordination C.G.T. des usines Michelin de France pour se prononcer sur un rassemblement national des ouvriers de Michelin, entre le 9 et le 11 janvier, à Clermont-Ferrand ; enfin, le 7 janvier, premier samedi de grève travaillé, organiser une grande journée d'action.

Vendredi 30 décembre, diverses actions (démarches de brève durée, délégations auprès de la mairie, etc.) avaient eu lieu dans les ateliers des cinq usines clermontoises de Michelin. — (Cor.)

Salaires

● P.O. : « Les salaires seront liés par le recours formel par le groupe communiste » contre la loi du 21 décembre sur la mensualisation. « Les raisons invoquées par les députés communistes pour justifier leur demande vont

fallacieuses », déclare P.O., qui ajoute : « Les syndicats du personnel navigants couverts théoriquement par l'accord seront ainsi privés du paiement du 1^{er} janvier 1978 en tant que jour férié », le recours étant suspensif.

Transports

● Situation normale à Air France. — Tous les vols sont assurés ce 31 décembre à Orly et Roissy malgré la grève de vingt-quatre heures des mécaniciens au sol, indique la direction d'Air France. Ce mouvement a été lancé par le Syndicat des mécaniciens au sol de l'aviation civile (S.N.M.S.A.C.).

● Reprise du travail à la compagnie aérienne portugaise. — Les syndicats du personnel navigants de la compagnie portugaise TAP ont mis fin le vendredi 30 décembre au matin au mouvement de grève qu'ils avaient lancé il y a huit jours pour appuyer leur demande d'augmentation de salaires. — (A.F.P.)

Matières premières

● L'accord international sur le sucre a été ratifié par l'Union soviétique le 30 décembre 1977. Le nombre des ratifications étant désormais suffisant, l'accord est

ETRANGER

M. WILLIAM MILLER SUCCESSION DE M. BURNS A LA FED EST BIEN « NOTÉ » PAR LA PRESSE AMERICAINE

Le Wall Street Journal exprime l'espoir, dans ses éditions du vendredi 30 décembre, que le nouveau président du conseil de la Réserve fédérale, M. William Miller, défendra l'indépendance de la FED et l'intégrité du dollar.

Il est encore trop tôt pour savoir quelle politique monétaire suivra le successeur d'Arthur Burns, écrit le journal dans son éditorial. Mais, ajoute-t-il, s'il doit se battre pour protéger l'indépendance de la FED et la stabilité du dollar contre les pressions qui demandent « plus », il peut compter sur notre soutien.

Le New York Times se félicite pour sa part de l'affirmation faite par M. Miller de sa volonté de combattre à la fois l'inflation et le chômage. « Nous accueillons favorablement un président de la FED ayant des objectifs nouveaux », écrit le quotidien new-yorkais, qui critique par ailleurs la nomination de M. James McIntyre au poste de directeur du bureau de la gestion et du budget.

Quant au Washington Post, il reproche à M. Burns d'avoir « rendu à donner la priorité à la stabilisation des taux de change du dollar ». Il estime que son successeur, « qui n'a eu une seule grande expérience internationale que la plupart des hommes d'affaires américains » saura trouver un meilleur équilibre entre la défense du dollar et le maintien de l'expansion économique. — (A.F.P.)

PAYS-BAS

● L'indice des principaux indicateurs de l'économie néerlandaise a diminué, en novembre, pour la première fois depuis juin dernier. La baisse a été faible : 0,2 %. Elle est due notamment aux livraisons de entreprises. L'indice des principaux indicateurs est supposé anticiper l'évolution de l'économie néerlandaise. Il avait progressé de 3,3 % de juin à octobre. — (A.F.P.)

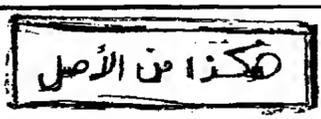
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CESSTION DE GARANTIE

Le Discount Bank (France) S.A., 1, rond-point des Champs-Élysées, 75008, Paris, par application des règles prévues par les articles 10 et 11 de la loi du 21 janvier 1970, dénonce, dans le délai de trois jours francs, la garantie de réalisation des titres de la Société anonyme de réalisation immobilière et foncière « SARIF », 38, avenue Rodière, 75008, Paris, au titre de l'activité de réalisation immobilière.

Tous les éventuels créanciers au sens de l'article 10 de la loi précitée ont un délai de trois mois pour produire entre les mains du garant.

La présente publication obligeatoire vise à informer la moralité de la Société anonyme de réalisation immobilière et foncière « SARIF ».



UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. RIÈS — CONTROVERSES : Préface aux idées de Marx, par Tang Yong Jun ; L'impasse et le vide, par Léa Humeau ; Gagner pour quoi faire ? par Pierre Lefranc ; La politique sans le choix, par Bertrand Fassin ; Le monde d'aujourd'hui.
- 3-4. DIPLOMATIE — La tournée du président des Etats-Unis.
- 4. ASIE
- 5. EUROPE
- 6. POLITIQUE — La politique sur le vote des Français de l'étranger.
- 7-8. LES EVENEMENTS DE 1977

LE MONDE AUJOURD'HUI
PAGES 9 A 15

- Au fil de la semaine : Madame M. par Pierre Vianou-Fouat.
- Lettres de Louville (Ken-ku), par Dominique Dhombes.
- Jeu : Ce lotu qui fait courir la France, par Jacques Gellard.
- RADIO-TELEVISION : Les lois en facilité, par Jacques Huetler ; Les tribunaux sur TF1, par Catherine Humbiot ; La IVe République aux Etats-Unis, par Thomas Perrenet.

- 16. SOCIÉTÉ — Des prêtres mariés rappellent à leurs églises qu'ils appartiennent à l'Eglise.
- 17-18. CULTURE
- 19. SPORTS
- 20. ECONOMIE-REGIONS — AFFAIRES : M. Geneen quitte la direction d'I.T.T.
- 21. LA REVUE DES VALEURS

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (11 à 14) : Informations pratiques (11) ; Carnet (12) ; 4 Jours (13) ; (14) ; Mésozoologie (15) ; Mots croisés (16).

La France consacrera 2 millions de francs en 1978 à des études préliminaires sur un missile de croisière

La France consacrera en 1978 une somme de 2 millions de francs à des études préliminaires sur la définition d'un missile de croisière. Les dépenses correspondantes ont été de 1 million de francs en 1977. C'est ce qui ressort de rapports ministériels — au nom de la commission de la défense et de celle des finances de l'Assemblée nationale — votés dimanche 11 par le ministre de la défense. Il y a quelque mois (« le Monde » du 11 juin), le chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, s'était contenté d'indiquer que « des formules nouvelles de systèmes d'armes, comme les missiles de croisière, sont dès maintenant à la portée de la France ».

En réalité, les sommes dépensées en 1977 et 1978 couvrent seulement des études préliminaires à caractère exploratoire engagées sur le concept même des études de « faisabilité », disent les spécialistes — d'un missile de croisière. Le coût de développement d'un tel programme est en effet bien plus considérable, sans doute de l'ordre de 3 milliards de francs.

Au vu de ces précisions, les services de renseignements américains estiment, si l'on en croit des dépêches d'agences en provenance de Washington, que la France pourrait être en mesure de fabriquer son propre missile de croisière dans cinq à dix ans. Selon ces mêmes sources, les chercheurs français auraient déjà réalisé d'importantes progrès, tant pour la mise au point du propulseur, mis à l'essai en 1976, que pour la définition de la charge

UN « COMMANDO DELTA » REVENDIQUE UN ATTENTAT A CAMBRI

Un engin de fabrication artisanale a explosé ce samedi 31 décembre, peu après 1 heure, devant la mairie de Cambrai (Nord) — localité dont le conseil municipal est communiste — occasionnant de légers dégâts. L'attentat n'a pas été revendiqué.

En revanche, une personne affirmant être le commandant en chef d'un commando Delta, pour le Nord-Pas-de-Calais, a téléphoné dans la soirée du 30 décembre au quotidien communiste régional Liberté pour revendiquer l'attentat commis dans la nuit du 30 au 31 décembre contre la Mairie des syndicats de Cambrai (le Monde du 27 décembre) et annoncer d'autres attaques contre les locaux de la C.G.T. de la C.F.D.T. et du P.C.

Le numéro du 17 décembre 1977 a été tiré à 509 992 exemplaires.

A B C D E F G H

UNE ETUDE DU « POINT »

Comment ont travaillé les députés de la majorité

Dans son numéro daté du 3 janvier 1978, l'hebdomadaire le Point publie une étude menée en France par l'IMAP (Institut de mesures de l'activité parlementaire) sur le travail accompli à l'Assemblée nationale par chaque député pendant les cinq années de la dernière législature (1973-1978).

Ce bilan, qui ne tient pas compte du travail non mesurable, a des députés dans leur circonscription et pour le compte de leurs électeurs, a été d'un certain nombre de points chaque élu en fonction de sa participation aux différentes phases du travail législatif, du contrôle parlementaire, du travail budgétaire et du travail en commission.

Arrivent ainsi en tête du palmarès de la majorité (le classement des députés est publié la semaine prochaine) :

MM. Claude Gerbet (P.R., Eure-et-Loir), Claudiu-Petit (réf., Paris), Hamel (P.R., Rhône), Bignon (R.P.R., Somme) et Fauton (R.P.R., Paris). Occupent en revanche les dernières places du classement MM. Bourdellès (réf., Côte-d'Or), Chaban-Delmas (R.P.R., Girondet), Dassaull (R.P.R., Oise), Massoubre (R.P.R., Somme) et, lanterne rouge, Robert Hersant (réf., Oise).

Cette étude, qui ne concerne que les députés ayant accompli un minimum de quatre années de mandat, exclut en raison de leurs fonctions particulières, les dirigeants des partis, les présidents de groupes et des commissions, ainsi que le rapporteur général du budget. Principale victime de cet ostracisme, M. Jean Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire), président de la commission des lois qui obtient une mention particulière en tant que président de la commission des lois, mais dont l'activité au Palais Bourbon méritait peut-être mieux.

« Comme toute nouveauté, reconnaît le Point, cette étude a irrité et blessé certains députés mal classés qui croyaient avoir correctement effectué leur travail. Mais, insiste M. Alain Brouillet, directeur de l'IMAP, nous ne portons aucun jugement de valeur sur le

conçu des initiatives des députés ; cette étude, fondée uniquement sur des documents officiels, est quantitative et non qualitative. »

Après le « marketing » politique, c'est une nouvelle pratique américaine qui entre ainsi dans les mœurs politiques françaises et qui ne manquera pas de susciter de vives réactions, deux mois et demi avant les élections législatives — P. F.

M. GISCARD D'ESTAING PRÉSENTE SES VŒUX AUX FRANÇAIS

M. Valéry Giscard d'Estaing a présenté, samedi 31 décembre, ses vœux aux Français par les trois chaînes de télévision, ses vœux aux Français. Lundi 2 janvier, le président de la République recevra les vœux des corps constitués. Ces cérémonies commenceront à 10 heures du matin. Les membres du gouvernement seront reçus à l'Elysée. Vendredi 5 janvier, les représentants des corps constitués et de la magistrature, des armées, du Conseil constitutionnel, des bureaux du Sénat et de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du Conseil de Paris, des autorités religieuses, des pays étrangers et des groupes particuliers avec la France, enfin du corps diplomatique.

Lundi également, M. Giscard d'Estaing recevra à déjeuner MM. Alain Poirer, président du Sénat, et Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale. Mardi 3 janvier, il recevra les vœux de la presse.

En Tunisie Le gouvernement donne satisfaction au Syndicat des cheminots

Tunis. — La bataille du rail s'aoura pas plus que celle du phosphate. La fédération des cheminots de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (U.G.T.T.) a obtenu, vendredi 29 décembre, la satisfaction de ses revendications immédiates. L'accord entrainera pour la S.N.C.F.T. (Société nationale des chemins de fer de Tunisie) une dépense d'environ 12 millions de dinars (1 dinar vaut approximativement 12 F) en 1978. La centrale syndicale a donc suspendu l'ordre de grève de trois jours qui devait commencer à compter du 2 janvier et qui concernait quelque sept mille six cents cheminots. Ceux-ci avaient déjà observé deux arrêts de travail, l'un de deux jours au début du mois, l'autre de vingt-quatre heures le 16 décembre.

Après l'accord signé à Gafsa avec les mineurs de phosphates (le Monde du 29 décembre), la crise sociale paraît dénouée, du moins provisoirement. Au début de la semaine, le premier ministre M. Habib Achour a réaffirmé sa volonté de ne pas céder à « des revendications démagogiques ». Le secrétaire de la cen-

Après la collision au large du Cap NOUVELLES CRAINTES DE CATASTROPHE ECOLOGIQUE

La catastrophe de pétrole répétés sur la mer depuis 1977 entre les transporteurs « Venoli » et « Vengre » (« le Monde » du 16-18 et du 20 décembre), ont entraîné au large du Cap sont morts victimes des premiers effets de pollution.

Les plages de la baie de Plettenberg sont proches de la réserve naturelle de Tritoniana, et déjà un signal que la protection de la nature est en danger plus inquiète que cette région est l'une des plus sauvages du pays et que de forts vents de sud-est y poussent. Depuis le 29 décembre, la nappe de pétrole.

Les plages de la baie de Plettenberg sont proches de la réserve naturelle de Tritoniana, et déjà un signal que la protection de la nature est en danger plus inquiète que cette région est l'une des plus sauvages du pays et que de forts vents de sud-est y poussent. Depuis le 29 décembre, la nappe de pétrole.

Agresions dans la région d'Argentin

Sept personnes âgées ont été attaquées au cours de la nuit du 29 au 30 décembre à la région d'Argentin (Val-d'Oise), par deux individus paraissant âgés de vingt-cinq à trente ans, armés de pistolets. Le butin a de ces derniers s'élevé à 6 250 francs.

Sur TF 1 M. BARRE PREMIER INVITE D'UNE SERIE D'ÉMISSIONS SPÉCIALES

Les responsables de TF 1 ont rendu public, samedi 31 décembre, le programme des émissions politiques prévues dans la perspective des élections.

M. Raymond Barre ouvrira la série le 3 janvier à 21 h 30, face à cinq cents chefs d'entreprise sur le thème « Quelle année 1978 » ; à l'occasion d'un forum organisé par TF 1 et le magazine l'Économiste.

Le secrétaire général du P.C., M. Georges Marchais, commentera, le 12 janvier à 20 h 30, au cours d'un « Spécial événement », les décisions qui auront été prises par la conférence nationale du P.C.F. le 2 et 3 janvier sur la stratégie du parti pour les élections législatives.

M. Michel Ponlatowski, ancien ministre d'Etat, sera l'invité du « Spécial événement » suivant, le 19 janvier à 20 h 30, tandis que le premier secrétaire du parti socialiste, M. François Mitterrand, est annoncé pour le « Spécial événement » du 26 janvier à 20 h 30.

Expliqué à 20 h 30, sera le thème « L'Etat et l'économie », consacré à ses trois émissions suivantes à des faces à face politiques dont le premier, le 2 février, opposera M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, à M. Pierre Mauroy, député P.S. maire de Lille.

Scrupuleux de complétude dans un entretien contre un poste de police, dans le troisième arrondissement à Paris, M. Jean-Claude Houlier, trente et un ans, a été arrêté le 27 décembre (nos dernières éditions). Deux bonnes années jetté, le 26 décembre, une grenade d'exercice à l'entrée du poste de police. L'engin n'a pas explosé. M. Houlier, qui est connu par des passants comme étant le compagnon de l'homme qui avait lancé la grenade.

Le secrétaire d'Etat, M. Habib Achour, avait fait état de son choix de nomination à des travailleurs concernés. Il semble que de part et d'autre on ait préféré « calmer le jeu » après avoir montré que les revendications de caractère général avaient été satisfaites pour une catégorie d'ouvriers. Le gouvernement peut-il dans ce cas refuser son extension à toutes les autres ?

L'actualité sociale sera dominée dans les prochains jours par la réunion, les 8 et 9 janvier, du conseil national de l'U.G.T.T. La combativité des syndicalistes reste très grande. Les succès qu'ils viennent de remporter les encouragent sans doute à poursuivre leur action.

Par ailleurs, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Belkhadja, a été reçu, sur sa demande, vendredi, pendant dix minutes, par le président Bourquie.

En Argentine DÉMISSION DU MINISTRE DU PLAN

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuters). — Le général Ramon Diaz Besone, ministre du plan, a démissionné vendredi 30 décembre, a annoncé un communiqué de la Junta militaire, sans donner d'autres précisions. Après cinquante-deux ans, issu de l'armée de terre, le général Diaz était le second dans la hiérarchie de la Junta. Il remplacait le général Jorge Videla, chef de l'Etat, lorsque ce dernier était en déplacement.

Le général Diaz avait été nommé ministre du plan le 25 octobre 1976. Ce poste avait alors été créé par le gouvernement militaire issu du coup d'Etat du 24 mars de la même année, pour élaborer une politique économique à long terme.

Le général Ramon Diaz Besone avait été considéré lors de sa nomination comme le « bras économique » du gouvernement militaire. Partisan d'une ligne « core » et ultranationaliste, il s'était notamment fait le défenseur de l'industrie nationale face aux grandes sociétés étrangères, principalement américaines.

A sa démission, après que le général Videla ait publiquement renouvelé sa confiance au ministre de l'économie, M. José Martínez de Hoz, partisan d'une politique libérale ouverte au capitalisme international, signifie que le Jusse français, en sauts provisoirement, dans le débat économique qui oppose les deux hommes. L'opposition entre le nationalisme et le libéralisme au sein de la Junta ne disparaît pas pour autant.

En Argentine DÉMISSION DU MINISTRE DU PLAN

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuters). — Le général Ramon Diaz Besone, ministre du plan, a démissionné vendredi 30 décembre, a annoncé un communiqué de la Junta militaire, sans donner d'autres précisions. Après cinquante-deux ans, issu de l'armée de terre, le général Diaz était le second dans la hiérarchie de la Junta. Il remplacait le général Jorge Videla, chef de l'Etat, lorsque ce dernier était en déplacement.

Le général Diaz avait été nommé ministre du plan le 25 octobre 1976. Ce poste avait alors été créé par le gouvernement militaire issu du coup d'Etat du 24 mars de la même année, pour élaborer une politique économique à long terme.

Le général Ramon Diaz Besone avait été considéré lors de sa nomination comme le « bras économique » du gouvernement militaire. Partisan d'une ligne « core » et ultranationaliste, il s'était notamment fait le défenseur de l'industrie nationale face aux grandes sociétés étrangères, principalement américaines.

A sa démission, après que le général Videla ait publiquement renouvelé sa confiance au ministre de l'économie, M. José Martínez de Hoz, partisan d'une politique libérale ouverte au capitalisme international, signifie que le Jusse français, en sauts provisoirement, dans le débat économique qui oppose les deux hommes. L'opposition entre le nationalisme et le libéralisme au sein de la Junta ne disparaît pas pour autant.

En Argentine DÉMISSION DU MINISTRE DU PLAN

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuters). — Le général Ramon Diaz Besone, ministre du plan, a démissionné vendredi 30 décembre, a annoncé un communiqué de la Junta militaire, sans donner d'autres précisions. Après cinquante-deux ans, issu de l'armée de terre, le général Diaz était le second dans la hiérarchie de la Junta. Il remplacait le général Jorge Videla, chef de l'Etat, lorsque ce dernier était en déplacement.

Le général Diaz avait été nommé ministre du plan le 25 octobre 1976. Ce poste avait alors été créé par le gouvernement militaire issu du coup d'Etat du 24 mars de la même année, pour élaborer une politique économique à long terme.

Le général Ramon Diaz Besone avait été considéré lors de sa nomination comme le « bras économique » du gouvernement militaire. Partisan d'une ligne « core » et ultranationaliste, il s'était notamment fait le défenseur de l'industrie nationale face aux grandes sociétés étrangères, principalement américaines.

A sa démission, après que le général Videla ait publiquement renouvelé sa confiance au ministre de l'économie, M. José Martínez de Hoz, partisan d'une politique libérale ouverte au capitalisme international, signifie que le Jusse français, en sauts provisoirement, dans le débat économique qui oppose les deux hommes. L'opposition entre le nationalisme et le libéralisme au sein de la Junta ne disparaît pas pour autant.

Le général Ramon Diaz Besone avait été considéré lors de sa nomination comme le « bras économique » du gouvernement militaire. Partisan d'une ligne « core » et ultranationaliste, il s'était notamment fait le défenseur de l'industrie nationale face aux grandes sociétés étrangères, principalement américaines.

A sa démission, après que le général Videla ait publiquement renouvelé sa confiance au ministre de l'économie, M. José Martínez de Hoz, partisan d'une politique libérale ouverte au capitalisme international, signifie que le Jusse français, en sauts provisoirement, dans le débat économique qui oppose les deux hommes. L'opposition entre le nationalisme et le libéralisme au sein de la Junta ne disparaît pas pour autant.

APRÈS LA MORT DU CHEIKH SABAH

Le prince héritier Jaber El Ahmed devient émir du Koweït

L'émir du Koweït, le cheikh Sabah El Salem El Sabah, est mort ce samedi 31 décembre, à l'âge de soixante-cinq ans, à la suite d'une crise cardiaque. Un conseil des ministres réuni aussitôt, en séance extraordinaire, a désigné, conformément à la Constitution, le cheikh Jaber El Ahmed El Sabah, prince héritier et chef du gouvernement, comme nouvel émir. Selon la coutume musulmane, les obsèques du souverain disparu ont lieu dès ce samedi. Cheikh Sabah est inhumé comme un simple citoyen, dans le cimetière public de Koweït. Un deuil officiel de quarante jours a été proclamé par le conseil des ministres. Tous les établissements publics seront fermés pendant trois jours.

Le cheikh, qui avait fait au cours des dernières années, des séjours prolongés dans des cliniques de Londres, se détenait plus la réalité du pouvoir, et il avait été plusieurs fois question de son abdication au faveur de son cousin le cheikh Jaber, qui le remplaçait officiellement à la tête de l'Etat lors de ses absences. Si aucun problème ne s'est posé pour assurer la succession du

cheikh Sabah, il risque d'en être autrement lorsqu'il s'agira de désigner le nouveau prince héritier et le chef du gouvernement. La famille des Sabah comprend, en effet, deux branches, les Sabah et les Jaber, et il est probable que les deux postes-clés du royaume, qui jusqu'à présent étaient détenus par le cheikh Jaber El Ahmed, seront attribués à des personnalités différentes représentant ces deux grandes branches de la famille royale. Le nouveau prince héritier pourrait être le cheikh Jaber El Ali (branche des Sabah) qui détient actuellement le poste de vice-premier ministre et celui de l'information. Personnalité forte, ce dernier était resté des affaires publiques entre 1971 et 1975, après avoir servi pendant sept ans dans les gouvernements successifs comme ministre de l'orientation nationale et de l'information, estimant qu'il méritait des fonctions plus importantes. Quant au poste de premier ministre, il pourrait être confié au cheikh Sabah El Ahmed (Jaber), l'actuel ministre des affaires étrangères. Un autre candidat possible est le tout-puissant ministre de l'Intérieur, le cheikh Saad El Abdallah (Sabah). — J.C.

Le cheikh Sabah

Deuxième souverain de la principauté, le cheikh Sabah était monté sur le trône à l'âge de cinquante ans, le 28 novembre 1965, succédant à son frère le cheikh Abdallah. De tempérament libéral, il n'avait respecté que exceptionnellement aux prérogatives étendues que lui conférait la Constitution et acceptait volontiers les avis du conseil de la famille princière, composée de douze membres. Il avait été également respectueux des décisions du Parlement, premier de son régime au début des années 1960 — jusqu'à sa dissolution en août 1976, à la suite d'un conflit entre les députés et le gouvernement. Le cheikh Sabah était le quatrième fils de l'émir du Koweït,

Le nouvel émir

Né à Koweït en 1929, le nouvel émir, le cheikh Jaber, a fait ses études primaires et secondaires aux collèges Al-Moubarakiya et Al-Ahmadia (à Koweït). Des professeurs furent chargés de son éducation coranique et de son enseignement de la langue et de la littérature arabes, ainsi que l'anglais.

Le 31 mai 1966 il fut désigné premier héritier par le conseil de famille royal, de préférence aux cinq fils du cheikh Sabah.

En Argentine DÉMISSION DU MINISTRE DU PLAN

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuters). — Le général Ramon Diaz Besone, ministre du plan, a démissionné vendredi 30 décembre, a annoncé un communiqué de la Junta militaire, sans donner d'autres précisions. Après cinquante-deux ans, issu de l'armée de terre, le général Diaz était le second dans la hiérarchie de la Junta. Il remplacait le général Jorge Videla, chef de l'Etat, lorsque ce dernier était en déplacement.

Le général Diaz avait été nommé ministre du plan le 25 octobre 1976. Ce poste avait alors été créé par le gouvernement militaire issu du coup d'Etat du 24 mars de la même année, pour élaborer une politique économique à long terme.

Le général Ramon Diaz Besone avait été considéré lors de sa nomination comme le « bras économique » du gouvernement militaire. Partisan d'une ligne « core » et ultranationaliste, il s'était notamment fait le défenseur de l'industrie nationale face aux grandes sociétés étrangères, principalement américaines.

A sa démission, après que le général Videla ait publiquement renouvelé sa confiance au ministre de l'économie, M. José Martínez de Hoz, partisan d'une politique libérale ouverte au capitalisme international, signifie que le Jusse français, en sauts provisoirement, dans le débat économique qui oppose les deux hommes. L'opposition entre le nationalisme et le libéralisme au sein de la Junta ne disparaît pas pour autant.

En Argentine DÉMISSION DU MINISTRE DU PLAN

Buenos-Aires (A.F.P., A.P., Reuters). — Le général Ramon Diaz Besone, ministre du plan, a démissionné vendredi 30 décembre, a annoncé un communiqué de la Junta militaire, sans donner d'autres précisions. Après cinquante-deux ans, issu de l'armée de terre, le général Diaz était le second dans la hiérarchie de la Junta. Il remplacait le général Jorge Videla, chef de l'Etat, lorsque ce dernier était en déplacement.

Le général Diaz avait été nommé ministre du plan le 25 octobre 1976. Ce poste avait alors été créé par le gouvernement militaire issu du coup d'Etat du 24 mars de la même année, pour élaborer une politique économique à long terme.

Le général Ramon Diaz Besone avait été considéré lors de sa nomination comme le « bras économique » du gouvernement militaire. Partisan d'une ligne « core » et ultranationaliste, il s'était notamment fait le défenseur de l'industrie nationale face aux grandes sociétés étrangères, principalement américaines.

A sa démission, après que le général Videla ait publiquement renouvelé sa confiance au ministre de l'économie, M. José Martínez de Hoz, partisan d'une politique libérale ouverte au capitalisme international, signifie que le Jusse français, en sauts provisoirement, dans le débat économique qui oppose les deux hommes. L'opposition entre le nationalisme et le libéralisme au sein de la Junta ne disparaît pas pour autant.

Le général Ramon Diaz Besone avait été considéré lors de sa nomination comme le « bras économique » du gouvernement militaire. Partisan d'une ligne « core » et ultranationaliste, il s'était notamment fait le défenseur de l'industrie nationale face aux grandes sociétés étrangères, principalement américaines.

A sa démission, après que le général Videla ait publiquement renouvelé sa confiance au ministre de l'économie, M. José Martínez de Hoz, partisan d'une politique libérale ouverte au capitalisme international, signifie que le Jusse français, en sauts provisoirement, dans le débat économique qui oppose les deux hommes. L'opposition entre le nationalisme et le libéralisme au sein de la Junta ne disparaît pas pour autant.

Le président

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a présenté, samedi 31 décembre, ses vœux aux Français par les trois chaînes de télévision, ses vœux aux Français. Lundi 2 janvier, le président de la République recevra les vœux des corps constitués. Ces cérémonies commenceront à 10 heures du matin. Les membres du gouvernement seront reçus à l'Elysée. Vendredi 5 janvier, les représentants des corps constitués et de la magistrature, des armées, du Conseil constitutionnel, des bureaux du Sénat et de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du Conseil de Paris, des autorités religieuses, des pays étrangers et des groupes particuliers avec la France, enfin du corps diplomatique.

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a présenté, samedi 31 décembre, ses vœux aux Français par les trois chaînes de télévision, ses vœux aux Français. Lundi 2 janvier, le président de la République recevra les vœux des corps constitués. Ces cérémonies commenceront à 10 heures du matin. Les membres du gouvernement seront reçus à l'Elysée. Vendredi 5 janvier, les représentants des corps constitués et de la magistrature, des armées, du Conseil constitutionnel, des bureaux du Sénat et de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du Conseil de Paris, des autorités religieuses, des pays étrangers et des groupes particuliers avec la France, enfin du corps diplomatique.

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a présenté, samedi 31 décembre, ses vœux aux Français par les trois chaînes de télévision, ses vœux aux Français. Lundi 2 janvier, le président de la République recevra les vœux des corps constitués. Ces cérémonies commenceront à 10 heures du matin. Les membres du gouvernement seront reçus à l'Elysée. Vendredi 5 janvier, les représentants des corps constitués et de la magistrature, des armées, du Conseil constitutionnel, des bureaux du Sénat et de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du Conseil de Paris, des autorités religieuses, des pays étrangers et des groupes particuliers avec la France, enfin du corps diplomatique.

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a présenté, samedi 31 décembre, ses vœux aux Français par les trois chaînes de télévision, ses vœux aux Français. Lundi 2 janvier, le président de la République recevra les vœux des corps constitués. Ces cérémonies commenceront à 10 heures du matin. Les membres du gouvernement seront reçus à l'Elysée. Vendredi 5 janvier, les représentants des corps constitués et de la magistrature, des armées, du Conseil constitutionnel, des bureaux du Sénat et de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du Conseil de Paris, des autorités religieuses, des pays étrangers et des groupes particuliers avec la France, enfin du corps diplomatique.

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a présenté, samedi 31 décembre, ses vœux aux Français par les trois chaînes de télévision, ses vœux aux Français. Lundi 2 janvier, le président de la République recevra les vœux des corps constitués. Ces cérémonies commenceront à 10 heures du matin. Les membres du gouvernement seront reçus à l'Elysée. Vendredi 5 janvier, les représentants des corps constitués et de la magistrature, des armées, du Conseil constitutionnel, des bureaux du Sénat et de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du Conseil de Paris, des autorités religieuses, des pays étrangers et des groupes particuliers avec la France, enfin du corps diplomatique.

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a présenté, samedi 31 décembre, ses vœux aux Français par les trois chaînes de télévision, ses vœux aux Français. Lundi 2 janvier, le président de la République recevra les vœux des corps constitués. Ces cérémonies commenceront à 10 heures du matin. Les membres du gouvernement seront reçus à l'Elysée. Vendredi 5 janvier, les représentants des corps constitués et de la magistrature, des armées, du Conseil constitutionnel, des bureaux du Sénat et de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du Conseil de Paris, des autorités religieuses, des pays étrangers et des groupes particuliers avec la France, enfin du corps diplomatique.

Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a présenté, samedi 31 décembre, ses vœux aux Français par les trois chaînes de télévision, ses vœux aux Français. Lundi 2 janvier, le président de la République recevra les vœux des corps constitués. Ces cérémonies commenceront à 10 heures du matin. Les membres du gouvernement seront reçus à l'Elysée. Vendredi 5 janvier, les représentants des corps constitués et de la magistrature, des armées, du Conseil constitutionnel, des bureaux du Sénat et de l'Assemblée nationale, du Conseil économique et social, du Conseil de Paris, des autorités religieuses, des pays étrangers et des groupes particuliers avec la France, enfin du corps diplomatique.

كلنا من الأصل

Entretien

ALAN PEYREF

Les roses froissées

Le mythe de Pen

Claude Lévi-S

GALLIMARD